



Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14783 - 7 F

SAMEDI 8 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les Baltes et leur grand voisin

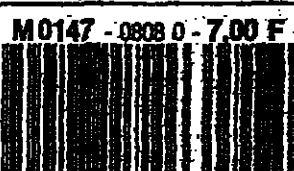
Les troupes de l'ancienne Armée rouge ont décidé, plus de dix ans après la chute du régime soviétique, de quitter les Républiques baltes que les pays du pacte de Varsovie. A l'issue d'une négociation avec les ministres des Affaires étrangères de Lituanie, Lettonie et Estonie, jeudi 6 août à Moscou, le chef de la diplomatie russe, M. Andreï Kozyrev, a certes offert une date-butoir - 1994 - pour le retrait des troupes de ces Etats, mais en assortissant de conditions qui, prises au pied de la lettre, sont difficilement acceptables.

Le délai de 1994 est sensiblement plus court que celui qu'il avait avancé par les responsables militaires russes, qui affirmaient que l'opération ne pourrait pas se faire avant 1997. En tout état de cause, cette date était jugée beaucoup trop éloignée par les Occidentaux, qui ont, à diverses occasions, invité Moscou à se montrer plus raisonnable. Début juillet, lors du sommet de Munich, le président Eltsine s'était d'ailleurs plus ou moins clairement engagé à mettre un terme à la présence militaire russe dans le courant de l'année 1993.

La liste des conditions de retrait des troupes russes, que le régime de Moscou veut garder des baltes, est jugée par la communauté internationale, se voir garantir le libre passage de ses troupes vers le territoire de Kaliningrad (enclave russe à la bordure de la Lituanie et de la Pologne). De plus, les pays baltes devront contribuer à financer le réajustement des militaires russes, payer des « compensations » pour les équipements laissés sur place, et répondre à toute demande d'indemnités pour tout ce que l'URSS leur a fait subir depuis 1940. Ils doivent encore renoncer à toute « revendication » territoriale (cela concerne en particulier l'Estonie, qui souhaite revenir sur une rectification de frontière imposée par les Soviétiques en 1940).

Enfin, la Russie exige l'annulation de la loi adoptée par les pays baltes, qu'elle considère comme « une atteinte aux droits politiques et économiques des populations russophones », tout comme elle exige que l'armée russe, d'ici son départ, se voit accorder un « statut », similaire de l'armée de la présence de soldats que les Baltes considéraient comme des troupes d'occupation et le symbole d'une époque révolue.

PRÉSIDENT du Parlement estonien, M. Arnold Rüütel a aussitôt fait savoir qu'il n'était pas question pour son pays d'accepter le maintien de bases russes. Les ministres des Affaires étrangères baltes ont cependant évité d'envenimer les choses : les propositions russes, si rébarbatives qu'elles puissent paraître, constituent un point de départ - comme cela fut le cas, par exemple, avec le retrait soviétique de Pologne - et une solution plus réaliste pourrait se dégager lors d'entretiens « au sommet » entre M. Boris Eltsine et chacun des présidents baltes. En attendant, les responsables russes ont fait ce que la situation politique intérieure, sans parler de leurs réflexes traditionnels, leur impose de faire : rappeler haut et fort que la Russie reste une grande puissance, tout particulièrement pour ses petits voisins.



Pour assurer la protection des convois humanitaires

Le Conseil de sécurité étudie le recours à la « force » en Bosnie

A la demande des Etats-Unis, le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir, vendredi 7 août, pour examiner un projet de résolution sur l'utilisation de la force en Bosnie-Herzégovine. Au Quai d'Orsay, à Paris, une cellule de crise était réunie, dans la matinée, pour étudier la nature de cette protection

militaire des convois humanitaires, le type de missions des escortes qui en seraient chargées et les matériels dont elles seraient équipées. A Sarajevo, quatre « casques bleus » français ont été blessés lors du bombardement du quartier général de la FORPRONU, qui a été endommagé par des obus.



Les pages 4 et 5 les articles de HENRI DE BRESSON, DOMINIQUE DHOMBRES et PHILIPPE LEMAITRE, ainsi que le témoignage de l'envoyé spécial de l'AFP sur un camp de détention en Bosnie occidentale

Malawi, îlot de dictature

Le régime du président Banda paraît inébranlable malgré les émeutes sans précédent de mai dernier

LILONGWE

de notre envoyé spécial

« C'est grâce à vous, monsieur le Président, que nous avons traversé le Jourdain. Vous êtes l'Oncle numéro un, personne ne nous séparera de vous car vous avez été choisi par Dieu pour nous guider et nous défendre contre les oppresseurs anglais. » Chantés en chœur, la langue nationale, ces couplets à la gloire du président - à vie - Hastings Kamuzu Banda font quasiment partie du patrimoine. Pas un écolier malawite ne les ignore. Et il n'y a guère que les étrangers pour oser en sourire.

Arrivé au pouvoir en 1964 (dans l'accession de l'ancien protectorat britannique de Nyassaland à l'indépendance), le chef de l'Etat, officiellement âgé de quatre-vingt-six ans, n'a rien perdu de son autorité légendaire. Le culte obligé que l'on

voit au « Ngwasi » (le Sauveur) semble aussi inusable que son chapeau-melons. Et aussi bien ancré dans les habitudes malawites que le recrutement des « Mbumbas » - les danseuses officielles dont la présence est rituellement requise lors des cérémonies publiques.

« Les coutumes tribales ont été perverties au profit d'un seul homme, commente un étudiant. Dans les régions du Sud et du Centre, le personnage important, ce n'est pas le père mais l'oncle. » Chaque fois que se produit un événement, les neveux et nièces du chef de village dansent en son honneur. « Banda a su très vite utiliser cette tradition ; il est « l'Oncle numéro un », et les femmes du pays doivent danser pour lui comme si elles étaient ses propres nièces », conclut-il.

CATHERINE SIMON

Lire la suite page 3

Un entretien avec M. Martin Malvy

Le porte-parole du gouvernement commente l'organisation de la campagne du référendum et la préparation de la rentrée parlementaire.

Lire page 7

« Jules César » au Festival de Salzbourg

Le metteur en scène Peter Stein, responsable du théâtre au Festival de Salzbourg, inaugure un cycle Shakespeare.

Lire page 9 l'article de COLETTE GODARD

Fragile redressement des banques britanniques

Les banques anglaises se remettent de la longue récession que traverse le Royaume-Uni. Mais elles restent fragiles, comme le montre l'annonce par la Barclays de ses premières pertes en 300 ans d'histoire.

Lire en page 17 l'article de MARC ROCHE

SANS VISA

« Henry de Monfreid, le bon monsieur d'Ingrandes » Le tableau de Les Joux

pages 13 à 16

Le sommaire complet se trouve page 22

LES JEUX OLYMPIQUES

La nuit américaine

Un monument de l'histoire de l'athlétisme s'est effondré, jeudi soir 6 août, dans le stade olympique de Barcelone. En gagnant la finale du 400 mètres haies, l'Américain Kevin Young a non seulement amélioré, en 46 s 78, le record du monde de la spécialité que détenait depuis 1983 le mythique Edwin Moses, en 47 s 02, mais encore il a franchi l'une des grandes barrières qui jalonnent l'évolution de ce sport tout entier voué à la progression des performances. L'étudiant en sociologie à l'UCLA (université de Los Angeles) est devenu le premier homme à boucler le tour de piste hérissé de dix haies basses en moins de 47 secondes, ce mur contre lequel Edwin Moses avait buté pendant près de dix ans. En 1972, lors des Jeux de Munich, l'Ougandais John Akai-Bus avait, quant à lui, fait sauter le verrou des 48 secondes avec un « chrono » de 47 s 82, phénomène pour l'époque.

Cette performance permet à Kevin Young, un grand noir californien (1,93 m) âgé de vingt-six ans, d'inscrire son nom à côté des champions de légende qui, comme lui, ont projeté l'athlétisme dans le futur. En 1968, l'Américain Jim Hines avait été le premier chronométré en moins de 10 secondes sur 100 mètres à Mexico (9 s 95, record du monde qui

devait tenir quinze ans). C'est encore à Mexico que son compatriote Tommie Smith avait réussi moins de 20 secondes sur 200 mètres (19 s 83, record du monde qui résista onze ans). En 1954, le Britannique Roger Bannister avait réalisé moins de 4 minutes sur le mille (1 609 mètres) à Oxford (3 mn 59 s 4, record du monde qui fut amélioré cinq semaines plus tard). En 1987 à Rome, le Marocain Said Aouita avait mis moins de 5 minutes pour terminer un 5 000 mètres (12 mn 58 s 39, record du monde qui tient toujours). A Paris en 1985, l'Ukrainien Sergueï Bubka avait atteint la hauteur de 6 mètres avec une perche en fibres synthétiques (6 mètres, record du monde qu'il a porté cette année à 6,13 mètres).

Dans le concours de saut en longueur, Carl Lewis ou Mike Powell souhaitaient eux aussi inscrire leur nom dans l'histoire en atteignant les 9 mètres. Carl Lewis a dû se contenter d'une septième médaille d'or olympique après un bond de 8,67 mètres.

ALAIN GIRAUDO

Lire pages 10 et 11 les articles de nos envoyés spéciaux GÉRARD ALBOUY MICHEL BOLE-RICHARD JÉRÔME FENOGLIO CORINE LESNES et BÉNÉDICTE MATHIEU

Le procès de l'indifférence

Fautes individuelles ou responsabilité collective ?

Les hémophiles contaminés ont été victimes de l'inertie des autorités

par Laurent Greilsamer

Ce n'est qu'au dernier jour de son procès que le docteur Michel Garretta s'est laissé aller à fermer les yeux. Bref instant d'abandon pour entendre son conseil, M. Xavier Charvet, assurer : « Je sais, moi, que cet homme n'a pas à avoir honte de ce qu'il a fait. » Tardive acalmie pour un prévenu qui fut tout le contraire d'un étranger à son procès.

Chaparré jour après jour une impressionnante documentation sous la protection de son garde du corps, il fut l'inculpé modèle, prenant sans cesse des notes, scribe attentif de débats douloureux et étouffants. Préjugant de ses capacités à convaincre dans une enceinte judiciaire par la seule puissance de son verbe, toujours prêt à s'expliquer, il parla beaucoup. Trop.

Assez pour rejeter définitivement dans la grisaille le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé. Suffisamment pour éclipser le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, certes malade mais d'une intelligence vive. Ce qu'il fallut pour faire presque oublier le docteur Jean-Pierre Allain, son voisin d'infortune sur le banc des prévenus, qui réussit cette prouesse de creuser au fil des jours, centimètre par centimètre, un écart visible entre eux deux.

Ainsi ce procès, dont le docteur Garretta répéta inlassablement qu'il aurait dû être celui des « deux cents responsables » de la transfusion sanguine en France et des spécialistes de l'hémophilie, devint-il « son » procès.

Lire la suite page 8

Qui gouverne la France ? Le cas Bouygues.



Le Nouvel Observateur N° 1448 - P. 69

Enfin tout savoir sur TF1 dans La Théorie du Bordel Ambient²

Desormais en vente libre



GRAND CONCOURS TBA - LIVRE DE POCHE - NOUVEL OBSERVATEUR - APPLE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L ; Israël, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRD ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LES FINES D'EMPIRES

Octobre 1529, face à Vienne assiégée par les Ottomans. Il a neigé. Soliman tourne bride et regagne Istanbul en pataugeant dans la boue. Une barrière est dressée entre le Turc et la chrétienté d'Occident. Elle ne sera plus franchie, même au XVII^e siècle. Récit exclusif de cet événement prémonitoire, d'après le Journal de campagne de l'astrologue en chef du Magnifique, alias Gilles Veinstein.

Par GILLES VEINSTEIN

Le deuxième jour du mois sacré de ramadan de l'an 935 de l'hégire (10 mai 1529 pour les infidèles), à Istanbul.

Je l'avais prédit. Les temps sont advenus. Les signes s'étaient multipliés : Grenade est tombée, des continents ont été découverts, Rome vient d'être mise à sac et le pape a été rançonné. Mais du fond de ce chaos s'est levée l'étoile resplendissante des Ottomans. Naguère ils ont franchi les rivages de l'Asie pour lancer leurs armes toujours victorieuses à la conquête de l'Europe. Ils ont subjugué Constantinople, la seconde Rome, où ils ont fixé leur capitale. Dieu les a choisis pour faire triompher l'islam, pour abattre les royaumes d'argile, de fer et d'airain, et imposer à l'univers l'empire indestructible annoncé par la prophétie de Daniel.

Disparu avant l'heure, Sélim, le conquérant de l'Orient, a laissé le soin d'unifier le monde à son fils Soliman, né sous d'heureux auspices, avec le dixième siècle de l'hégire, pour être le dixième des sultans ottomans. Il régnera sous la conjonction bienfaisante de Jupiter et de Saturne et, nouveau Salomon, il instaurera l'âge de la justice et de la paix. Les maudits qui se mettront au travers de sa route se retrouveront cul par-dessus tête ! Déjà, le jeune roi de Hongrie, qui avait maltraité ses ambassadeurs, n'a-t-il pas payé sa folie de son royaume et de sa vie ? N'avons-nous pas, il y a trois ans, mis sa cavalerie en pièces à Mohacs et le Danube n'a-t-il pas roulé des flots rouges ? Depuis lors, la Hongrie nous appartient, en vertu du droit des armes, mais Soliman dans sa miséricorde veut bien donner aux Hongrois un nouveau roi de leur race. Il a choisi Yanoche Zapolya, le ban de Transylvanie, pour être son dévoué vassal.

Or voici qu'un usurpateur, l'infâme roi de Vienne nommé Ferdinand, a prétendu ne pas savoir quels droits héréditaires. Il a ceint son abominable front de la couronne de saint Etienne et chassé Yanoche de Budapest. Malheur à ceux qui s'opposent à la volonté de Dieu ! Pour aggraver son cas, ce Ferdinand est le frère de l'odieux Charles Quint, le pauvre roi d'Espagne qui s'intitule César et se prétend empereur, quand il n'y a qu'un seul soleil dans le ciel et sur la terre un seul sultan. Que tous ces Habsbourg trouvent leur refuge en enfer ! « Nous rendons visite à votre maître à Budapest, et jusqu'à Vienne, s'il le faut ! », a déclaré mon sultan avec colère à ses ambassadeurs, et il les a renvoyés. Une grande campagne a été décidée pour en finir avec les trublions.

Ce jour béni est celui du départ de l'auguste armée vouée à la victoire, innombrable comme les vagues de l'océan, vers les pays lointains des infidèles. Parti du sérail sublime, le cortège immense descend le long des mosquées bourdonnantes de la prière des croyants ; au-delà des murs, il déploie son ruban rutilant à perte de vue, à travers les plaines de Thrace. Le grand vizir Ibrahim Pacha, nommé général en chef, chevauche devant, le turban orné d'une aigrette d'or. Ses six queues de cheval le précédent, montées sur des hampes ; ses sept étendards attirent sur nos armes l'influence bénéfique des sept planètes. Jusqu'où s'élèvera-t-il, ce favori chéri dès l'enfance pour les accents de son violon, ce fils d'infidèle à la belle mine et au beau parler, à l'esprit sagace et à l'ambition insatiable ?

Je le salue au passage et lui lance des vœux repris en chœur par la foule ; mais voici les porteurs d'eau aux outres gonflées, les bandes de mulets convoyant par tonnes vivres et munitions, les troupeaux de chameaux qui vont par six, un canon accroché à chaque flanc, les halbardiers vêtus de pourpre et de peaux de tigres, les régiments de cavalerie, bannières au vent, aux montures harnachées d'or et d'argent. Et le cœur défaille quand, précédés de leurs insignes et de leurs marmites, dix mille janissaires s'avancent, l'arquebuse sur le dos, et reprennent en cadence les chants de leurs derviches à la bouche écumante.

Mais tambours et trompettes retentissent et le voici enfin, la face parfois masquée par les hauts plumets des archers qui l'entourent, tel le soleil disparaissant un instant derrière les nuages. Celui à qui Dieu a destiné l'empire du monde, le paladin des temps ultimes, le sultan Soliman, fils du sultan Selim Khan. Et moi, Hay-

der Munedjim, son astrologue en chef, je plante-
rai ma tente, aux étages, à l'orient de son pavil-
lon broché d'or et d'argent.

Le 4 zilcade (20 juillet), dans les vignes de Mohacs.

Je suis malade, depuis plus de trois mois qu'une pluie incessante nous transperce et fait des voies de la Guerre Sainte un mètre carré bourbier. Entre nous et nos ennemis de l'Ouest, le Très-Haut a multiplié les marécages, les fleuves immenses dont on n'en finit pas de franchir les bras. Nous peinons dans un chaos où, ciel, terre et eau, tous les éléments se sont confondus. Il n'y a plus d'observation astronomique possible. Les déserts de feu et les crêtes pelées qui nous attendent à l'est quand nous retournerons châtier les hérétiques persans seront-ils plus terribles ? Au passage de la Maritza, les flots mugissants ont emporté les ponts et envahi tout le camp. Nous avons dû nous réfugier d'urgence au sommet des arbres, et durant deux jours et deux nuits nous sommes restés accrochés aux branches comme des corbeaux affamés, harcelés par des serpents. Hommes et bêtes noyés ne se comptent plus. Impuissants à remonter le Danube, les convois d'orge et de farine ont cessé de nous suivre. Près de Vukovar, le chambellan a eu le plus grand mal à faire tenir le trône du maître du monde en équilibre sur une fondrière. A Ostijek, nous avons mis six jours à passer la Drave sous le tonnerre et l'ouragan. Et nos frontières n'ont pas encore été franchies.

Nous ne sommes qu'à la porte de la Hongrie, dans ces vignes de Mohacs où, à notre précédente campagne, nous avons si rudement vendangé. Notre maître a choisi ce lieu pour confier solennellement le royaume à Yanoche. Comme je comprends mieux à présent son dessein ! Des contrées si éloignées de notre capitale seraient malaisées à tenir dans nos serres. Un vassal docile gardera pour nous le troupeau, et chaque année il nous paiera tribut. Non loin de la couche où je gis févreux, sous la coupole flottante du pavillon impérial, le Hongrois est en train de prêter serment de loyauté à mon maître, la tête dans la poussière, au milieu des vizirs et des aghas. Demain, départ pour Budapest : nous en chasserons Ferdinand et ses satellites. Alors, je me ferai longuement masser dans les hammams qui fument au pied de la citadelle.

Le 4 muharrem (8 septembre), au château de Buda.

L'ordre règne à Buda et à Pest. Ferdinand n'y était pas. On dit que le pauvre sire est au loin à mendier des troupes et de l'or chez ses pairs, les beys allemands. A Spire, où tous étaient rassemblés, le hâbleux s'est vanté de les débarrasser de nous, mais il a peu obtenu. Car beaucoup de ces mécréants rejettent désormais les idoles en suivant les sages avis d'un moine habile nommé Luther, et ils se méfient des Habsbourg, qui voudraient bien les en empêcher. Quant au roi Charles, il est en peine d'aider son frère, car il a maille à partir avec le pape, le doge de Venise et le padichah de France, qui est notre ami. Voilà pourquoi Ferdinand a perdu de sa superbe et tremble de nous affronter.

Mon maître et son vizir avaient inspecté les remparts de Buda et se préparaient au siège, mais la garnison s'est rendue, dès le sixième jour, avant la première brèche. Notre loi accorde la vie sauve à l'ennemi qui a capitulé et mon sultan avait pris des engagements, mais les janissaires voulaient leur butin : « Nous n'avons pas fait tout ce chemin pour une simple visite, ont grogné ces fils de chiens. Nous ne rentrerons pas les mains vides ! » Ils ont injurié leurs chefs et se sont mis à leur jeter des pierres. Plusieurs ont été blessés et n'ont plus rien dit. Les mutins se sont alors jetés dans les rues, ivres de violence et de cupidité, faisant des prisonniers par milliers. Les vieux et les laids ont été massacrés, la fleur de la jeunesse et de la beauté réduite en esclavage. Ensuite, ils ont tenu un grand marché. J'ai fait l'acquisition d'un garçon qui se nomme Bela. Son menton est déjà parsemé de paillettes d'or. Je l'ai coiffé d'un joli bonnet de castor. Excellente affaire. Si je manque d'espèces au retour, je le revendrai à un Grec.

Mon seigneur et son vizir s'ennuient dans ce palais désert, vidé de ses livres et de ses statues (scandaleuses) à notre précédent passage. Demain, ils iront chasser avec les veneurs à l'épervier, au faucon et à la grue, avec les gardiens de dogues et de furets. Ce sera le jour où Yanoche reprendra officiellement possession de sa capitale : un lieutenant de janissaires suffira pour l'accueillir. Nous lui remettrons également, pour nous les aurons retrouvés, la couronne de saint Etienne et le sceptre d'Ottokar. Après la chasse, nous prendrons la direction de Vienne. Nous continuons. Déjà nos avant-gardes de fau-

cheurs et d'écorceurs ont fondu sur la grasse Autriche. Ferdinand nous demandera pitié à genoux, entre deux haies de têtes coupées.

Le 9 safer (13 octobre), au camp de Semmering.

Demain, nous entrerons dans Vienne. Nos janissaires iront cueillir la pomme d'or qu'un faible soleil a fait scintiller sur la flèche de Saint-Étienne. Je prescrirai la transformation de l'orgueilleux clocher en minaret, et le peuple des Francs connaîtra son maître. Nous n'avons que trop tardé, depuis bientôt trois semaines que nos sept camps enserrant la ville d'un arc de toile et de fer, dont le Danube est la corde de jade. De quel droit nous fait-elle attendre, la misérable cité ? Sa muraille est mince et vétuste ; les palissades et les rangées de pieux qu'on y a ajoutées à la hâte, le long du fleuve, juste bonnes à nous servir de cachettes !

A notre approche, les Vennois ont détalé presque tous, échoués en tête. Les renforts de l'Allemagne se sont arrêtés en route ; ils se terrant à Krems, en amont, attendant notre départ, en tremblant de tous leurs membres. Pour leur interdire le passage, nos barques ont remonté le Danube en brûlant les ponts, un à un. Seul un jeune palatin du Rhin, Philippe, a poussé jusqu'ici ses bannières. Il y a aussi des Espagnols derrière les créneaux : sept cents arquebusers à la triste figure, plus bistrés que nous sous leurs chapeaux plumeux.

Les autres défenseurs ont été levés dans les provinces de Ferdinand : il avait parlé comme un empereur mais, quand il a fallu garnir sa capitale, il a compris qu'il n'était qu'un roi de Vienne et, pris de panique, il a fini dans ses montagnes. Il y a huit jours, la garnison a tenté une sortie vers l'ouest, mais nous les avons accueillis proprement en les étendant par centaines. Toute la nuit suivante, nous sommes restés en selle à attendre leur retour, mais ils se sont tenus cois. Et pourtant l'affaire traîne, contre toute raison. Nos canons géants ne seraient pas restés embourbés en route, ce maudit mur aurait volé dans les airs à la première salve. Nous en sommes réduits à poser des mines que nous bourrons de poudre par tonneaux. A trois reprises la porte de Carinthie a tremblé sur ses bases, et le mur s'est effondré de part en part en ouvrant des brèches. Nous avons eu beau y pousser nos hommes à coups de bâtons et de sabres, ils n'ont pas réussi à forcer l'entrée. La vérité est qu'ils sont à demi morts de froid et de faim. Les orages de l'équinoxe ont été terribles et la neige intensive. Tous mes os me le crient.

Sombre divan : j'ai pris sur moi de déclarer qu'après nos trois assauts réglementaires, nous étions quittes envers les obligations de notre Sainte Loi. Mais le général en chef qui joue gros a opiné pour un quatrième et dernier assaut. On pose de nouvelles mines dans le plus grand secret, de crainte des espions. Nos canons ne se taisent plus. L'argent et les promesses sont répandus à profusion dans les camps. Les derviches clament partout que nous célébrerons la prière de la deuxième heure dans la cathédrale Saint-Étienne, sous la pomme d'or. Je confirme. Mais ce matin une jument a fait un écart et trébuché avant d'achever son tour de manège.

Le 12 safer (16 octobre), un peu au sud de Vienne.

Le maître du monde est assis, jambes croisées, sur son trône d'or. Les vizirs, les aghas, les beylerbeys et les autres piliers de l'Etat s'avancent un à un pour lui baiser la main et le féliciter de l'heureuse issue de la campagne. Nous recevons des caftans d'honneur richement brodés. Des promotions sont annoncées. Mes appointements sont relevés. Une pluie de ducats est déversée sur les janissaires. Chacun comprend que nous sommes victorieux.

Si nous n'avons pas pris Vienne au quatrième assaut, c'est que nous n'étions pas venus la prendre. Nous étions venus combattre Ferdinand, mais l'étourdi était absent au rendez-vous. Il y a des limites à l'attente et l'hiver nous a fait songer à rentrer. En ne relevant pas notre défi, le lâche a reconnu que ses prétentions étaient sans fondement. De joyeux bulletins proclameront d'est en ouest que le soi-disant champion s'est définitivement disqualifié.

Aux scribes à présent de besogner ! Mais j'entendrai jusqu'à mon dernier souffle le tonnerre des cloches de Saint-Étienne quand nous aurons levé le camp. Nous nous vengerons de ce vacarme ! Déjà, du pied du Kahlenberg à Ratisbonne, les notres ont allumé un immense brasier : aux infidèles, le feu, le sang et l'esclavage ! Mais à nous l'interminable retour sur la terre stérile et gelée. De quoi nourrirai-je mon petit Bela ?

L'empereur m'a interrogé, le pli amer de la première ride sur son front resplendissant : « Hayder effendi, quand reviendrons-nous cueillir la pomme d'or de Vienne ? Dans cent cinquante-quatre années solaires, mon sultan », ai-je répondu après un rapide calcul, méditant en moi-même : « Nous reviendrons, mais nous n'irons jamais plus loin. »

cheurs et d'écorceurs ont fondu sur la grasse Autriche. Ferdinand nous demandera pitié à genoux, entre deux haies de têtes coupées.

Le 9 safer (13 octobre), au camp de Semmering.

Demain, nous entrerons dans Vienne. Nos janissaires iront cueillir la pomme d'or qu'un faible soleil a fait scintiller sur la flèche de Saint-Étienne. Je prescrirai la transformation de l'orgueilleux clocher en minaret, et le peuple des Francs connaîtra son maître. Nous n'avons que trop tardé, depuis bientôt trois semaines que nos sept camps enserrant la ville d'un arc de toile et de fer, dont le Danube est la corde de jade. De quel droit nous fait-elle attendre, la misérable cité ? Sa muraille est mince et vétuste ; les palissades et les rangées de pieux qu'on y a ajoutées à la hâte, le long du fleuve, juste bonnes à nous servir de cachettes !

A notre approche, les Vennois ont détalé presque tous, échoués en tête. Les renforts de l'Allemagne se sont arrêtés en route ; ils se terrant à Krems, en amont, attendant notre départ, en tremblant de tous leurs membres. Pour leur interdire le passage, nos barques ont remonté le Danube en brûlant les ponts, un à un. Seul un jeune palatin du Rhin, Philippe, a poussé jusqu'ici ses bannières. Il y a aussi des Espagnols derrière les créneaux : sept cents arquebusers à la triste figure, plus bistrés que nous sous leurs chapeaux plumeux.

Les autres défenseurs ont été levés dans les provinces de Ferdinand : il avait parlé comme un empereur mais, quand il a fallu garnir sa capitale, il a compris qu'il n'était qu'un roi de Vienne et, pris de panique, il a fini dans ses montagnes. Il y a huit jours, la garnison a tenté une sortie vers l'ouest, mais nous les avons accueillis proprement en les étendant par centaines. Toute la nuit suivante, nous sommes restés en selle à attendre leur retour, mais ils se sont tenus cois. Et pourtant l'affaire traîne, contre toute raison. Nos canons géants ne seraient pas restés embourbés en route, ce maudit mur aurait volé dans les airs à la première salve. Nous en sommes réduits à poser des mines que nous bourrons de poudre par tonneaux. A trois reprises la porte de Carinthie a tremblé sur ses bases, et le mur s'est effondré de part en part en ouvrant des brèches. Nous avons eu beau y pousser nos hommes à coups de bâtons et de sabres, ils n'ont pas réussi à forcer l'entrée. La vérité est qu'ils sont à demi morts de froid et de faim. Les orages de l'équinoxe ont été terribles et la neige intensive. Tous mes os me le crient.

Sombre divan : j'ai pris sur moi de déclarer qu'après nos trois assauts réglementaires, nous étions quittes envers les obligations de notre Sainte Loi. Mais le général en chef qui joue gros a opiné pour un quatrième et dernier assaut. On pose de nouvelles mines dans le plus grand secret, de crainte des espions. Nos canons ne se taisent plus. L'argent et les promesses sont répandus à profusion dans les camps. Les derviches clament partout que nous célébrerons la prière de la deuxième heure dans la cathédrale Saint-Étienne, sous la pomme d'or. Je confirme. Mais ce matin une jument a fait un écart et trébuché avant d'achever son tour de manège.

Le 12 safer (16 octobre), un peu au sud de Vienne.

Le maître du monde est assis, jambes croisées, sur son trône d'or. Les vizirs, les aghas, les beylerbeys et les autres piliers de l'Etat s'avancent un à un pour lui baiser la main et le féliciter de l'heureuse issue de la campagne. Nous recevons des caftans d'honneur richement brodés. Des promotions sont annoncées. Mes appointements sont relevés. Une pluie de ducats est déversée sur les janissaires. Chacun comprend que nous sommes victorieux.

Si nous n'avons pas pris Vienne au quatrième assaut, c'est que nous n'étions pas venus la prendre. Nous étions venus combattre Ferdinand, mais l'étourdi était absent au rendez-vous. Il y a des limites à l'attente et l'hiver nous a fait songer à rentrer. En ne relevant pas notre défi, le lâche a reconnu que ses prétentions étaient sans fondement. De joyeux bulletins proclameront d'est en ouest que le soi-disant champion s'est définitivement disqualifié.

Aux scribes à présent de besogner ! Mais j'entendrai jusqu'à mon dernier souffle le tonnerre des cloches de Saint-Étienne quand nous aurons levé le camp. Nous nous vengerons de ce vacarme ! Déjà, du pied du Kahlenberg à Ratisbonne, les notres ont allumé un immense brasier : aux infidèles, le feu, le sang et l'esclavage ! Mais à nous l'interminable retour sur la terre stérile et gelée. De quoi nourrirai-je mon petit Bela ?

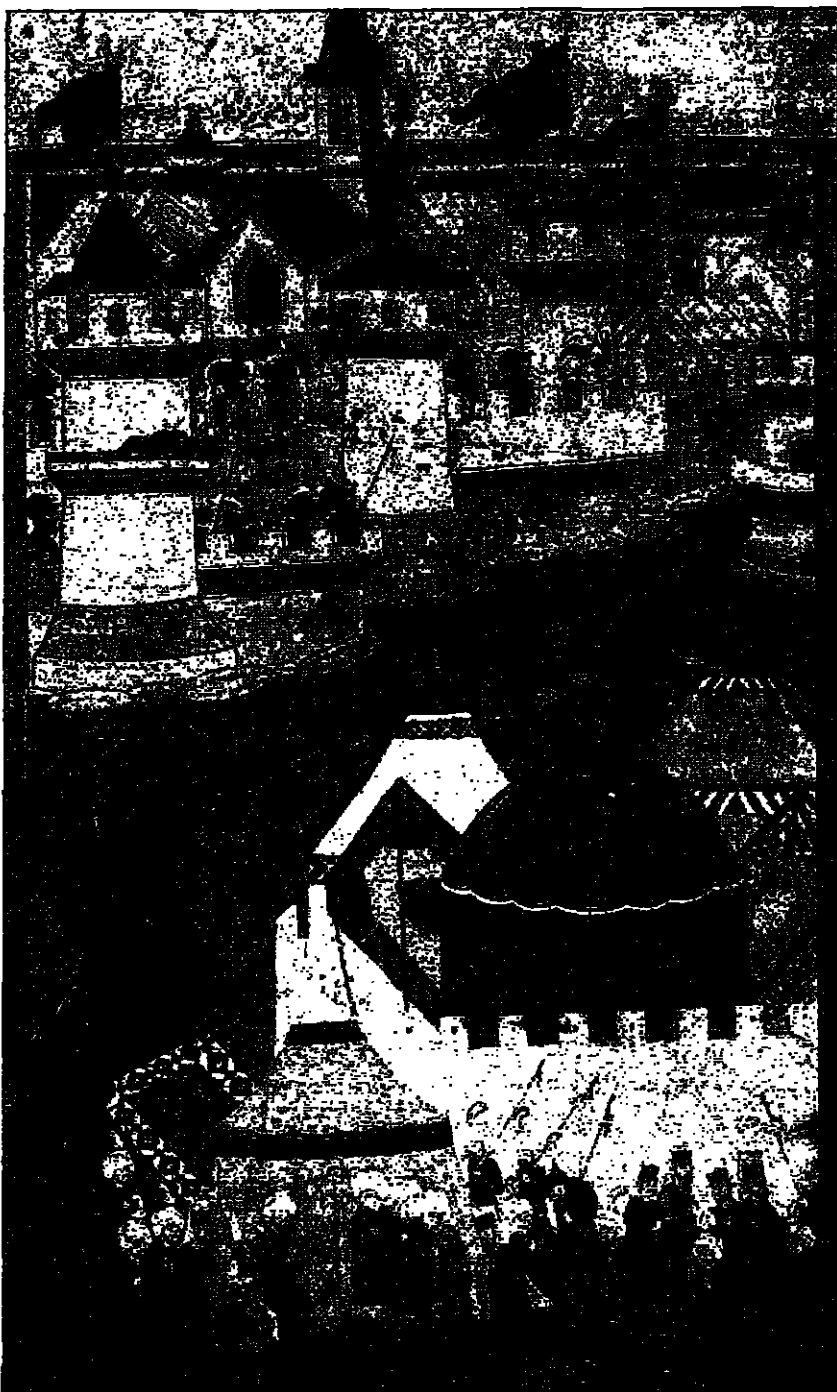
L'empereur m'a interrogé, le pli amer de la première ride sur son front resplendissant : « Hayder effendi, quand reviendrons-nous cueillir la pomme d'or de Vienne ? Dans cent cinquante-quatre années solaires, mon sultan », ai-je répondu après un rapide calcul, méditant en moi-même : « Nous reviendrons, mais nous n'irons jamais plus loin. »

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Soliman le Magnifique*, d'André Clot, Fayard, 1983.
- *Histoire de l'Empire ottoman*, sous la direction de Robert Mantran, Fayard, 1989.
- *Soliman le Magnifique et son temps*, sous la direction de Gilles Veinstein, La Documentation française, 1992.

17. - Soliman et la pomme d'or de Vienne

Au départ d'Istanbul, le grand vizir Ibrahim Pacha, nommé général en chef, chevauche en tête de l'armée, cortège immense déployant son ruban rutilant à travers les plaines de Thrace.



Le siège de Vienne en 1529.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « Charles Quint à Yuste », par Serge Gruzinski

SOMALIE : au terme de sa visite

M. Kouchner estime qu'« il faut doubler le volume de l'aide »

Des techniciens de l'ONU sont arrivés, jeudi 6 août, à Mogadiscio, afin d'évaluer les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité prévoyant l'apport d'une aide massive à la Somalie (le Monde du 29 juillet). Après avoir passé deux jours dans le pays, M. Bernard Kouchner, de passage au Kenya, a fait le bilan de sa visite.

NAIROBI

De notre envoyé spécial
Le ministre français de la santé et de l'action humanitaire a con-

staté la situation en Somalie à celle du Biafra, au Nigeria, à la fin des années 60. De même, au cours d'une conférence de presse, jeudi, à la résidence de l'ambassadeur de France à Nairobi, M. Bernard Kouchner a fait cette autre comparaison : « Mogadiscio, c'est Beyrouth ».

M. Kouchner a regagné Paris vendredi, visiblement ému et indigné de ce qu'il avait vu. Il est convaincu qu'« il est possible de faire quelque chose » et s'est félicité d'en avoir apporté la preuve. Peu de temps avant son arrivée à Mogadiscio, en compagnie de M. Mohamed Sahnoun, représen-

tant spécial du secrétaire général des Nations unies, l'aéroport international avait été rouvert, en terme de négociations compliquées avec les divers clans qui se partagent le pouvoir dans la capitale somalienne. M. Kouchner a fait un parallèle avec la réouverture de l'aéroport de Sarajevo, obtenu à la faveur d'un voyage surprise de M. François Mitterrand en Bosnie.

La seconde leçon que M. Kouchner tire de son voyage est, c'est qu'il faut « doubler le volume de l'aide » accordée aux Somaliens. La France a montré l'exemple. M. Kouchner a assisté à l'arrivée, mardi, à Mogadiscio, d'un bateau

français chargé de vivres, et mercredi dans la petite ville de Baidoa, du premier des avions Hercules convoyant une aide alimentaire offerte par Paris. Le ministre invite les maires des grandes villes de France à suivre cet exemple. Il souhaiterait que des « bateaux pour la Somalie » partent des ports français. Un appel dans le même sens est lancé à ses collègues ministres des autres pays européens. Il est plus facile, selon lui, de sauver les enfants somaliens que de rétablir la paix dans l'ex-Yougoslavie, « même s'il faut faire quelque chose dans les deux pays ».

M. Kouchner a exprimé une cer-

taine irritation à l'encontre des factions somaliennes, qui voient d'un mauvais oeil la communauté internationale exiger avec de plus en plus d'insistance le rétablissement de la sécurité dans le pays. Elles « veulent l'argent », a-t-il déclaré, « mais pas la paix ». Qu'elles se rassurent, a ajouté M. Kouchner, « il ne s'agit pas d'une entreprise de recolonisation ».

Le ministre a insisté sur le rôle des organisations non gouvernementales. Huit opèrent en Somalie, dont deux françaises, Médecins sans frontières et Action internationale contre la faim (1). « Quelques

centaines de volontaires, a-t-il dit, sauvent l'honneur du monde ». Enfin, il a incité la presse à se faire davantage l'écho des drames du tiers-monde. Selon lui, « le sort des pays pauvres est entre les mains des journalistes ».

BERTRAND LE GORE

(1) De retour d'un séjour en Somalie, une équipe de Médecins du monde a annoncé, jeudi, à Paris, son intention d'envoyer d'ici trois semaines une mission dans le nord-est du pays, plutôt que dans la capitale où « pour distribuer un kilo de riz, il faut payer dix fois plus pour la sécurité ».

Malawi, flot de dictature

Suite de la première page

D'un glissement à l'autre, le sens du mot « dictature » s'est élargi. En plus de leur virtuosité obéissante, les dancseurs se sont vu réclamer une autre prestation plus insidieuse : le mouchardage.

Les émeutiers de Blantyre, la capitale économique, ne s'y sont pas trompés. Durant les troubles du mois de mai, plusieurs « Mchumbas » ont été agressés, et parfois violemment molestés : certains auraient été violés. « Depuis le temps, les gens savent où se trouvent les maisons des Mchumbas », ils n'ont pas loupé celles qui font du zèle ».

Ces manifestations, premières du genre en vingt-huit ans, ont-elles pris de court le régime ? La répression, menée par la police, a fait plusieurs dizaines de morts. Dans la seule ville de Blantyre, quarante-deux cadavres auraient été emportés par les services du Queen Elizabeth Hospital. Dans les semaines qui ont suivi, « plusieurs centaines » d'arrestations auraient été effectuées, ajoute-t-on dans les milieux diplomatiques. « Mais il faut faire une distinction entre ceux qui ont été relâchés dans le township de Ndlandwa (un des quartiers pauvres de Blantyre) et les employés de bureau ou les fonctionnaires, présents ou non, qui ont été relâchés, ont été arrêtés pour pillage. Beaucoup ont été assez vite relâchés. En revanche, parmi les 70 à 80 employés qui ont été arrêtés, à peine un ou deux ont été relâchés ; les autres ont été relâchés dans des bureaux où il y a des téléphones ».

Selon d'autres sources, le nombre d'arrestations aurait dépassé les 2000. « Certains des détenus sont en train de mourir », affirme une religieuse. Des allégations que le président Banda s'est employé à démentir. Le 6 juillet, à l'occasion du vingt-huitième anniversaire de l'indépendance, « A ce jour, il n'y a plus que onze détenus - et seulement onze - dans nos prisons ».

Ceux qui ont enfreint la loi seront inculpés comme il se doit et comparaitront devant la Cour », a-t-il assuré. La raison de ces arrestations ? La « subversion » et le « vandalisme ». Quant à la pratique de la torture, « elle ne fait pas partie de nos règlements officiels et je ne l'autorise pas dans nos prisons ».

« Les mouchards sont partout »

Régulièrement montré du doigt par les organisations de défense des droits de l'homme, le Malawi, avec ses petites villes propres, ses avenues fleuries et ses foules nonchalantes, offre pourtant l'image d'un pays exceptionnellement tranquille. Trop tranquille ? Les rares audacieux qui acceptent de parler à la presse étrangère le font en se cachant et sous couvert d'un strict anonymat. « On n'est pas habitué à se révolter. Le premier et le seul qui ait osé parler ouvertement, c'est Chafukwa Chihana (1). Et il vient de la remettre en prison », lâche l'un d'eux. Chacun sent bien que les choses ont bougé. Mais chacun sait aussi qu'il s'agit d'un rien pour déstabiliser le régime. Les mouchards sont partout ».

Les histoires de disparitions ou de morts mystérieuses abondent : on les raconte tout bas, alimentant la peur diffuse qui semble engourdir le pays. « Le système est tellement bien réglé qu'on a peur avant même d'avoir fait quoi que ce soit », explique une jeune femme. « Notre société est malade, complètement paranoïaque. Prenez le fonctionnement de la censure », poursuit-elle en invoquant la censure des cassettes vidéo - la télévision n'existe pas au Malawi.

Les censeurs, qui mettent dans le même panier Playboy et le Kama Sutra (qualités de pornographiquess), s'obstinent, au nom de la protection des coutumes et de la morale, à interdire aux femmes le port du pantalon et aux hommes une coupe de cheveux trop longue. Ce puritanisme tatillon, que ne

désavouent pas les fidèles des Églises chrétiennes (50 % de la population), n'a jusqu'à présent qu'un succès de surface. Les innombrables bars de quartiers baptisés « katcha katcha » (littéralement : « on va danser jusqu'à l'aube ») font le plein chaque soir. La bière et la bière coulent à flots et les prostituées ne chôment guère. Comme à peu près partout en Afrique, l'expansion du sida atteint d'inquiétantes proportions.

Aléssment réparable sur les cartes de géographie par son caractère « tropical », le Malawi est un pays de 119 000 km² (le tiers des grands lacs) du continent, le Malawi et ses quelque 8 millions d'habitants n'ont eu que rarement les honneurs de la presse. Cette petite Roumanie tropicale, épinglée par la guerre ou les troubles ethniques, a reçu pendant fort longtemps le soutien des Occidentaux. « Il y a encore un an ou deux, tout le monde s'étonnait de la performance économique du Malawi ».

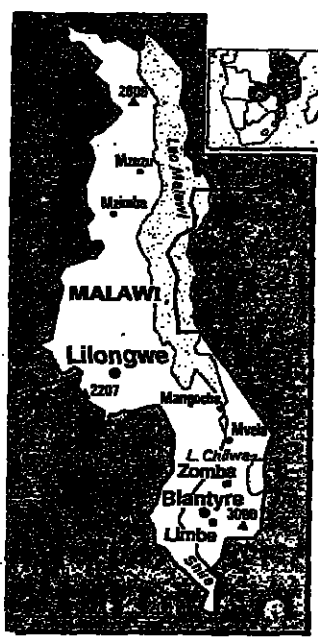
En 1991, son taux de croissance était cité en exemple. Pensez ! Plus de 7 % !, sourit un diplomate. Il aura fallu attendre la mi-92 pour que la façade se lézarde.

La publication, début mars, d'une lettre pastorale dénonçant l'exode du régime a mis le feu aux poudres. L'arrestation de M. Chafukwa Chihana, un des chefs de file de l'opposition, interpellé à son retour d'exil, a provoqué de nouvelles explosions populaires, mêlant revendications salariales et contestation politique. En mai, les bailleurs de fonds occidentaux déclinaient de suspendre une partie de leur soutien financier au projet d'un nouveau projet d'aide.

Est-ce le vent du changement qui secoue le continent, ou l'exemple de la Zambie voisine qui a « contaminé » les Malawites ? Est-ce l'évolution de l'Afrique du Sud qui, par ricochet, a fini par déstabiliser le régime du président Banda ? Ce dernier, tout en désavouant l'apparition, a toujours cultivé d'excellentes relations avec Pretoria, au grand dam de ses pairs d'Afrique noire. Les Sud-africains, très présents au Malawi, restent parmi les premiers partenaires commerciaux du pays.

« Ce qui a provoqué le défilé, ce n'est pas la Zambie ou l'Afrique, c'est la nomination de John Tembo au poste de ministre d'Etat à la

présidence », explique un homme d'affaires local. Oncle de « Mambo » Cecilia Tamanda Kadzandira, « épouse officielle » et première dame du pays, M. Tembo, ancien ministre des finances, ancien gouverneur de la Banque centrale et actuellement trésorier du Malawi Congress Party (MCP, parti unique), avait longtemps été donné comme le dauphin probable du président. Sa nomination, en janvier dernier, au poste de minis-



tre d'Etat à la présidence a confirmé les craintes de nombreux Malawites.

« Si c'est lui qui succède au vieux, ce sera mille fois pire », entend-on ici et là. « Le président, les gens sont prêts à le laisser mourir en paix. Qu'il ait pris sa part du gâteau, passe encore : c'est le chef. Mais Tembo, lui, plus personne n'en veut. Il est fat », poursuit l'homme d'affaires, poursuivant l'analyse d'affaires, poursuivant l'analyse d'affaires, poursuivant l'analyse d'affaires.

Accusé de tous les maux - corruption, népotisme, assassinats politiques, - le ministre d'Etat ne semble guère affecté par cette ava-

lanche de rumeurs. Ni le président ni lui-même ne cèdent aux pressions qui tendraient à l'abandon d'un système de parti unique « qui a très bien marché pendant plus de trente ans », soulignait-il dans une de ses rares interviews, accordée, au lendemain des émeutes, au journal sud-africain Johannesburg Star.

Malgré cette fermeté affichée, il existe pourtant des signes, sinon d'ouverture, du moins de relâchement de la part des autorités. Le lancement, en février dernier, de l'hebdomadaire Financial Post, romptant timidement avec la langue de bois officielle, en est un. L'arrivée prochaine d'une délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), invitée à visiter les prisons, en est un autre. Sans oublier les inédites remontrances que le président Banda a adressées, dans son discours du 6 juillet aux membres de la Youth League (une branche du parti unique), accusée d'interdire l'accès aux marchés et aux stations de bus à ceux qui n'avaient pas la carte du parti.

L'extrême fragilité de la situation économique, aggravée par les ravages de la sécheresse et le fardeau que représentent les quelque 900 000 réfugiés mozambicains au Malawi, rend l'avenir incertain. Soucieux de redorer son blason auprès des capitales occidentales, le régime du président Banda a promis que le procès de M. Chihana s'ouvrirait prochainement devant un tribunal public. Se tiendra-t-il en août, comme le suggère certains Malawites ? On ne peut le considérer d'avance comme « un véritable test » qui permettra de « mesurer le décalage entre le discours officiel et le respect des droits de l'homme ».

CATHERINE SIMON

(1) Secrétaire général du Comité de coordination syndicale pour l'Afrique australe (SATUC), M. Chafukwa Chihana, cinquante-deux ans, est un des fondateurs du Front uni pour l'instauration du multipartisme et de la démocratie au Malawi (UFMD). Ce mouvement a été créé à Lusaka (Zambie) début avril par des Malawites en exil. M. Chihana, qui a déjà passé sept ans en prison dans les années 70, a été arrêté le 10 avril à Lilongwe. Libéré en juillet et incarcéré pour « sédition », il a été à nouveau incarcéré le 14 juillet.

ZAIRE

La Conférence nationale renonce au changement de nom du pays

La Conférence nationale, qui avait décidé de rendre au Zaïre le nom de Congo (le Monde des 6 et 7 août), a renoncé à ce changement ainsi qu'à celui de l'hymne et des emblèmes du pays, a rapporté, jeudi 6 août, la télévision nationale.

« Après ce renoncement, il était normal que le gouvernement fasse à son tour un geste de bonne volonté », a déclaré le porte-parole du gouvernement, qui a annoncé la reprise de la retransmission radiotélévisée des débats de la Conférence.

Contrairement à ce qu'avait déclaré un membre du gouvernement, les travaux de la Conférence n'avaient pas été suspendus lorsque celle-ci avait annoncé le rétablissement de l'ancien nom du pays (le Monde du 7 août). - (Reuters).

○ ALGÉRIE : le Front islamique lance une radio clandestine. - Le Front islamique du salut (FIS, disons) a inauguré, mercredi 5 août, sa première émission de radio clandestine. Baptisée « La radio de la fidélité », la nouvelle « station » a diffusé, sur modulation de fréquence, pendant une quinzaine de minutes, l'émission comprenant quelques morceaux choisis des discours de MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, tous deux emprisonnés, ainsi qu'un bulletin d'information. Alors qu'il était encore légal, le FIS avait mis sur pied une dynamique équipe chargée de la communication et de la propagande. Toutes les manifestations publiques du mouvement, comme les discours de ses dirigeants, étaient filmés et diffusés, en vidéocassettes. - (Reuters).

○ CENTRAFRIQUE : manifestations anti-françaises lors des obsèques d'un opposant. - Les obsèques de M. Claude Conjugo, un opposant battu à mort par les forces de l'ordre (le Monde du 4 août), ont été marquées, mercredi 5 août, par des manifestations hostiles au président André Kolingba et à la France. Au cours de la cérémonie, à laquelle des milliers de personnes ont assisté, plusieurs orateurs ont reproché à la France de soutenir « le régime inhumain et sanguinaire de Kolingba ». Une centaine de personnes ont manifesté devant l'ambassade de Centrafrique à Paris. - (Reuters).

○ NIGÉRIA : l'un des deux partis politiques autorisés annule les résultats de ses primaires. - Le Parti social-démocrate (PSD), l'un des deux partis politiques autorisés au Nigeria, a annoncé, jeudi 6 août, l'annulation des résultats des élections primaires pour l'élection présidentielle, organisées le 1^{er} août dans cinq Etats de la fédération. Cette annulation est motivée par des truquages et des malversations généralisées, a précisé le porte-parole du parti. - (AFP).

○ SÉNÉGAL : l'attaque d'un village en Casamance a fait huit morts. - De source autorisée, on a indiqué, jeudi 6 août à Dakar, que les 518 habitants d'un village de Casamance, Madina, se sont réfugiés mardi en Gambie, à la suite d'une attaque, apparemment menée par des membres du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC, séparatiste), qui a fait huit morts. Cela porte à 1 554 le nombre de réfugiés casamançais arrivés en Gambie depuis quelques mois pour fuir l'insécurité qui règne dans le sud du Sénégal. - (AFP, Reuters).

PROCHE-ORIENT

IRAQ : provoquant une vive réaction de M. Bush

Bagdad refuse de nouveau d'autoriser l'inspection de ses ministères

Réagissant vivement à la décision de l'Irak d'interdire de nouveau l'accès de ses ministères aux missions d'inspection des Nations unies, le président George Bush a affirmé, jeudi 6 août, que les États-Unis garantiraient par tous les moyens l'application des résolutions de l'ONU. « Je ne peux pas vous dire quels sont les objectifs de l'inspection, mais s'il est prouvé qu'ils se trouvent dans les ministères, les Nations Unies ont le droit d'y faire une inspection et nous aiderons à faire respecter ce droit », a dit M. Bush à la presse au terme d'une visite électorale dans le Colorado.

Prié de dire s'il n'en « avait pas assez » de M. Saddam Hussein et de son refus d'appliquer les résolutions de l'ONU, il a déclaré : « Cela fait un bon moment que j'en ai assez de lui ». Dans la soirée, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, déclarait à Washington que la détermination des Nations unies et des États-Unis était « tout à fait forte », cependant que son homologue du Pentagone, M. Pete Williams, rappelait que « les Irakiens doivent se plier aux demandes de visite des inspecteurs de l'ONU ou que ce soit, qu'il s'agisse d'un ministre, d'une bibliothèque ou de tout autre bâtiment ».

Ces déclarations sont consécutives

à l'annonce, quelques heures plus tôt, par le ministre irakien de l'Information et de la culture, M. Hamed Yousef Hammadi, que l'Irak interdisait l'accès de ses ministères à la nouvelle mission d'inspecteurs de l'ONU, attendue vendredi à Bagdad. « Nous ne permettrons pas la visite de lieux qui, de notre point de vue, symbolisent notre souveraineté », a déclaré M. Hammadi pour qui l'inspection de ministères est « politique et non technique ». Les experts pourront aller « n'importe où ailleurs », a-t-il ajouté, affirmant que Bagdad ne s'opposait pas à la présence d'Américains au sein des missions de l'ONU.

Chargé de rechercher des preuves éventuelles de la dissimulation de missiles Scud, ainsi que d'armes chimiques, bactériologiques et biologiques, la nouvelle équipe d'inspecteurs de l'ONU, la première depuis l'épilogue de la « crise du ministère de l'Agriculture » (le Monde du 28 juillet), comprend au moins un Américain.

Selon un rapport rendu public par le Pentagone, le potentiel militaire de l'Irak est aujourd'hui à 40 % de ce qu'il était avant la guerre du Golfe et loin du niveau nécessaire pour lancer des opérations offensives. - (Reuters, AFP).

ISRAËL

M. Rabin est aux États-Unis pour « relancer le processus de paix »

Dans le but de « relancer le processus de paix » au Proche-Orient et d'obtenir des garanties américaines de crédit pour l'insertion des nouveaux immigrants juifs, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, est parti, jeudi 6 août, pour les États-Unis où il doit s'entretenir lundi à Kennebunkport, dans le Maine, avec le président George Bush. « J'attends en outre de nouvelles informations sur le sort de nos soldats disparus au Liban », a indiqué M. Rabin, lors d'une conférence de presse avant son départ, ajoutant qu'il procéderait, dès vendredi soir, à « un vaste tour d'horizon » à New York avec le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali.

Quelques heures auparavant, des formations de la droite et des colons israéliens avaient tenu dans le centre de Jérusalem leur première grande manifestation contre la politique du nouveau gouvernement. « A son retour, M. Rabin aura une surprise : il découvrira une nouvelle implantation à Jérusalem-Est », a déclaré l'un d'eux, M. Shmouel Meir, qui vient de constituer une nouvelle formation, le « Forum pour Jérusalem ». - (AFP).

LIBAN : en dépit des protestations des dirigeants chrétiens

Le gouvernement rejette l'ajournement des élections

BEYROUTH

de notre correspondant

Les personnalités chrétiennes qui souhaitent un report des élections législatives au Liban (le Monde du 7 août) se sont vu opposer, jeudi 6 août, une fin de non-recevoir.

« Rien ne justifie le report du scrutin qui doit avoir lieu aux dates fixées », a déclaré le premier ministre, M. Rachid Solh, à l'issue d'une entrevue avec des représentants des dirigeants chrétiens qui ont décidé de ne se prononcer que lundi prochain sur la participation au scrutin ou sur un éventuel boycottage.

Toutefois, le délai de dépôt des candidatures devait expirer vendredi à minuit dans deux des cinq régions électorales du Liban : le Nord et la Bekaa. On s'attendait que les dirigeants chrétiens originaires de ces régions présentent malgré tout leur candidature en faisant valoir qu'ils auront toujours loisir, le cas échéant, de se retirer. Mais la tendance est plutôt à la participation au scrutin, sauf en ce qui concerne quatre courants : les partisans du général Michel Aoun - réfugié en France - ainsi que ceux du Bloc national de M. Raymond Eddé, du Parti national libéral et de l'ex-milice des Forces libanaises.

Le gouvernement devrait à présent offrir des garanties de liberté et de régularité du scrutin qui vau-

dront ce qu'elles vaudront. S'il est pratiquement certain qu'elles ne convaincront ni l'opinion publique ni l'opposition, elles satisfiront les professionnels de la politique qui, déjà, sont convaincus de la nécessité de participer aux élections pour ne pas laisser le champ libre à leurs rivaux. Avec ce scrutin, la Syrie cherche à s'assurer de la formation d'un Parlement libanais « qui serait tout à la fois élu et ami », écrit l'éditorialiste du journal l'Orient le Jour, soulignant l'implicite détermination de Damas à faire organiser les élections sans plus attendre.

LUCIEN GEORGE

○ Un commando palestinien intercepté en mer par les Israéliens. - L'armée israélienne a annoncé, jeudi 6 août, qu'une patrouille de la marine a tué, dans la nuit de mardi à mercredi, quatre Palestiniens au large des côtes libanaises, au nord de Beyrouth. La patrouille a repéré les quatre hommes alors qu'ils effectuaient un exercice en mer. Un communiqué du Jihad islamique en Palestine, publié à Beyrouth, a accusé Israël d'avoir « assassiné » trois de ces hommes, capturés vivants selon cette organisation, alors que le quatrième a été tué lors de l'accrochage. - (AP, AFP).

EUROPE

Les réactions internationales sur l'existence de camps

Le Conseil de sécurité discute de l'éventualité d'un recours à des moyens militaires

A la demande des Etats-Unis, le Conseil de sécurité de l'ONU devrait discuter de l'éventualité d'un recours à des moyens militaires pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine. Les diplomates des pays membres de l'OTAN, lors d'une réunion jeudi 6 août à Bruxelles, ont décidé de mettre à l'étude différentes options pour appuyer militai-

ment les résolutions de l'ONU. L'une d'elles porte sur la protection militaire des opérations humanitaires, qui pourrait inclure, selon des sources proches de l'OTAN, la prise de contrôle de l'aéroport de Sarajevo ou l'ouverture d'un couloir terrestre depuis la côte adriatique.

Les résultats de ces discussions ont été envoyés sous forme de « projet de

mandat » aux seize capitales. Une fois la décision prise, les autorités militaires de l'OTAN seront chargées de dresser des plans détaillés. On souligne à Bruxelles que toute opération suppose un mandat préalable des Nations unies.

Les deux autres options envisagées portent sur le renforcement de la surveillance navale de l'embargo imposé à la Serbie et au Monténégro et sur la

contrôle des armements lourds en Bosnie-Herzégovine. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a demandé aux Européens quels moyens ils étaient prêts à mettre au service de l'ONU pour cette dernière opération, qui suppose l'établissement d'un cessez-le-feu durable. L'idée d'un éventuel recours à la force pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine avait été évoquée pour la première fois lors du sommet européen de Lisbonne, le 26 juin dernier. Les Douze avaient déclaré « ne pas exclure » un tel recours. Ils avaient à l'époque précisé que cela supposait une nouvelle résolution des Nations unies, mais les Européens membres du Conseil de sécurité n'en avaient pas pris l'initiative à New York. — (AFP, Reuters.)

gouvernement de la République de Serbie. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a demandé aux Européens quels moyens ils étaient prêts à mettre au service de l'ONU pour cette dernière opération, qui suppose l'établissement d'un cessez-le-feu durable. L'idée d'un éventuel recours à la force pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine avait été évoquée pour la première fois lors du sommet européen de Lisbonne, le 26 juin dernier. Les Douze avaient déclaré « ne pas exclure » un tel recours. Ils avaient à l'époque précisé que cela supposait une nouvelle résolution des Nations unies, mais les Européens membres du Conseil de sécurité n'en avaient pas pris l'initiative à New York. — (AFP, Reuters.)

M. Bush semble désormais pencher pour l'emploi de la force contre la Serbie

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Est-ce le tournant décisif face à la Serbie? M. Bush est-il prêt, contrairement à tout ce qu'il a répété jusqu'ici, à faire usage de la force pour mettre fin à la sanglante politique de « purification ethnique » entreprise par les Serbes dans certaines parties de la Bosnie? D'un seul coup, on commence à y croire à Washington, même si les déclarations successives et contradictoires des différents responsables qui se sont exprimés ces derniers jours, y compris du président lui-même, donnent un peu le tournis.

M. Thatcher a peut-être joué un rôle dans cette affaire, avec l'article au canon qu'elle a fait paraître, jeudi 6 août, dans le *New York Times*. La Dame de fer y préconise une rapide intervention militaire de l'OTAN, y compris en territoire serbe, pour restaurer l'intégrité territoriale de la Bosnie. La position en flèche prise par le candidat démocrate à la Maison Blanche, M. Bill Clinton, n'est sans doute pas étrangère non plus à ce durcissement.

M. Bush a annoncé, jeudi, qu'il allait demander incontinent au Conseil de sécurité d'autoriser « tous les moyens nécessaires » pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire aux Bosniaques et qui est actuellement bloquée par les forces serbes. Dans le langage diplomatique

en usage à l'ONU, cela signifie en clair la possibilité du recours à la force militaire. C'est ainsi que l'ont compris en tout cas les autres membres permanents du Conseil de sécurité, en particulier les Français et les Britanniques, qui ne semblent pas enthousiasmés outre mesure par cette proposition. On s'attendait pas que le projet américain de résolution soit présenté, dès ce vendredi 7 août, devant le Conseil.

Le président, qui parlait à Colorado Springs (Colorado) au terme d'une tournée électorale de deux jours dans l'Ouest, estime que « la communauté internationale ne peut pas rester sans rien faire et laisser des enfants, des femmes et des hommes innocents mourir de faim ». M. Bush a dénoncé « l'infâme politique de purification ethnique » menée par les Serbes et affirmé qu'il fera « tout ce qu'il faut faire pour arrêter la tuerie ». « Nous devons arrêter cette purification ethnique et ouvrir tous les camps de détention aux inspecteurs internationaux », s'est-il exalté.

Son adversaire démocrate l'a aussitôt félicité, qualifiant ses propos de pas dans la bonne direction. Cet échange devrait marquer la campagne électorale. C'était la première fois que M. Clinton, réputé peu à l'aise en politique extérieure, prenait une position aussi tranchée. Il a eu la satisfaction d'apparaître, devant l'opinion, comme celui qui devance le chef de l'exécutif dans une affaire

grave concernant le rôle international des Etats-Unis. M. Bush aura plus de mal à l'avenir à prétendre que « l'autre type », comme il l'appelle à l'occasion, n'est qu'un ignorant auquel il serait irresponsable de confier les commandes de la première puissance mondiale.

M. Bush a annoncé dans la foulée que les Etats-Unis établiraient des relations diplomatiques avec les « gouvernements légitimes de Serbie, Croatie et Bosnie-Herzégovine » et visait à « isoler économiquement et politiquement la Serbie ». Washington avait déjà reconnu à la mi-avril ces trois Républiques nées du démantèlement de la Yougoslavie, mais n'avait pas encore installé de missions diplomatiques ni envoyé d'ambassadeurs. Cela va se faire apparemment dans les jours qui viennent.

L'appel aux armes de M. Thatcher

Il n'est cependant pas toujours aisé de suivre le cheminement de la pensée présidentielle. La syntaxe très particulière de M. Bush, qui oublie régulièrement de finir ses phrases, n'arrange pas les choses, comme le montrent cruellement trois journalistes de l'hédomadaire *The New Republic* qui viennent de publier un recueil des bizarreries grammaticales et des incohérences de langage du président. M. Bush affirme à la fois qu'il « sait les horreurs qui ont lieu

dans les camps de détention » serbes, mais qu'il n'a pas de « preuve irréfutable » à ce sujet.

Le président emploie les mots codés qui impliquent la possibilité d'une intervention militaire mais il « espère que nous n'aurons pas à utiliser la force ». Il est difficile de ne pas voir, dans ce durcissement encore ambigu, l'expression d'une réaction à un mouvement de l'opinion publique américaine, aussitôt saisi par son adversaire démocrate. M. Bush est loin en tout cas de la clarté de l'argumentation développée par M. Thatcher dans le *New York Times*. Celle-ci y décrit l'assaut des mesures militaires à prendre contre les Serbes « dans les semaines qui viennent » y compris le bombardement des ponts sur la Drina, à la frontière entre la Serbie et la Bosnie.

Si rien n'est fait, le désespoir des Musulmans de Bosnie peut créer, selon elle, une « bombe à retardement islamique en Europe ». « Une diaspora bosniaque, non sans points communs avec celle des Palestiniens, pourrait se tourner vers le terrorisme », écrit-elle. Il n'est, selon M. Thatcher, urgent d'agir avant qu'une victoire serbe ne rende la situation irréversible. La Dame de fer appelle donc, une fois de plus, à l'exercice du leadership américain, puisque la paralysie de la CEE a été démontrée.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'ONU disposait depuis juin de rapports sur les camps

Une polémique a éclaté jeudi 6 août entre différentes instances de l'ONU, au sujet de « rapports internes » sur les camps de Bosnie dont disposait l'organisation depuis le mois de juin mais qui ne sont pas parvenus au Conseil. Un document avait notamment été transmis le 3 juillet au quartier général de la FORPRONU à Belgrade, avec une copie adressée au porte-parole de la Force à Zagreb, M. Mik Magrasson, par un membre des « casques bleus » déployés dans le secteur nord de la Croatie, limitrophe de la Bosnie-Herzégovine. Selon ce document, un terrain de football dans la ville de Bosanski-Novi, visible depuis le côté croate de la frontière, était utilisé comme « point de rassemblement » où des groupes de Musulmans « étaient détenus » et « des hommes isolés pour être transportés vers des camps de concentration ».

Ce terrain de football n'était que la partie visible de l'iceberg d'une action concertée des autorités serbes locales en Bosnie-Herzégovine visant à y établir une République serbe sans Musulmans. Les traitements infligés dans les camps « sont qualifiés d'atroces, avec passages à tabac réguliers, privation d'eau, de nourriture et d'abris », ajoutait ce document.

L'un des rapports regrettait que les informations fournies restent sans suite sous prétexte que la FORPRONU n'est pas compétente de l'autre côté de la frontière (du côté bosniaque). Le secrétaire de l'ONU s'est effectivement toujours limité à indiquer qu'aucun camp de détention ne se trouvait dans la zone de déplacement de la FORPRONU, en Croatie et à Sarajevo, la capitale bosniaque.

Les rapports étaient connus par le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), dont l'un des représentants a affirmé jeudi qu'ils avaient été transmis au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), chargé de mener une enquête sur le terrain, où la FORPRONU n'avait pas accès. Un porte-parole du CICR, M. Christina Fidéle, a cependant catégoriquement démenti vendredi qu'une telle démarche ait été faite auprès de la Croix-Rouge, nous indique notre correspondant à Genève, Isabelle Vichniac. Elle a également démenti que le CICR ait été autorisé à visiter les camps, comme l'ont affirmé jeudi des responsables serbes. La CICR qui réclame depuis plusieurs semaines l'accès aux camps de Bosnie, dont celui d'Omarska, n'a pas été contacté par les autorités serbes, a-t-elle affirmé.

La hantise des Musulmans

PRIJEDOR (Bosnie occidentale)

de l'envoyé spécial de l'AFP

Les Musulmans de Bosnie vivent dans l'angoisse permanente de se voir arrêtés et internés. Ils multiplient, auprès des autorités serbes, les démarches pour quitter la région par convois. Nous avons pu constater cette peur au cours d'un périple — non organisé par les autorités — dans une région contrôlée par les Serbes, entre Prijedor et Banja-Luka.

Plus un seul commerce appartenant à un Musulman n'est intact à Bosanski-Novi. Beaucoup de maisons musulmanes portent des traces de mitraillages. Sur d'autres, des affichettes annoncent qu'elles sont devenues propriétés de Serbes. Quelque neuf mille Musulmans ont quitté la région, fin juillet, sous l'escorte de la FORPRONU.

Pour ceux qui restent, les « camps » constituent une hantise terrifiante. Dans un rayon de 130 kilomètres, entre Banja-Luka et Bosanska-Krupa, une organisation humanitaire bosniaque en a dénombré neuf, où les détenus sont « torturés et même exécutés ». « Il n'y a pas de camps de concentration mais seulement des prisons où sont détenus des hommes qui ont commis des crimes contre le peuple serbe. Ils y sont interrogés et répondent devant la loi serbe », affirme, à Banja-Luka, le leader serbe de la région, M. Vojislav Kupresanin, qui reconnaît que le camp d'Omarska abrite plusieurs milliers de prisonniers.

Plus loin, à Kozarac, Dusan, un sergent serbe de Bosnie, explique aux journalistes étrangers : « Les Musulmans qui n'ont pas opposé de résistance sont internés dans des camps et ceux qui ont résisté ont été tués. »

Dans la seule commune de Prijedor, qui comptait, avant le pro-

cessus de « purification ethnique », cent douze mille habitants, dont 44 % de Musulmans et 42 % de Serbes, quatre camps de détention ont été découverts par l'antenne du CICR installée à Banja-Luka. Ses responsables n'ont pu visiter que deux d'entre eux, celui de Manjaca, tenu par l'armée serbe, et celui de Trnopolje, où les Musulmans ne font que transiter avant d'être soit libérés, soit transférés, « selon des critères indéchiffrables », dans des camps dont l'approche demeure interdite.

A Kozarac, une ville qui comptait autrefois quelque vingt-six mille habitants, dont 70 % de Musulmans, seule l'église orthodoxe est restée debout. A la sortie de la ville, un petit route mène vers le camp d'Omarska devenu pour les Musulmans un synonyme de terreur. Selon la commission d'enquête bosniaque sur les crimes de guerre, onze mille Musulmans y sont détenus, parqués dans des baraques et des puits de mine.

La route d'accès où, mercredi, on pouvait constater une intense circulation de voitures officielles et de camions militaires est étroitement contrôlée par la police serbe, qui refuse nerveusement les journalistes. La police de Prijedor va jusqu'à expulser manu militari de la ville les journalistes indésirables. Ce même mercredi, le camp de Keraterm, installé à l'entrée de Prijedor dans une usine de céramique visible depuis la route, semblait vide et aucune présence policière n'était constatée aux alentours ou à l'intérieur du camp. Selon des responsables musulmans de Banja-Luka, la situation dans les camps de Bosnie s'est « améliorée » depuis que l'opinion internationale s'est émue après avoir appris que des prisonniers y avaient été exécutés sommairement.

VICTORIA STEGIC

Le Vatican appuie « toute initiative » visant à mettre un terme aux atrocités

Jean-Paul II défend le droit d'ingérence en Bosnie-Herzégovine : c'est la teneur du message qu'il a fait délivrer aux journalistes, jeudi 6 août, par le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat du Vatican, avec lequel il s'est entretenu à Castelgandolfo. Le pape venait de prendre connaissance d'un rapport alarmant de l'archevêque de Zagreb, Mgr Franjo Kuharic, sur la situation en Bosnie, que le Monde a également reçu.

Jean-Paul II « salue toute initiative des Nations unies et des Etats européens pour mettre un terme à l'horrible guerre qui déchire la Bosnie », a déclaré jeudi 6 août le secrétaire d'Etat du Vatican, le cardinal Angelo Sodano, à l'issue d'un entretien avec le pape à Castelgandolfo, auquel assistait également Mgr Jean-Louis Tauran, chargé des affaires étrangères. « Je dirais que l'ONU et les pays européens ont le droit et le devoir d'intervenir pour

désarmer ceux qui veulent tuer. Il ne s'agit pas d'encourager une guerre, mais de l'empêcher. Nous soutiendrons donc l'initiative soumise par les Nations unies pour intervenir et apporter une aide humanitaire », a ajouté Mgr Sodano.

Le pape est en possession depuis quelques jours d'un rapport de l'archevêque de Zagreb, Mgr Franjo Kuharic, confirmant notamment l'existence de camps de détention, dans lesquels des ecclésiastiques figurent parmi les internés. D'autre part, selon l'association Aide à l'Eglise en détresse, l'évêque de Banja-Luka, Mgr Komarika, est en danger pour avoir refusé d'inciter les 90 000 catholiques de son diocèse à quitter la Bosnie.

« Des prêtres, des religieux agressés dans leurs monastères et d'innombrables fidèles sont totalement livrés au pouvoir arbitraire de gens violents dans toutes les communes de la région de Banja-Luka à l'égard des catholiques et des musulmans », écrit l'archevêque de Zagreb. « Je dis catholiques, parce

que les Polonais subissent le même sort que les Croates, ainsi que les Italiens, les Ukrainiens et autres minorités catholiques habitant cette région. Le doyen de Staro-Rijeka est enfermé dans une usine de Sanad-Most avec des centaines de ses paroissiens, après avoir été battu jusqu'à l'évanouissement, attaché dans un sac et jeté dans un champ de maïs. Découvert par hasard par un chien, il a été ramené de nouveau dans cette usine transformée en prison et s'y trouve encore. Les curés de Ljubija, Nova-Topola et Dragolovci ont été déportés depuis plus d'un mois; on sait seulement que Marco Salic, curé de Dragolovci est emprisonné à Doboj, que le Père Stipe Sasic, curé de Ljubija se trouve dans le camp de concentration d'Omarska près de Prijedor, où se trouvent également beaucoup de Croates et de Musulmans de la région, dans des conditions horribles, alors que l'on est sans nouvelles du Père Ratko Grgic, curé de Nova-Topola. »

Toujours selon Mgr Kuharic, « les religieux de Bosanski-Alek-sandrovac et de Nova-Topola sont

« gardées à vue » depuis un mois par l'armée serbe, dans une terreur constante. Dans les paroisses de Kotor-Yaro, Vrbanići et Sokolnica ont été perpétrés massacres, démolitions, incendies et destructions de maisons non serbes, de sorte que catholiques et musulmans ont été obligés de déserter, s'engageant par écrit à abandonner leurs biens aux nouvelles autorités serbes locales. Même exode dans la région de Prijedor pour les catholiques, comme pour les musulmans. »

« En dehors de l'armée « régulière » serbe, diverses formations, groupes et brigades de soldats irréguliers poursuivent leur guerre, sacagent et tuent quand ça leur vient à l'esprit », poursuit le cardinal, faisant état de la destruction de plusieurs églises. « Ce qui se passe en Bosnie-Herzégovine relève du génocide, conclut-il. Aucun homme de bonne volonté ne doit rester indifférent à de tels événements. Qui ne fait pas tout ce qu'il peut devient complice du mal. »

Plusieurs pays musulmans évoquent la nécessité d'une intervention armée

Après une visite en Turquie, et avant une autre au Pakistan, le ministre bosniaque des affaires étrangères, M. Haris Silajdzic, est arrivé, mercredi 5 août, à Téhéran où le président iranien, M. Ali Akbar Hachémi-Rasfandjani, l'a assuré du « soutien total, politique et humanitaire » de l'Iran. Après avoir déploré « le manque d'action » des pays occidentaux et des organisations internationales devant « le crime le plus abominable de l'Histoire », M. Rasfandjani a assuré que « l'Iran est prêt à coopérer pleinement avec les pays islamiques et les instances internationales pour mettre fin au massacre des Musulmans par des Serbes ».

La visite de M. Silajdzic à Téhéran intervient quelques heures après l'annonce de l'envoi au secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) d'une lettre de M. Ali Akbar Velsayati, ministre iranien des affaires étrangères, demandant une réunion de l'organisation pour examiner une « option militaire » visant à « défendre les Musulmans de Bosnie-Herzégovine ». Le guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, avait accusé mercredi les pays européens « d'empêcher la naissance d'un Etat musulman au cœur même de l'Europe ». Jeudi, il a dépeché en Bosnie-Herzégovine une délégation

conduite par son représentant personnel, l'ayatollah Ahmad Janati, entouré de plusieurs responsables de l'organisation de la propagande islamique et du ministère des affaires étrangères.

A Tunis, M. Nerkez Arifhodzic, représentant de la Bosnie-Herzégovine en Tunisie, a été reçu, jeudi, par le ministre tunisien des finances, M. Nouri Zoglati, avec lequel il s'est entretenu des « souffrances des populations civiles victimes de la guerre civile dans cette république » et des moyens de leur venir en aide. De son côté, le secrétaire d'Etat tunisien aux affaires étrangères, M. Nouredine Mejdoub, a rencontré l'ambassadeur

des Etats-Unis à Tunis, M. John McCarthy, pour parler de « la situation dans les Balkans ».

En Turquie, le ministre turc des affaires étrangères, M. Hikmet Cetin, a appelé, jeudi soir, la communauté internationale à agir militairement et conjointement contre l'ex-Yougoslavie, en préconisant notamment des raids aériens contre des objectifs ciblés. « La Turquie n'agira pas seule », a-t-il ajouté en évoquant le rôle de l'OTAN, de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) et de l'UEO (Union de l'Europe occidentale). — (AFP)

EUROPE

de détention en Bosnie-Herzégovine

La crise avive la polémique en Allemagne sur les capacités d'intervention de la Bundeswehr

L'impuissance des Européens et de la communauté internationale à empêcher la poursuite des massacres en Bosnie-Herzégovine alimente la polémique sur la participation de forces allemandes à des missions de combat dans le cadre d'actions internationales de maintien ou de rétablissement de la paix.

BERLIN

de notre correspondant

Les dirigeants sociaux-démocrates eux-mêmes - qui ont déposé en juillet un recours constitutionnel contre l'envoi d'un navire de guerre dans l'Adriatique - doivent faire face à la contradiction grandissante entre les appels qui se multiplient en vue d'une action militaire internationale et l'impuissance pour l'Allemagne

d'y prendre part. La Bosnie n'est pas le Kosovo.

Autant le refus de participer aux opérations militaires alliées contre l'Irak avait été net, autant la prolongation de la crise yougoslave secoue la bonne conscience de tous ceux qui, en Allemagne, refusent à tout prix le moindre changement de doctrine en matière d'utilisation des forces de la Bundeswehr, pour des missions autres que de stricte défense - de peur de remettre le doigt dans un engrenage de type militaire rappelant de mauvais souvenirs.

Le président du Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB, Union des syndicats allemands), M. Meyer, s'est prononcé en début de semaine pour une participation de troupes allemandes à des actions internationales. Il a aussitôt été critiqué par plusieurs des fédérations syndicales. Et deux députés du Parti social-démocrate (SPD), MM. Günter Verheugen et Karsten Voigt, ont, sinon évoqué la possibilité d'un changement de position

immédiat, du moins laissé entendre qu'ils pourraient envisager dans le cadre d'une réforme des Nations unies, notamment de l'élargissement du nombre de sièges permanents au Conseil de sécurité.

Le gouvernement, qui a fait de la réforme de la doctrine de non-intervention l'une de ses priorités en matière de politique étrangère pour les prochaines années, joue sur du veulisme. Il n'est bien sûr pas question d'abandonner dans le sens du secrétaire général du Parti chrétien-social bavarois (CSU), M. Erwin Huber, qui réclame des livraisons d'armes défensives aux Bosniaques et aux Croates. Ni de participer à des opérations aériennes internationales contre les Serbes, comme le suggérât un député, pourtant social-démocrate, M. Horst Niggemeyer.

Le ministre de la défense, M. Volker Rühe, a réaffirmé, jeudi, qu'on ne pouvait pas tout demander, tout de suite, à l'Allemagne. Mais il a réaffirmé que la RFA allait devoir

apprendre à assumer ses nouvelles responsabilités. Le ministre des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, a estimé quant à lui que la situation devrait obliger le Parti social-démocrate à mettre fin à son opposition systématique à tout changement de Constitution.

Les Allemands compensent leurs contradictions par un accroissement de leurs efforts envers les réfugiés venant des zones de combat. Après avoir accueilli la semaine dernière, un contingent de 5.000 personnes était attendu ce week-end. Evacués avec leurs familles de Bosnie, dix enfants blessés sont arrivés jeudi à Weimar. Et le président de la commission des enfants au Bundestag, M. Wilhelm Schmidt, a demandé au gouvernement de lancer une opération d'évacuation de tous les enfants de Sarajevo.

HENRI DE BRESSON

« Il faut que la conscience universelle se réveille » déclare M. Bérégovoy

M. Pierre Bérégovoy a déclaré, vendredi 7 août sur France Inter, à propos de la situation en Yougoslavie, qu'« il faut tout faire pour que la paix revienne » et « exercer toutes les pressions politiques, économiques possibles pour que les conflits s'arrêtent ». « Faudra-t-il intervenir dans les Balkans dans le cadre d'une véritable guerre ? Cela demande réflexion », a ajouté le premier ministre. « Dès maintenant, il y a une exigence immédiate, a-t-il précisé, il faut que les Nations unies, la Croix-Rouge internationale puissent aller visiter les camps s'il y en a, de quelque autorité qu'ils dépendent (...). Si nous étions indifférents devant ce drame, nous serions coupables devant l'Histoire (...). Il faut que la conscience universelle se réveille, il faut interdire aujourd'hui que des hommes soient brisés dans leur esprit et dans leur chair au nom de certitudes nationalistes ».

M. Charles Pasqua, sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, interrogé vendredi 7 août sur RTL, a estimé que « la France serait parfaitement fondée à demander à l'ONU une intervention militaire, au moins limitée, pour permettre l'acheminement de médicaments et de vivres aux populations ». « On a besoin de courage et de volonté, a-t-il dit. Ce gouvernement en est-il capable ? J'en doute fort ».

Les combats dans le Haut-Karabakh

L'aviation azerbaïdjanaise aurait bombardé Stepanakert

La capitale du Haut-Karabakh, Stepanakert, a été bombardée, dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 août, par un avion de l'armée azerbaïdjanaise, a affirmé l'agence de presse locale contrôlée par les Arméniens, faisant état d'un bilan de vingt-huit morts et soixante-quatre blessés.

Cette attaque, menée par un chasseur-bombardier SU-25 selon la même source, n'a pas reçu de confirmation indépendante. Bakou a démenti avoir mené un raid aérien sur Stepanakert, affirmant qu'aucun de ses appareils n'avait quitté le sol. Les combats se sont par ailleurs poursuivis, jeudi, dans plusieurs régions de l'enclave

L'Occident a déjà réuni 500 millions de dollars pour la prise en charge des réfugiés

Les pays industrialisés rassemblés au sein du G 24 ont parvenus à mobiliser plus de 500 millions de dollars (2,5 milliards de francs) pour secourir les quelque 2 millions de réfugiés et autres personnes déplacées de l'ex-Yougoslavie pour les trois mois à venir. Plus des trois quarts de cet effort ont été pris en charge par la Communauté européenne et ses États membres, le premier contributeur, sur le plan bilatéral, étant, de très loin, l'Allemagne. Vu les incertitudes concernant la situation politique et militaire dans le pays, et notamment les possibilités pratiques d'accéder aux réfugiés, les services de la Commission européenne refusent de chiffrer avec précision l'ampleur des fonds qu'il faudra réunir pour poursuivre cette tâche jusqu'à la fin du prochain hiver. « Si le conflit se

poursuit, il faudrait cependant envisager un effort collectif largement supérieur à 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) », a déclaré dernièrement à Bruxelles un haut fonctionnaire de la Commission européenne.

Depuis l'été 1989, celle-ci coordonne l'action du G 24 et, à ce titre, a pris une part active à la mobilisation des fonds en faveur des réfugiés yougoslaves. Le 1^{er} juillet, les contributions des pays membres du G 24 atteignaient 217 millions de dollars. La Commission a alors émis 300 millions de dollars de chèques pour tenir jusqu'à la fin octobre. Elle a immédiatement proposé une contribution supplémentaire du budget communautaire de 150 millions de dollars. Les autres 150 millions ont été rassemblés lors de la

réunion du G 24, puis de la conférence organisée par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui se sont tenues fin juillet respectivement à Bruxelles et à Genève.

La Commission trouve « assez naturel », compte tenu de la proximité de la zone de conflit, que la CEE consente le plus gros de l'effort, mais elle apprécierait cependant - surtout dans la perspective d'une nouvelle aggravation de la situation - que les autres pays industrialisés « contribuent davantage ». Sur le terrain, la distribution de l'aide (alimentaire, médicaments, équipements pour l'hébergement...) est assurée pour l'essentiel par le HCR ainsi que le CICR (Comité international de la Croix-Rouge).

PHILIPPE LEMAÎTRE

Quatre « casques bleus » français blessés à Sarajevo

Quatre « casques bleus » français ont été blessés, dans la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 août, lors d'une attaque d'artillerie « délibérée » contre le quartier général de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) à Sarajevo, a annoncé, vendredi, le porte-parole de la force, Mik Magnusson, qui a précisé que l'un des quatre blessés était dans un état grave. Trois obus de canon de 122 mm tirés à tir tendu ont atteint le quartier général, installé dans l'immeuble des postes et télécommunications de la capitale bosniaque. « C'était tout à fait délibéré », a déclaré M. Magnusson. L'origine des tirs

n'a pas encore été établie : « Nous accusons personne, même si nous aimerions beaucoup le faire ».

Ces tirs sont intervenus alors que le commandant adjoint de la FORPRONU, le général français Philippe Morillon, poursuivait ses discussions pour tenter de parvenir à un cessez-le-feu qui permettrait de rouvrir l'aéroport, fermé depuis mardi. Le général devait s'entretenir, vendredi matin, avec des Serbes nationalistes qui assignent Sarajevo. Il devait retourner ensuite à la présidence bosniaque.

Le premier obus, tiré peu après 22 heures, a endommagé quatre véhicules de transport de troupes, a

indiqué le porte-parole. Le deuxième a blessé les quatre Français et transporté un mur. Le troisième a dévasté une pièce du troisième étage du bâtiment et en a endommagé deux autres. Il n'a pas fait de blessé.

Les « casques bleus » ont réussi à déterminer l'angle de tir, a ajouté M. Magnusson, mais pas la distance à laquelle l'obus a été tiré. Par ailleurs, la nuit a été relativement calme à Sarajevo, du moins par rapport aux violents bombardements et aux combats du début de la semaine, a déclaré Radio Sarajevo. Trois civils ont néanmoins été blessés. (AFP)

EN BREF

■ GRÈCE : M. Michel Papageorgiou, nouveau ministre des affaires étrangères. - Le ministre grec de la justice, M. Michel Papageorgiou, devait être nommé, vendredi 7 août, ministre des affaires étrangères, a indiqué le porte-parole officiel du gouvernement. Ce portefeuille était détenu par le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, depuis le 13 avril. Membre du Parti conservateur, M. Papageorgiou, soixante-trois ans, est avocat. Il a été plusieurs fois député et ministre. (AFP)

■ RUSSIE : aides de la Banque mondiale et des États-Unis. - La Banque mondiale a annoncé, jeudi 6 août, l'accord d'un prêt de 600 millions de dollars à la Russie (3 milliards de francs), tandis que la Chambre des représentants a approuvé un programme d'aide à la Russie et aux autres anciennes Républiques soviétiques. A la suite des pressions exercées par la Maison Blanche (le Monde du 7 août), les représentants ont adopté, par

255 voix pour et 164 contre, le projet d'aide de 1,2 milliard de dollars. Le vote autorise également le déblocage de la participation américaine de 12 milliards de dollars à l'augmentation de capital du FMI. Quant au prêt de la Banque mondiale, il comprend deux volets : 250 millions de dollars pour faciliter les importations des sociétés privées russes et 350 millions destinés à financer des importations prioritaires.

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : l'élection présidentielle est reportée. - Le Parlement fédéral a reporté au 24 septembre l'élection présidentielle faute de candidats au quatrième tour. Depuis la démission de M. Václav Havel, le 20 juillet, et l'échec du troisième tour, aucun homme politique n'a osé briguer la présidence de la fédération moribonde. Selon l'accord conclu entre les premiers ministres, MM. Klaus et Mladar, la création de deux États indépendants tchèque et slovaque doit être décidée d'ici au 30 septembre. (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

AMÉRIQUES

HAÏTI : une dizaine de personnes tuées par des inconnus

L'armée se mobilise contre le « terrorisme »

Au moins dix personnes, dont trois membres des forces de l'ordre, ont été tuées au cours des derniers jours à Haïti et deux engins ont explosé sans faire de victimes, dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 août, à Pétionville, banlieue résidentielle de Port-au-Prince où vit le premier ministre, M. Marc Bazin. Les autorités militaires accusent, sans les nommer, les partisans du président déchu, M. Jean-Bertrand Aristide.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

L'armée a lancé, mercredi 5 août, une vaste opération de ratissage dans la capitale haïtienne. Appuyés par un hélicoptère et plusieurs véhicules blindés, les soldats ont quadrillé les quartiers populaires, notamment la banlieue de Carrefour, au sud-ouest de la capitale, où un policier avait été tué lundi par deux inconnus circulant à moto.

Le même jour l'ancien directeur de la station protestante Radio Lumière, M. Robinson Joseph, a été abattu de deux balles dans la tête par un soldat lors d'un contrôle d'identité. Les militaires ont installé de nombreux barreaux sur les principales artères de la capitale et des dizaines de maisons ont été perquisitionnées. Dans un communiqué, l'armée a dénoncé l'action « des Haïtiens vivant à l'étranger », les accusant d'être responsables des « actes terroristes » qui ont entraîné la mort de trois soldats en moins de trois semaines.

Dix mois après le coup d'État qui a renversé le président Aristide, les pressions exercées par la communauté internationale n'ont toujours pas permis de rétablir l'ordre démocratique. La récente visite d'une délégation d'hommes d'affaires américains à Port-au-Prince et les allusions de plus en plus fréquentes tant à Washington qu'à Saint-Domingue à une prochaine levée de l'embargo, paraissent confirmer l'échec de la stratégie mise en œuvre par l'Organisation des États américains (OEA) face aux putschistes haïtiens.

Menace de faillite du système bancaire

L'ambassadeur des États-Unis, M. Alvin Adams, qui vient de quitter Port-au-Prince pour une nouvelle affectation au Pérou, n'a pas ménagé ses efforts, avant son départ, pour tenter de convaincre les représentants du président en exil d'accepter une formule de cohabitation avec le premier ministre « de fait », M. Marc Bazin. Le ministre des affaires étrangères, M. François Benoit, a obtenu sans difficulté un visa pour se rendre la semaine dernière à Washington, où il a plaidé devant plusieurs responsables américains en faveur de la levée de l'embargo. Le gouvernement haïtien vient de se féliciter du « succès » de cette mission, affirmant qu'elle constituait un premier pas pour mettre fin à l'isolement diplomatique d'Haïti.

Les autorités dominicaines cachent encore moins leurs sympathies pour M. Bazin et leurs

réserve face à toute formule qui permettrait le retour au pouvoir du président Aristide. « Les rapports entre les militaires dominicains et haïtiens n'ont jamais été aussi bons », souligne M. Alfonso Lockward, dirigeant du Parti réformiste social-chrétien (PRSC) au pouvoir à Saint-Domingue et spécialiste des questions haïtiennes. Le gouvernement dominicain a récemment interdit à Radio Enriquillo, une station catholique installée près de la frontière et favorable au président Aristide, de poursuivre ses émissions en créole vers Haïti.

En dépit de sa réputation de brillant technocrate et de l'appui des milieux d'affaires, M. Bazin n'est pas encore parvenu à enrayer la rapide détérioration de l'économie haïtienne. « Si le plafond d'émission de la Banque centrale n'est pas modifié, ce qui implique un vote du Parlement, le système bancaire risque de sauter dans les prochains jours en raison du manque de liquidités », affirme un banquier. De l'avis de plusieurs économistes, la rapide dépréciation de la gourde - la monnaie haïtienne - et la suspension, après le coup d'État, des flux d'aide bilatéraux et multilatéraux ont des effets aussi dévastateurs que l'embargo décrété par l'OEA.

M. Bazin n'a pas non plus réussi à mettre un terme aux exactions des militaires. Selon M^{me} Anne Fuller, responsable d'une organisation de défense des droits de l'homme américaine qui vient d'effectuer une mission en Haïti, les « chefs de section » (suppléants de l'armée) continuent de régner dans les campagnes par la terreur et l'intimidation. La violente répression contre les étudiants en médecine, qui manifestaient à la mi-juillet en faveur du retour du président Aristide, confirme que M. Bazin ne contrôle pas les éléments les plus durs de l'armée, notamment le chef de la police, le lieutenant-colonel Michel François.

JEAN-MICHEL CAROIT

NICARAGUA

Limogeage de plusieurs dirigeants sandinistes de la police

Le chef de la police nationale, M. René Vivas, et douze de ses officiers ont été remerciés, jeudi 6 août, à l'issue d'une réunion avec le ministre de la présidence, M. Antonio Lacayo, a-t-on appris de source sandiniste. Reprochant à la présidente Violeta Chamorro de faire trop souvent, dans le cadre de sa politique de réconciliation nationale, le jeu des sandinistes, battus lors de l'élection présidentielle de 1990, le Congrès américain avait gelé en mai une aide de 116 millions de dollars au Nicaragua. Après le rapide voyage de M^{me} Chamorro à Washington la semaine dernière, l'un de ses ministres avait affirmé que cette aide serait déblocquée avant la fin du mois. Un député sandiniste, M. William Ramirez, a estimé que cette purge de la police équivalait à une « rupture » de l'accord passé avec son parti et il a jugé que celui-ci était « désormais délié de ses promesses ». (UPI)

DROITS DE L'HOMME

A Genève

Reserves américaines sur la conception de l'ONU

GENÈVE

de notre correspondante

Avant l'ouverture, le 3 août, au palais des Nations, de la session annuelle de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, on s'interrogeait, dans les milieux internationaux de Genève, sur la politique qui va être suivie par l'expert américain à cette réunion, compte tenu de la récente ratification par le Sénat de Washington du pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté à l'unanimité le 16 décembre 1966 et entré en vigueur le 23 mars 1976.

Cette ratification est considérée ici comme un geste positif. Mais elle est assortie d'un certain nombre de « réserves, interprétations et déclarations » qui le sont moins. C'est ainsi qu'au sujet de l'article 10 du pacte, qui stipule que « les jeunes prévenus et les jeunes délinquants » doivent être « séparés des adultes », et de son article 14, en vertu duquel « la procédure applicable aux jeunes gens (...) tiendra compte de leur âge », Washington tient à préciser que « les États-Unis se réservent le droit, dans

des circonstances exceptionnelles, de traiter les jeunes gens comme des adultes ».

De façon plus générale, le Sénat « est d'avis » que l'article 20 du pacte, qui interdit « toute propagande en faveur de la guerre et tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse », n'exige « aucune action des États-Unis qui restreindrait le droit à la liberté de parole et d'association ». Le texte invoque, d'autre part, de façon restrictive, le principe de la non-rétroactivité des lois en refusant l'adhésion des États-Unis à la disposition de l'article 15 selon laquelle, « si, postérieurement à une infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier ». Quant aux réparations prévues à l'article 9 du pacte en cas « d'arrestation ou de détention illégales » et à l'article 14, « lorsque la condamnation pénale définitive est ultérieurement annulée », il doit être entendu qu'elles doivent être conformes aux « prescriptions raisonnables de la loi nationale ». Les travaux de la sous-commission s'achèveront le 28 août.

ISABELLE VICHNIAC

LEGIS Clés de la documentation juridique communautaire

Revue hebdomadaire co-éditée par L'HERMES et EURIDOC dont la banque de données juridiques traite et analyse, chaque jour, les textes des organes communautaires. LEGIS classe les documents par 3 index.

Par abonnement et en librairie. 95 F le N°
MEDILIS S.A., 9 rue Séguier 75006 PARIS
TEL : (1) 46 34 07 70 Fax : (1) 43 25 26 18

ASIE

CHINE

Regain de transparence dans les médias

PÉKIN

de notre correspondant

Il y a eu, depuis le printemps, la mort de plusieurs hautes personnalités, annoncée dans un temps record par l'agence Chine nouvelle. Puis il y a eu, le 31 juillet, l'accident d'un avion de transport Yak-42 à Nankin. Les médias ont non seulement fourni rapidement un luxe de détails sur l'accident, qui a fait plus de cent morts, mais même reconnu s'être trompés dans un compte rendu initial en affirmant que tous les membres de l'équipage compartaient parmi les victimes. Ils ont été tout aussi prêts à annoncer que le vice-premier ministre M. Zhu Rongji s'était rendu sur place, et, chose rare, la presse a publié une photographie du dirigeant rendant visite aux rescapés.

A peu près au même moment, il s'est produit sur les téléécrans de Chine nouvelle un petit miracle de journalisme : une dépêche relatant la visite en province du secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin, a été interrompue à deux reprises pour passer des résultats des Jeux olympiques de Barcelone, alors que ces résultats n'étaient même pas favorables à la Chine. L'ordre des priorités n'était jamais ainsi bousculé par le passé.

dans les airs à cause d'une chinoise. Ce qui équivaut, dans le système communiste chinois, à une grave atteinte à l'honneur national.

La presse avait été particulièrement sinistrée par la répression du « printemps de Pékin » en 1989. L'aile dure du régime lui

discours conservateur, voire carrément maoïste, de l'après-1989 se faire à présent les chantres des réformes et de l'ouverture.

Mais, à en croire la dernière rumeur pékinoise, cela pourrait donner lieu à de nouvelles surprises : un nombre élevé de dissi-



« S'émanciper l'esprit »

Enfin, Chine nouvelle a rendu compte tout à fait objectivement de la décision du Comité international olympique d'exclure, mardi 4 août, la volleyeuse chinoise Wu Dan pour dopage. L'agence a fait état de l'« avertissement sévère » adressé à la délégation chinoise par le CIO. Elle a même commencé son résumé de la journée en constatant que « le rêve d'une Olympiade débarrassée de ce fléau que sont les dopants s'est évanoui ».

avait reproché son laxisme envers le « libéralisme bourgeois », euphémisme recouvrant en particulier l'objectivité des lors qu'elle s'exerce contre le régime.

Il semble que certains responsables de cet « instrument de la dictature du prolétariat » cherchent à regagner le terrain perdu, à la faveur des appels de M. Deng Xiaoping à « s'émanciper l'esprit ». Cela n'a rien d'étonnant lorsqu'on voit des personnalités notoirement connues pour leur

dents ayant trouvé refuge à l'étranger après le massacre de Pékin s'apprêter à en effet à « tester » le régime en revenant en Chine dans les prochaines semaines, avec la ferme intention d'y relancer leurs appels à une libéralisation politique du système. Reste à voir comment réagira la direction pékinoise, l'une des dernières au monde à se réclamer de Karl Marx.

FRANCIS DERON

BIBLIOGRAPHIES

« Les « Nouveaux » Khmers rouges », de Christophe Peschoux

Les partisans de M. Pol Pot ont-ils vraiment changé ?

A l'heure où les Khmers rouges ruent à nouveau dans les brancards des accords de paix, menaçant – par leur obstination – le processus laborieusement mis en place sous l'égide de l'ONU, le moment est bien choisi pour se demander si les Khmers rouges ont vraiment changé. C'est à cette question que Christophe Peschoux, un jeune universitaire passionné pour le Cambodge, et en particulier pour les petits hommes en noir – « passion » ne signifiait bien entendu pas, dans son cas, amour fou, mais au contraire souci de comprendre, de mieux connaître, – s'efforce de répondre dans son livre.

Les Khmers rouges n'étaient pas un mouvement comme les autres, ni ses dirigeants – en particulier son chef Pol Pot – des politiciens hypermédiatiques, force lui a été de cibler sa recherche sur les sans-grade, les transfuges, les fuyards du mouvement, ceux qui acceptent de parler. Il a aussi épluché avec soin les rares documents à avoir filtré sur la stratégie des Khmers rouges face à la nouvelle donne internationale et intérieure, et qui semblent bien porter la griffe de M. Pol Pot.

Dissimulé derrière plusieurs manteaux couleur de jungle, le noyau dur des dirigeants khmers rouges a tiré le leçon de la nou-

velle conjoncture issue de l'effondrement de l'URSS et de la fin de la guerre froide. Depuis près d'une décennie, le PC a été « dissous », le maoïsme « abandonné » et M. Pol Pot a pris sa « retraite ». La population, menée au knout pendant les années noires du Kampuchéa démocratique, est désormais l'objet de tous les soins et de tous les sourires : il s'agit de se la rallier, d'autant que le régime de Phnom-Penh, lointain et corrompu, impopulaire, vit une atmosphère de « fin de règne ».

Chassés par la porte, les voilà revenus par la fenêtre, jouant à la perfection des contradictions locales, d'un nationalisme anti-vietnamien à fleur de peau, pour détruire, patiemment, le tissu khmer qui s'est reformé après leur chute en 1979. En attendant, que – une fois l'ONU repartie – le pays retombera entre leurs mains comme un fruit mûr. Ils ont mis une sourdine sur leurs méthodes brutales, mais pas sur leurs ambitions, reconnues quelques « erreurs » de parcours pour ne pas avouer leurs crimes.

Christophe Peschoux estime que les Khmers rouges disposent d'un certain soutien parmi les plus défavorisés, qu'il évalue entre 10 et 15 %. Utilisant « l'arme de la bouche », s'infiltrant « comme un poisson dans l'eau », Pol Pot reprend la politi-

que maoïste de « l'encerclement des villes par les campagnes ». Perspective inquiétante, que l'on ne peut contrer uniquement par des invectives, mais plutôt par une meilleure connaissance de la stratégie employée. Ce qui rend la lecture de ce livre indispensable.

L'universitaire américain David P. Chandler vient, par ailleurs, de publier – en anglais – une histoire du Cambodge depuis 1945, replaçant le drame khmer rouge dans son contexte politique et culturel (1). Il a achevé la première biographie de Pol Pot, le Frère N° 1 (le titre qu'il s'était donné et qui rappelle le Big Brother d'Orwell, qui devrait sortir en France au début de l'année prochaine).

PATRICE DE BEER

(1) *The Tragedy of Cambodia History, Politics, War and Revolution since 1945*, Yale University Press, New Haven et Londres, 1991, 400 p., 25 livres.

► Les « Nouveaux » Khmers rouges, de Christophe Peschoux, L'Harmattan, 304 pages, 150 F. Le même éditeur a aussi publié, en collaboration avec la Fondation des études de défense nationale, *Le Cambodge dans la tourmente, le troisième conflit indochinois 1978-1991*, de Nicolas Regaud, 440 pages, 140 F.

« Armée rouge, le dernier combat »

L'Afghanistan, tombeau de l'URSS

L'agence SIPA a eu l'idée de réviser dans un ouvrage intitulé *Armée rouge, le dernier combat, Afghanistan 1979-1989* une soixantaine de clichés, pour la plupart inédits et pour beaucoup remarquables, pris par des photographes soviétiques durant l'occupation de l'Afghanistan. De très courts textes, en général extraits de lettres de soldats et d'officiers de l'ex-armée rouge, commentent de façon poignante le drame qui s'est joué, moins sanglant, certes, pour les agresseurs que pour leurs victimes, mais politiquement capital, puisqu'il a contribué à miner le colosse.

Au début est la joie de ces adolescents à la perspective d'un voyage exotique « aux bords de la princesse ». Il est vrai qu'« on s'ennuyait à mourir dans notre kolchoz ». Il est certain, aussi, que « nous, les Russes, sommes les plus forts », face à cette « bande de Mongols va-nipieds ». Des hélicoptères survolent, comme en se jouant, des paysages lunaires. Des chars contrôlent, apparemment sans problèmes, ce « tas de cailloux peuplé de chèvres ».

Les rares villageois saisis par l'objectif « affichent un air déchaîné » devant ces « pioupious » blancs et encore perfide. Mais le photographe capte, ici et là, le regard hostile ou simplement fier d'un Afghan. Et la peur s'installe. Le mépris pour « cette

racaille » fait place à la haine : « Alors, pendant dix jours, on a incendié les villages ». Et « n'importe quoi, et stupéfié la diarrhée ».

La lassitude gagne, dans cette attente où le chasseur n'est pas celui qu'on croit : « Nous, on traitait sur des cailloux, eux tiraient sur nous ». Les rares combats apportent leur lot de morts ou, parfois pis, de blessés : « Enterrer les morts demande moins d'efforts que de soigner les vivants ». Ou encore : « Quand mon heure viendra, faites qu'une seule balle suffise. Je ne supporterai pas de souffrir ».

Photos de mutilés, cercueils que l'on ferme. Près de 15 000 Soviétiques ont perdu la vie dans ces montagnes. Peut-être cent fois plus d'Afghans aussi, mais on ne les voit guère « le n'ai rien vu des habitants de ce pays. Pas une fois je ne me suis retrouvé en face d'un moudjahid, sauf mort, bien sûr ».

La joie explose lorsque est annoncé le retour. On chante. Mais ce n'est déjà plus la même chanson : l'URSS est en train de s'effondrer, en partie du fait de « cette pleïade bête » (M. Mikhaïl Gorbatchev) qu'a été l'Afghanistan. Le 19 août 1991, les « afghantayis », vétérans de la sale guerre, forment, avec d'autres, un bouclier humain devant le Parlement russe. Ils paralyseront les tankistes de l'armée rouge, dont certains chefs voudraient rétablir

un régime autoritaire. En attendant, cet abaissement, une photo prise le 15 janvier 1989 montre le général Gromov, dernier commandant en chef en Afghanistan, franchissant, en sens inverse de 1979 mais l'air soulagé, le pont sur l'Amou Daria.

Sans doute les Soviétiques auraient-ils dû lire... Karl Marx. Dans ses *Notes sur l'Afghanistan*, le père spirituel de l'URSS rapportait des épisodes bien instructifs. Ainsi la réponse du Khan de Kait à ce diplomate anglais lui annonçant l'entrée en force des troupes britanniques à Kaboul en 1838 : « Bien, mais comment comptez-vous en sortir ? ».

JEAN-PIERRE CLERC

► Éditions 1-SIPA Press, 120 pages, 178 F.

► L'aéroport de Kaboul fermé. – Les autorités ont fermé l'aéroport de Kaboul, jeudi 6 août, après que le dirigeant tadjikiste Gulbudin Hekmatyar ait menacé d'abandonner les avions qui tenteraient d'y faire mouvement. Le chef du Hezb-Is-lami, dont un lieutenant, M. Abdul Sabur Farid, est premier ministre, a dénoncé l'utilisation par l'armée de cette installation contre les positions de son mouvement. Cependant, Kaboul a de nouveau subi, jeudi, un bombardement en provenance des positions du Hezb. (Reuters)

► CORÉE DU NORD : le régime serait prêt de s'effondrer. – En visite au Japon pour y préparer une visite du président Eltsine, le vice-premier ministre russe a assuré, jeudi 6 août, que le régime communiste de Corée du Nord est prêt de s'effondrer. M. Mikhaïl Poltoranine a incité le Japon à retarder l'attribution à Pyongyang des dommages de guerre qu'il envisage de lui verser, un tel geste pouvant retarder la chute de M. Kim Il-sung et l'unification de la péninsule. Tokyo négocie avec la Corée du Nord l'ouverture de relations diplomatiques. La Corée du Nord affronte une pénurie alimentaire et énergétique depuis que Moscou a décidé, en 1991, de ne plus com-

mercier avec ses anciens alliés qu'en devises fortes. (AFP)

► INDE : neuf indépendantistes sikhs tués. – Neuf indépendantistes sikhs ont été tués ces derniers jours par les forces de sécurité dans diverses régions du Punjab, à l'indiqué jeudi 6 août l'agence indienne PTI. L'une des victimes est Ranjit Singh, « général » du BTKF (Bhindranwale Tigers Force of Khalistan, organisation illégale). Il était recherché pour plus de cinq cents assassinats au Punjab, Etat de l'Union indienne où des militants ont lancé une campagne meurtrière en vue d'y créer un Etat indépendant, le Khalistan ou « pays des purs ». (AFP)

Thaïlande

Le regard inattendu, ironique, décapant, d'écrivains, journalistes et chercheurs thaïs.

Un ouvrage collectif des éditions Autrement 232 p. 89 F. En librairie

autrement

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER. Pierre de L. Asc. 8 P. 150 m² env. service. A saisir. Solde. 43-35-18-38

4^e arrdt

COUR MARAIS. ST-PAUL. Beau studio, poutres. CHARMÉ. Cuis. équip. s. de bns. vc. interphone. 3 ét. 450 000 F. 48-04-35-35

14^e arrdt

MÉTRO PERNETTY

Bon imm. studio. 100 m². PLEIN SUD. 490 000 F. 43-35-62-82

MONTON-SOUFFRET

2 PCEs. 15 000 F. le M2. A SAISIR. Tél. : 43-35-52-82

17^e arrdt

MÉTRO PORT-CLICHY. UNITE CLICHY. PAVILLON. 2 NIVEAUX. 3 P. Tl. ch. Garage. S. de bain. wc. cour. 600 000 F. 48-04-94-48

pavillons

MAROLLES-EN-BRIE

Villa 7 PCEs sur 900 m² terrain. Réa-d.-ch. : séjour d'été, cathédrale, cheminée, 2 chambres, salle de bain, cuis. équipée, vc. buanderie. 1^{er} et 2^e ét. s. de bns. dressing. Garage 2 v. voitures. Terrasse 200 m². Quartier résidentiel, proche commerces, écoles, lycée, équipements sportifs, golf, tennis, centre équestre. Prix : 1 600 000 F. Après 19 h : 48-98-12-78

MONTROUGE

5^e Pce ORLÉANS. MAISON indépendante. Parfait état. J. priv. A VOIR. 390 000 F. 43-35-52-82

T. BEAU PAVIL. ST-QUENTIN 820

OCASION A SAISIR. 294 m² bñu 1 600 m². Cause déménagement ordre hectares. 1 900 000 F. T. (18) 23-67-28-97

villas

Recherche villa à louer RP. Escalier 2 la campagne avec jardin. 3 PCEs mini. 5 000 à 7 000 F chq mois. Tél. : 47-46-91-04

locations non meublées offres

Paris

A LOUER

SANS COMMISSION

Immobilier neuf grand standing. Livrable septembre 1992

RUE DU PETIT-MUSC

DEUX 3 PIÈCES

88 m² + parking. 9 840 F + charges

2 DUPLEX 3 PCEs

105 m² + parking. 18 900 F + charges. 110 m² + terrasse + parking. 17 800 F + charges

1 DUPLEX 6 PCEs

132 m² + terrasse + parking. 20 800 F + charges

Pour la voir et visiter : 44-95-97-11 de 14 h à 17 h

maisons individuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise (95) belle maison individuelle dans impasse résidentielle.

5 pièces, poutres en chêne, terrasses, cuisine rustique aménagée, cheminée Pierre Rous de Provence avec insert. Sous-sol total, terrain clos 600 m². Pts : 1 450 000 F. Frais notaire réduits. Tél. 34-72-32-84, apr. 20 h.

chalets

ESPAGNE, proche BORDOMI province d'ALICANTE. Part. vend très joli chalet, récent séjour-salon, cuis. amér., 3 chb. 2 s. de bain. 2 wc. Sur terrain arboré 750 m². Esc. meubl. 580 000 F. T. (18) 53-70-45-18

terrains

A VENDRE Proche port de Tancarville TERRAIN CLOS 7 000 m² + maison éventaillable à rénover. avec garage. Hanger à bois. Vierge et jardin. Tél. 48-32-72-92. Pts 223

PRX : 400 000 F.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et les services. 43-65-17-50

viagers

AFFAIRE DU MOIS

Vagor Bm (84) Pirella G2 Crédit vendeur. 47-80-03-31/42-55-15-58

L'AGENDA

Brocante

LES PETITS FRÈRES DES PAUVRES Ventes exceptionnelles brocante et bric-à-brac. San. 15 et dim. 16 août 9 heures/19 heures. 15, rue Moncal. Annet-sur-Marne 77410

Echanges

Étude recherche, à Paris, studio et/ou chambre chez l'habitant moyennant cours particuliers pour enfants. Tél. (18) 90-76-42-02

Travail

à domicile

Porte et banlieue recherche gouvernante, employée de maison avec solides références, logée + frais. Env. CV + lettre motivation à M. SERVES CEC, 85, rue de Sancy 75012 Paris

Associations

Stages

ANGLAIS INTENSIF Stages d'été 2 semaines 3 jours 1 300 F. Tous niveaux mini groupes. EUROPA FORMATION T. (1) 42-92-22-41 et 3616 EUROPA

Restauration

RESTAURATION DES ŒUVRES SCULPTÉES ÉCOLE BEAUX-ARTS TOURS Cycle d'études de 4 ans Diplôme agréé par le ministère de la culture. Concours septembre 92 20 ans min. 18 ans max. Tél. (18) 47-05-72-58

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre

Un entretien avec M. Martin Malvy

Les « polémiques inutiles » sur Maastricht « commencent à agacer les Français » nous déclare le porte-parole du gouvernement

M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, nous a accordé un entretien sur l'organisation de la campagne pour le référendum, la préparation de la ratification parlementaire et les perspectives des élections législatives de 1993.

« Que répondez-vous à ceux qui, de Jean-Pierre Chevènement à Jean-Marie Le Pen, considèrent que l'organisation de la campagne pour le référendum favorise abusivement les partisans du « oui » ? »

« Je leur réponds que l'organisation de la campagne telle qu'elle a été arrêtée par le gouvernement, après avis du Conseil constitutionnel, reprend intégralement le dispositif qui avait été mis en place pour les précédents référendums. Le temps de parole sera réparti - c'est la recommandation du CSA - entre les partis politiques en tenant compte de leur représentation au Parlement.

« Afin que l'ensemble des sensibilités puissent s'exprimer, le gouvernement a, en outre, repris une disposition qui avait été initiée à l'occasion du référendum de 1993 sur la Nouvelle-Calédonie, à savoir l'attribution d'un temps supplémentaire aux formations qui, depuis le début de la législature, ont obtenu, à un tour au moins d'une élection nationale, plus de 5 % des suffrages exprimés. Il appartient aux candidats des groupes de décider comment ils utiliseront la possibilité qui leur est ainsi offerte de s'exprimer. Le gouvernement n'a pas à en juger.

« Imagine-t-on un instant que la répartition aurait pu être établie entre les tenants du « oui » et ceux

du « non » ? Sur quelles bases, à partir de quels critères ? D'un sondage ? Enaire les tenants du « oui », du « non », du « oui », du « non », pourquoi pas de l'abstention ? Ce n'est pas sérieux. L'article 4 de la Constitution est clair : ce sont les « partis et groupements politiques » qui « concourent à l'expression du suffrage », c'est à eux que revient, de droit, et l'affection d'un temps de parole et la responsabilité de son utilisation.

Arrière-pensées et petits calculs

« N'êtes-vous pas inquiet de la montée du « non » dans les sondages ? »

« Les sondages ne traduisent pas une montée du « non ». Vous savez bien qu'il ne faut jamais les interpréter au point près. Les derniers en date, ceux de l'IFOP et de BVA, indiquent au contraire une bonne tenue du « oui ». En réalité, depuis des semaines, les tenants du « non » ont occupé le terrain à force de polémiques inutiles qui commencent, j'en suis persuadé, à agacer les Français. Les Français sont aujourd'hui préoccupés, mais ils ressentent la nécessité d'aller à la rencontre d'un grand projet. Plus que jamais, ceux qui réveillent les vieilles thèses d'un nationalisme exacerbé apparaissent démodés. Nationalisme qui n'a rien à voir avec le patriotisme.

« Pourriez-vous vraiment espérer, dans l'opinion, comme la souhaite M. Mitterrand, la question de l'Europe des questions de politique intérieure ? »

« Non, si l'on veut prétendre que notre avenir, notre confort de vie, notre croissance, le maintien de notre niveau de protection sociale, notre environnement ne sont pas liés à la construction européenne. Oui, en revanche, et l'on sait que les Français ne se départissent pas de leur Europe, mais sur des critères de politique patrimoniale. Il y a un temps pour tout. Chaque scrutin a une signification différente. Les référendums eux-mêmes ne se ressemblent pas entre eux : celui-ci, comme celui de 1993, se distingue de ceux qui, dans le passé, ont engagé la personne du président de la République. Les arrière-pensées et les petits calculs n'ont que faire dans ce débat. François Mitterrand a pris soin d'écarter l'opinion sur ce sujet le 14 juillet.

« Vous êtes chargé des relations avec le Parlement. Pouvez-vous donner l'assurance que les textes en matière - sur le processus pénal, la biotechnique, le contrôle des dépenses de santé - seront examinés à la session d'automne ? »

« C'est la volonté du gouvernement. Il n'a différé l'examen en seconde lecture du projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance-maladie qu'en attendant la poursuite des discussions avec les différents partenaires concernés.

« Et afin d'éviter une motion de censure... »

« Ce n'est pas inexact... Qui peut prétendre que la censure n'aurait pas perturbé le débat européen, prioritaire aux yeux du premier ministre ?

« L'examen de ce texte ne risque-t-il pas d'être une nouvelle fois différé ? »

« Il viendra en discussion. Il faut que les Français sachent que si l'on ne parvient pas à limiter les dépenses de santé, c'est le système qui va exploser. Or ils tiennent à leur couverture sociale, et nous y tenons aussi. Nous devons faire appel à la responsabilité de chacun. Il faut parler aux Français le langage simple de la réalité.

« Nous n'aurons qu'une petite semaine avant le débat budgétaire. Mais la réforme de la procédure pénale, la prévention de la corruption, que vous n'avez pas citée, la maîtrise des dépenses de santé figent bien parmi les priorités.

« Et la biotechnique ? »

« C'est un problème de calendrier. Le gouvernement avait souhaité inscrire les projets sur ce sujet avant la fin de la session de printemps, mais la commission a remis son rapport quarante-huit heures avant la clôture de la session extraordinaire. Personne n'aurait compris qu'un débat de cette importance soit engagé à la sauvette.

« La volte-face des députés socialistes sur la réforme de la taxe d'habitation, à la demande du gouvernement, n'a-t-elle pas contribué à déstabiliser la fonction parlementaire ? »

« Ne prenons pas les affaires par le petit bout. Le rôle du Parlement a été singulièrement révalorisé au cours de la session passée. Il a adopté trente-trois projets ou propositions de loi, malgré l'installation d'un nouveau gouvernement le jour de l'ouverture de la session, et proposé à une révision de la Constitution, approuvée à une majorité sans précédent. Pour la taxe d'habitation, c'est le Parlement qui a décidé. Je crois qu'il a bien fait car la mesure, qui était juste, était mal comprise dans le temps présent.

« Pensez-vous que la réforme des institutions annoncée par le président de la République viendra en discussion à l'automne ? »

« François Mitterrand est un homme à réformer. Il estime nécessaires certaines réformes de nos institutions. L'Europe a bousculé le calendrier. L'actualité septennaire ne s'achève qu'en 1995.

« La cote de popularité de M. Mitterrand et celle de M. Bérégovoy ne cessent de baisser. La gauche pourra-t-elle éviter une lourde défaite aux législatives de 1993 ? »

« Je voudrais que l'on m'indique une grande démocratie où, aujourd'hui, les gouvernements caracolent au

faîte de la popularité. Le président Bush, qui avait attendu dans les sondages un score exceptionnel au lendemain de la guerre du Golfe, est aujourd'hui au plus bas. Le chancelier Kohl connaît la critique. M. Major partageait ce sort et pourtant il a gagné les élections. Alors...

« Il y a partout insatisfaction et souvent incompréhension parce que les hommes sont confrontés à la persistance d'une crise économique mondiale. En 1993, les Français auront le choix. Je crois qu'ils sauront reconnaître le formidable chemin que François Mitterrand et ses gouvernements successifs ont fait parcourir à notre pays.

« Pierre Bérégovoy leur parle le langage de la vérité. C'est pour cela qu'il est, de tous les hommes politiques confrontés au difficile exercice du pouvoir, celui auquel ils accordent le plus largement leur confiance.

« Nous vivons, avec les autres nations, le drame en profondeur du chômage. En Italie, en Grande-Bretagne, en Allemagne, il est aussi élevé que chez nous. Mais nous avons, en France, l'assurance d'une économie redressée. Cela compte. Il faut mettre un terme à la morosité ambiante.

Si Michel Rocard est candidat...

« Vous êtes membre du courant Fabius. Considérez-vous qu'après le congrès de Bordeaux Michel Rocard est désormais le candidat du PS à l'élection présidentielle ? »

« Je suis entré dans la vie publique avec la Convention des institutions républicaines parce que François Mitterrand représentait pour ma génération, la reconstruction des forces de progrès éclatées et impuissantes. Qu'il soit aujourd'hui, dans cette période incertaine, à la tête de l'Etat est une chance pour la France. Et je suis proche de Laurent Fabius, non par esprit de chapelle, mais parce qu'il est l'un des meilleurs d'entre nous, et qu'il représente une image moderne du socialisme. L'élection présidentielle viendra à son tour. Michel Rocard a, lui aussi, la dimension d'un homme d'Etat. S'il est notre candidat à l'élection présidentielle, je me battrai avec détermination à ses côtés.

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI

« M. Barrot appelle les partisans du « oui » à se montrer « plus enthousiastes ». M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, souhaite, dans un entretien au Figaro du 7 août, que les partisans du « oui » expriment « leur confiance en l'Europe ». « Nous devons être d'autant plus enthousiastes, ajoute-t-il, que l'union monétaire va sceller la réconciliation franco-allemande. Quand on voit que l'Allemagne est appelée à renoncer à une destinée germanique pour une destinée européenne, comment faire une campagne à minima ? Maastricht, c'est beaucoup plus que Maastricht. »

Pour « s'informer » et « dialoguer »

M. Marchais se rend aux Etats-Unis

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, part, samedi 8 août, pour les Etats-Unis où il séjournera jusqu'au 23 août, à la tête d'une délégation composée de M. Francis Wurtz, député européen, membre du bureau politique, M. Sylviane Aimerd, député européen, membre du comité central, MM. Jean-François Gau, membre du comité central, et Jean Solbès, collaborateur de la section de politique extérieure. C'est la première fois qu'un secrétaire général du PCF se rend aux Etats-Unis.

Dans un entretien accordé à l'AFP et publié par l'Humanité du vendredi 7 août, M. Marchais explique que ce voyage répond à la volonté de « s'informer, écouter, dialoguer ». « Notre objectif, poursuit le secrétaire général, est de passer des liens nouveaux avec toutes les forces qui le souhaitent », particulièrement les « minorités » et les « forces progressistes » afin de tenter de « combler certains fossés que l'histoire a creusés en plusieurs décennies ».

La délégation fera escale au Québec dimanche 9 août et rejoindra New-York lundi, où elle rencontrera les dirigeants du

Parti communiste américain, ainsi que M. Ramsay Clark, ancien attorney general (ministre de la justice) du président Lyndon Johnson, connu pour ses idées pacifistes, et des professeurs de l'université de Columbia. M. Marchais sera reçu au siège des Nations unies par M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général.

A Washington, les 12 et 13 août, la délégation du PCF a rendez-vous avec une organisation féministe (The National organization for women) et des représentants de la Rainbow coalition de M. Jesse Jackson. Dans la région industrielle de Cleveland (Ohio), M. Marchais rencontrera, le 14 août, des membres du syndicat de la métallurgie. La délégation se rendra ensuite à Toronto, au Canada, où elle sera reçue par le chef national de la réserve indienne des Six Nations.

Le voyage américain de M. Marchais se poursuivra par la visite de San Francisco, Los Angeles et Atlanta où des rendez-vous sont prévus avec des membres des communautés noire et latino-américaine. M. Marchais quittera les Etats-Unis pour Paris le dimanche 23 août.

POINT DE VUE

Les écologistes n'ont pas besoin d'une aumône

par Guy Konopnicki

LES forces politiques classiques sont-elles capables de comprendre les aspirations nouvelles exprimées par les électeurs ? On peut en douter en considérant les membres du Parti socialiste envisageant de « résoudre » l'embarrassante question du vote écologiste. Car il ne suffit pas de prendre quelques mesures « vertes », évidentes pour la plupart, et surtout d'offrir des circonscriptions pour répondre aux attentes de l'opinion et combler le fossé qui sépare gouvernants et gouvernés. Le fait de répondre en termes de cuisine politique donne d'ailleurs la mesure du malentendu.

Les écologistes n'ont que faire d'une aumône électorale : unis, les Verts et Génération Ecologie seront en mesure d'aborder le second tour des législatives de 1993, et ceux qui croient en la rayer d'un trait de plume en refusant le scrutin proportionnel en seront pour leurs frais. Le problème des alliances ne se règle pas au moyen de combinaisons entre suzerain et vassaux. Désormais, il ne s'agit plus de savoir pour qui l'on vote, mais pourquoi.

Peut-on construire l'Europe tout en préservant des alliances périmées avec ses adversaires ? C'est la première question qui se pose, aux socialistes et aux centristes. En aucun cas les écologistes ne peuvent accepter d'être les roues de secours de la vieille union de la gauche, même lorsque celle-ci s'ouvre, ici et là, à des hommes de droite ou du centre jugés fréquemment par le PS.

La nouvelle donne intérieure, les bouleversements planétaires et l'urgence européenne rendent dérisoires les bricolages politiques. Il importe aujourd'hui de dégager une véritable perspective politique : l'ambition des

écologistes est d'apporter une dynamique nouvelle, une énergie verte dans la vie publique. C'est mal nous connaître que de nous demander : « Combien de circonscriptions voulez-vous ? » Il appartient aux électeurs d'en décider. Nos questions sont infiniment plus embarrassantes : comment partager le travail pour résorber le chômage, comment maîtriser la croissance urbaine, en finir avec les ghettos, comment construire l'Europe en aidant l'Est et le Sud ? Et comment rénover la démocratie, révéler la civisme quand le spectacle de la politique devient une sinistre farce ?

Ni force d'appoint ni front du refus, les écologistes sont le moteur d'une nouvelle dynamique politique. Ceux qui feignent de l'ignorer devront en tenir compte, en mars 1993.

► Guy Konopnicki est écrivain, conseiller régional de Génération Ecologie en Ile-de-France.

« La démission de M. Léotard comme maire de Fréjus est acceptée. Le préfet du Var a accepté, jeudi 6 août, la démission de M. François Léotard de ses fonctions de maire de Fréjus, qu'il détenait depuis 1977. Inculpé d'ingérence, trafic d'influence et corruption le 29 juin dernier dans l'affaire de Port-Fréjus, M. Léotard avait décidé de se démettre de ses mandats de député, de maire et de président d'honneur du Parti républicain « pour que la justice puisse faire convenablement son travail ». La démission d'un nouveau maire par le conseil municipal de Fréjus, dont M. Léotard reste membre, devrait intervenir dans un délai de quinze jours.

CORRESPONDANCE

A propos d'« Une pétition signée FN »

Nous avons reçu de M. Jacques Dore la lettre suivante, en réponse à un article paru dans le Monde daté 26-27 juillet :

M. Olivier Biffaud, dans un article intitulé « Une pétition signée FN », n'hésite pas à qualifier cette action contre l'augmentation abusive du droit annuel de navigation de la plaisance d'« abus de confiance ». Cette pétition a été suggérée à la revue Bateaux le 24 mai 1992, pour parution en juillet, et non pas, comme l'affirme M. Biffaud, quarante-huit heures avant le « bouclage ». Avant de proposer cette pétition, des élus de la majorité et de l'opposition ont été contactés, mais, selon une exclusion du Front national érigée en habitude, se sont refusés. Les deux cent trente-neuf conseillers régionaux du Front national, hors même ceux élus dans les régions du littoral, s'associent à cette pétition. Je précise que le vœu présenté par le Front national à la session plénière du conseil régional

de Bretagne, le 6 juillet 1992, contre cet excès de taxation a été voté.

D'autre part, M. Biffaud souligne que je suis « un proche de Jean-Marie Le Pen et [suis] l'objet des attentions des dissidents du Front national ». Peut-être M. Biffaud voudra-t-il bien m'indiquer où se trouve cette « dissidence ». En tout cas, mon engagement et ma fidélité au Front national et à son président ne sauraient être mis en question. Il est toutefois certain qu'avant été le deux mille trois cent quatre-vingt-dix-neuvième à rejoindre la France libre et ayant combattu dans ses rangs, je sors de l'image de fascisme que certains médias et une certaine presse se complaisent à donner du Front national.

[Nous n'avons pas écrit que la pétition avait été « suggérée » à la revue Bateaux quarante-huit heures avant le « bouclage », mais que M. Dore « avait remis la liste des signataires de la pétition quarante-huit heures avant le bouclage ».]

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
500 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lécuyer, gérant.
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
Renseignements sur les abonnements
et index du Monde sur (1) 40-65-25-33
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0596-0397
PRINTED IN FRANCE
Imprimerie
du Monde
112, r. de Valenciennes
94822 Ivry Cedex

Le Monde

Jacques Lécuyer, président
Michel Croux, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue de Valenciennes-Paris
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-33
Téléc. MONDEUN 634 128 F
Fax : (1) 40-65-25-33 Société éditrice
du Monde, 15-17, rue de Valenciennes-Paris

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 38-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-33
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-SEINE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres-CE
3 mois	480 F	572 F	700 F
6 mois	880 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 500 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
remettez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus.
Changements d'adresse : nous abonnés nous invitons
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonné.

Envoyer avec l'abonnement l'adresse pour les
noms propres en capitale d'imprimerie.
PP. Paris 19 201 JUIL 91

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

JUSTICE

Le procès de l'indifférence

Suite de la première page

De même que ces dizaines d'audiences, du 22 juin au 5 août, furent pour une poignée de victimes et leurs proches, comme leur ultime halte, leur dernière quête de vérité avant une mort annoncée.

Aucun ne voulait désertir ce vieux prétoire lambrissé de chêne, dominé par le buste de Marianne. Ni les partisans d'un procès aux assises ni les militants d'une saine de la Haute Cour de justice ne renoncèrent à leur constitution de partie civile devant la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, plus habituée à juger de petits délinquants que des affaires d'Etat. Tous restèrent, réservant leurs critiques pour l'extérieur.

Tous restèrent pour apprendre. Tous restèrent pour comprendre enfin, après avoir tant souffert « de l'indifférence et du silence ». Et plusieurs vinrent témoigner à la barre, le 27 juillet, de leur amère satisfaction : « On a beaucoup appris pendant ce procès », confia doucement le père d'un petit hémophile contaminé. « Honnêtement, je ne m'attendais pas à entendre les choses que j'ai entendues, reconnut un jeune père malade du sida. Je ne croyais pas possible que le Centre national de transfusion sanguine ait revendu jusqu'à la fin septembre 1985 les flacons non chauffés qui lui avaient été retournés ».

Une pédagogie implacable

Trop vite arrêtée, l'enquête menée par le lieutenant-colonel de gendarmerie Recordon, qui s'était illustré en procédant à l'arrestation de l'ancien milicien Paul Touvier en 1989, se révélait en effet d'une richesse exceptionnelle. Trop vite bouclée, l'instruction de M^{re} Sabine Foulon s'avérait cependant solide. Trop vite requis au cœur de l'été, en 1987 par le Tour de France et les Jeux olympiques de Barcelone, le tribunal présidé par M. Jean-Louis Mazières sut prendre tout son temps pour écouter, interroger, puiser dans les scellés les documents qui restèrent à jamais les minutes du drame d'une communauté empoisonnée, jusqu'en octobre 1985, par des dérivés sanguins infectés par le virus du sida.

Les hémophiles ne savaient pas. Et 256 d'entre eux en sont morts à ce jour, 1 200 contaminés. Les prévenus ne pouvaient pas ne pas savoir. Leurs correspondances les confondent. Le docteur Allain, aujourd'hui professeur à Cambridge, alors responsable de la recherche et du développement au Centre national de la transfusion sanguine (CNTS), écrivait dès le 16 janvier 1985 au docteur Garretta, son directeur général : « Le problème de la transmission du virus LAV ou HTLV-III par les fractions coagulantes (prescrites aux hémophiles) est aujourd'hui une préoccupation majeure de la santé publique ».

Le docteur Garretta, le 7 mai, alerte officiellement le docteur Netter, directeur du Laboratoire natio-

nal de la santé : «... trois mois de retard signifient, à terme, la mort de cinq à dix hémophiles et d'un certain nombre de leurs proches ». Et le docteur Netter s'empresse de saisir le professeur Roux, lui-même informé depuis mars, par une note du docteur Jean-Baptiste Brunet, de l'ampleur de la contamination des lots sanguins, notamment dans la région parisienne.

Mais le soupçon n'avait pas pu ne pas les effleurer bien avant. Dès 1984. Et ce fut un des mérites de ce procès que d'avoir su patiemment reconstituer l'histoire de ce drame dans les années 1983-1984, même si le juge d'instruction n'a retenu contre les quatre inculpés que les faits inclus entre le 21 mars et le 1^{er} octobre 1985. Cette pédagogie se révéla implacable.

Des absents montrés du doigt

Ainsi le docteur Garretta, en dépit de son tempérament de gagnant, admit-il le premier n'avoir pas fait tout ce qu'il aurait pu et dû faire. « Je comprends bien aujourd'hui que j'ai commis une erreur. Je n'ai pas su dire au ministre de la santé : « Il faut importer massivement des produits chauffés. Je n'ai pas su dire au Laboratoire national : « Je n'attends pas votre autorisation. » Ainsi le docteur Allain avoua-t-il sa lâcheté lorsqu'il reconnut avoir été « le prisonnier d'une schizophrénie partagée entre son statut en CNTS et sa conscience de médecin ». Autrement dit entre son confort et son devoir.

Et ce fut bientôt au tour du professeur Roux, dont le regard malicieux se voila, de reconnaître qu'il pouvait exiger l'importation immédiate et massive de concentrés sanguins chauffés : « J'aurais pu le faire, je ne l'ai pas fait. C'est tout... c'est vrai. J'aurais pu le faire à titre personnel, je le reconnais. » Ce fut enfin au tour du docteur Netter de concéder un désolat : « J'ai fait ce que j'ai pu à l'époque. Je n'avais pas le pouvoir d'arrêter la distribution de ces produits ».

Ce furent d'étranges aveux que ces paroles molles, pâles reflets de la culpabilité et des intérêts d'hier, des inerties et des démissions de tous jours. Substitut du procureur de la République, M^{re} Michèle Bernard-Requin fut-elle si injuste lorsqu'elle traita dans son réquisitoire les docteurs Garretta et Allain, poursuivis pour « tromperie sur la marchandise », de « bouillottes sans scrupules » ? Ne fut-elle pas élémentaire lorsqu'elle regretta simplement que le professeur Roux et le docteur Netter, poursuivis pour non-assistance à personne en danger, se soient rendus « coupables du délit de l'indifférence absolue » ?

On comprend que, confrontés à ces charges, les avocats de la défense aient protesté et amplement plaidé que la justice, agissant sur ordres, s'appropriait à juger des bœufs émissaires. On le comprend d'autant mieux qu'il y eut en effet des abus. M^{re} Olivier Schnerb s'est ainsi ému du rôle joué par le docteur Bahmam Habibi, ancien responsable de la diffusion des dérivés sanguins au CNTS et auteur de la fameuse note interne

fre d'une voiture volée. Le chauffeur aurait bénéficié de l'aide de complices ou de commanditaires qui n'ont pu être identifiés. Les toiles, un Matisse, un Modigliani et deux Degas, estimées à 170 millions de francs, doivent être mise en vente au printemps prochain par M. Tansouri afin de payer en partie un redressement fiscal auquel il a été condamné en janvier dernier. Anthony Tannouri affirme avoir entamé une négociation avec l'administration fiscale, ce qu'a démenté le ministre du budget, Michel Charasse. - (Reuter.)

On comprend que, confrontés à ces charges, les avocats de la

recommandant, en mai 1985, que « le stock de produits « contaminés » soit distribué dans sa totalité avant de proposer des produits chauffés de substitution ». Il frôla l'impunité de peu...

M^{re} Nicole Dreyfus et Charles Korman ont désigné avec insistance le conseiller technique du secrétaire d'Etat à la santé en 1985, le docteur Claude Weissberg : « Retenez bien ce nom ! ». Et de fait, le docteur Weissberg n'a-t-il pas reconnu à la barre des témoins avoir été informé par le professeur Roux en mars 1985 : « Je n'ai pas plus compris que les autres... Pardonnez-moi ! » ?

M^{re} Xavier Charvet a montré du doigt le professeur Jacques Ducos, président de la Société nationale de la transfusion sanguine : « C'était lui qui conseillait les ministres. Ce n'était pas Garretta ! ». Ainsi chaque prévenu aurait-il volontiers convoqué à ses côtés - ou à sa place - dix, vingt, trente, voire « deux cents responsables ».

A coup sûr, le procès aurait basculé. On ne jugeait plus, dans ces conditions, ni le docteur Garretta, fabricant de dérivés sanguins et seul importateur légal de ces produits, ni le professeur Roux, responsable d'une des trois directions centrales du ministère de la santé, mais une erreur collective, donc diluée. La justice n'avait plus à juger des individus, mais une époque.

L'irresponsabilité et le mépris

Les responsables se retrouvaient alors exonerés de leurs fautes, et les complices assurés d'une pleine et entière irresponsabilité. Au-delà des quatre inculpés d'aujourd'hui, cette démarche pouvait être tentée pour l'Etat lui-même, jamais pressé de reconnaître ses erreurs, toujours enclin à différer de nécessaires indemnités.

Sans doute la somme de ces tentations et de ces interrogations explique-t-elle les tâtonnements de la justice, saisie vainement une première fois en 1987 par M. Jean-Péron Garvanoff, président de l'Association des polystyrolisés. Sans doute ce contexte explique-t-il qu'il fallut la détermination d'une poignée d'hémophiles et de M^{re} Georges Helleux pour qu'une instruction soit ouverte en 1988. Sans doute les enquêtes et le livre *L'affaire du sang* de la journaliste Anne-Marie Castellet accélèrent-ils le train de la justice, sept ans après que tous les « stocks » aient été épuisés.

A l'issue de ce long combat, il s'avère pourtant que ce procès voulu et désiré ne satisfait réellement personne. Car le bon sens refuse que la vente de concentrés sanguins infectés par le virus du sida, même si certains scientifiques considéraient à l'époque que son « danger mortifère » était de l'ordre de 10 %, puisse être considérée comme un vulgaire délit. Et la raison s'efface devant une qualification criminelle. Car on ne peut soutenir que le docteur Garretta voulait empoisonner ses clients même s'il en prit le risque...

On peut s'interroger aussi sur la légèreté et le manque de courage des médecins spécialistes de l'hémophilie, de scientifiques et de hauts fonctionnaires gestionnaires du dossier de la transfusion sanguine, voire de ministres. Combien d'ont-ils pas consciemment ou inconsciemment fait l'impasse, à l'heure décisive des choix, sur une petite communauté de quatre mille hémophiles repêlés sur eux-mêmes ? Il se pourrait bien que ce crime-là soit bien réel. Le crime de l'indifférence et du mépris.

LAURENT GRELSAMER

Les victimes de « sang contaminé » disposent de deux mois pour faire appel contre le Fonds d'indemnisation. - Selon un décret du ministère de la justice publié au Journal officiel du 6 août, les personnes contaminées par le virus du sida après une transfusion sanguine disposent de deux mois pour s'opposer au Fonds d'indemnisation devant la cour d'appel de Paris. Le délai court à compter de la notification par lettre recommandée de l'offre d'indemnisation ou du rejet de la demande. Créé par la loi du 31 décembre 1991 et opérationnel depuis mars, le Fonds d'indemnisation, selon un bilan établi au 27 juillet, a enregistré 2 285 demandes et ouvert 2 188 dossiers. Au total, un peu plus de 230 millions de francs ont déjà été versés aux victimes du sang contaminé.

SPORTS

FOOTBALL : la reprise du championnat de France de première division

Marseille, Monaco et le PSG font monter les enchères

Le championnat de France de première division reprend, samedi 8 août, dans un certain climat de morosité dû au souvenir de la catastrophe de Furiani, qui a endeuillé la fin de la saison dernière, et à l'échec de l'équipe de France au championnat d'Europe des nations en Suède.

Trois clubs ont fait de gros efforts de recrutement à l'inter-saison et apparaissent déjà au-dessus du lot : Marseille, Monaco et Paris-Saint-Germain. Dans le rôle du favori, Marseille affichera un nouveau visage, sans son buteur Jean-Pierre Papin, ému par la mort de son père, et sans son joueur de l'année Angeler, mais avec deux nouvelles vedettes étrangères, l'Allemand Rudi Völler et l'Espagnol Rafael Martín Vázquez, achetés à des clubs italiens (respectivement à la Roma et au Torino) et nombre de jeunes talents recrutés en France, comme le défenseur Desailly, de Nantes.

Pour rivaliser avec le champion en titre, ses deux dauphins de la saison dernière, Monaco et Paris-Saint-Germain, ont aussi fait monter les enchères. Dans la principauté, les arrivées de Christian Perez (PSG), de Franck Dumas (Caen), de Jürgen Klinsmann (Inter de Milan) et du Brésilien Luis Enrique soulignent l'ambition d'un club qui a échoué l'an dernier en finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. Les recruteurs du Paris-

Saint-Germain, version Canal Plus, ont aussi renforcé leur potentiel offensif, en faisant signer des buteurs comme George Weah (Monaco) et François Calderaro (Metz), en engageant un nouveau gardien, Bernard Lama (Lens), successeur de Joël Rots, à la retraite sportive, et un solide défenseur, Alain Roche (Auxerre).

Derrière, les dix-sept autres équipes de première division ont été beaucoup plus modestes dans leur recrutement. Face aux menaces de rétrogradation que fait peser sur les clubs endettés la Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG), elles se sont imposées une cure de rigueur, puisant dans leurs centres de formation, notamment Montpellier, Toulouse, Lyon ou Nantes (voir ci-dessous), acceptant les transferts seulement pour pouvoir au remplacement de joueurs décevants ou vieillissants.

Les trois nouvelles équipes promues en première division (Bordeaux, Valenciennes, Strasbourg) ont suivi le mouvement déflationniste et conservé une bonne partie de leur effectif de deuxième division. Dans ces trois clubs légendaires, les supporters pourront néanmoins découvrir quelques nouvelles attractions étrangères comme les Brésiliens Valdeir et Santos à Bordeaux, l'Argentin Farina et l'Indonésien Hughes à la Meinau de Strasbourg et le Belge De Wilde à Valenciennes.

Cure d'austérité au FC-Nantes

NANTES

de notre envoyé spécial

Le Football-Club de Nantes est passé au mois de juin par une belle frayeur. Le club de Loire-Atlantique avait été rétrogradé en deuxième division par la DNCG (Direction nationale du contrôle de gestion) de la Ligue des clubs professionnels, en raison d'un passif avoisinant les 60 millions de francs. Alors que la folie des grands grettes toujours le football français, Nantes, repêché, ne repartait pas de l'élite que grâce à une mutation profonde de structures et de mentalités. Finis les grands rêves européens. Place aux économies, à la rigueur et à l'équilibre financier !

D'abord, une société anonyme à objet sportif (SAOS) a été créée sous le nom de FC Nantes-Atlantique. Elle n'a gardé qu'un effectif limité (vingt-six salariés en tout et pour tout) et a limité son budget à 42 millions de francs, chiffre très moyen en première division. Deuxième étape : la SAOS a choisi un président issu du monde de l'entreprise, Guy Scherrer, quarante-neuf ans, diplômé de HEC et PDG de la Biscuiterie nantaise, qui représente huit cents salariés et 1 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Pour lui, « la gestion d'un club sportif de haut niveau n'est pas la même que la gestion d'une entreprise », même s'il reconnaît la « spécificité de la masse salariale ». Cette rigueur

s'est manifestée de façon spectaculaire au moment des transferts et des négociations de contrats. Refusant les propositions trop onéreuses, le club a mis sur son centre de formation, a écarté les joueurs aux salaires trop élevés, dont sept titulaires, et a limité les investissements à deux arrivées symboliques : Serge Le Dizet, défenseur rennais, et Fabien Debotté, de retour au pays. Pour les autres postes, Nantes a fait confiance à ses jeunes stagiaires. Six d'entre eux ont signé leur premier contrat professionnel. Seuls trois joueurs ont plus de vingt-trois ans : le gardien David Marand, le Croate Zoran Vulić et Serge Le Dizet.

Les soutiens des entreprises

L'amalgame de ces joueurs donne un groupe à la moyenne d'âge de vingt ans et demi. Témoin de la bonne ambiance, une photo à la une du dernier journal du club qui résumait « Casarici » : « Casarici, l'homme qui a fait le club ». Deuxième étape : la SAOS a choisi un président issu du monde de l'entreprise, Guy Scherrer, quarante-neuf ans, diplômé de HEC et PDG de la Biscuiterie nantaise, qui représente huit cents salariés et 1 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Pour lui, « la gestion d'un club sportif de haut niveau n'est pas la même que la gestion d'une entreprise », même s'il reconnaît la « spécificité de la masse salariale ». Cette rigueur

les entreprises nantaises. Pour satisfaire le public, les dirigeants espèrent un aménagement du grand stade de la Beaujoire, avant la Coupe du monde de 1998. Il est vrai qu'une moyenne de dix mille huit cents spectateurs par match dans cette « cathédrale » de plus de 40 000 places ne permet pas de retrouver la même chaleur qu'autrefois dans le vieux stade Marcel-Saupin.

Quant aux mécènes locaux, ils ne sont pas pour l'instant intéressés. Les trois principaux sponsors du club sont extérieurs à la ville de Nantes. Cela ne trouble pas outre mesure Guy Scherrer, pour qui « l'argent n'a pas d'odeur » et qui ne compte pas engager la Biscuiterie nantaise tant qu'il sera président du club. Selon lui, ses deux fonctions doivent rester distinctes.

En tout cas, le FCNA n'entend plus retomber dans les erreurs du passé. D'une part, le centre de formation est assez riche pour renouveler chaque année l'effectif manquant à l'équipe première. D'autre part, les collectivités locales, qui sont intervenues au moment du sauvetage mais ne financent pas la nouvelle SAOS, ne souhaitent plus continuer à fonds perdus des transferts de prestige. Et si jamais cette idée effleurerait les pensées d'un futur dirigeant nantais, la Direction nationale du contrôle de gestion des clubs sera toujours là pour le rappeler à l'ordre.

GUILLAUME CLÉMENT

REPÈRES

ESPACE

La plate-forme européenne Eureka rejoint son orbite de travail

Eureca, la plate-forme européenne, devait rejoindre son orbite de travail vendredi 7 août, avec six jours de retard dus à des problèmes techniques, aujourd'hui totalement résolus selon l'Agence spatiale européenne (ESA). Largué dimanche 2 août par la navette américaine Atlantis après quelques difficultés de transmissions, ce laboratoire autonome récupérable n'avait pas pu être propulsé, comme prévu, sur une orbite plus haute de 100 kilomètres, en raison d'une mauvaise orientation de l'engin (le Monde du 4 et du 5 août).

Les techniciens de l'ESA ont établi que l'anomalie provenait d'un mauvais calibrage des senseurs solaires et terrestres servant au positionnement de la plate-forme, mais que les instruments au trouvant à bord n'étaient pas en cause. Les corrections effectuées, les moteurs d'Eureca ont été mis à feu jeudi 6 août, à 12 h 27 (heure de Paris), propulsant la plate-forme sur une orbite elliptique variant entre 465 et 507 kilomètres d'altitude, qui devait être rendue circulaire à 507 kilomètres vendredi.

ENVIRONNEMENT

La justice suspend les travaux de l'autoroute de Saint-Germain

A la demande des associations de défense de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), le tribunal administratif de Versailles a ordonné, mercredi 5 août, l'arrêt des travaux de construction de l'autoroute A 14. Cet ouvrage, qui est la première autoroute urbaine française à péage, doit relier la Défense à Orgeval, pour soulager l'autoroute de l'ouest.

Long de 20 kilomètres environ pour un coût de 2,4 milliards de francs, le tracé projeté traverse des zones ultra-sensibles, franchit le Seine sur un viaduc et pénètre sous le territoire de Saint-Germain, desservant la Nôtre et classée monument historique. Les associations d'habitants et les élus s'opposent depuis des années non pas au projet, mais à ses modalités de réalisation. Aussi M. Michel Péricard, maire RPR de Saint-Germain, a-t-il aussitôt exprimé sa « satisfaction ». La décision du tribunal administratif de Versailles, purement conservatoire, ne préjuge pas de la décision finale.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 8 août

Carnac, 20 h 30 : tableaux, mobilier. Cesson-sur-Loire, 14 h 30 : bibelots, mobilier. Dieppe, 20 h : automobiles. Dinan-les-Bains, 21 h 30 : mobilier, objets d'art. Fécamp, 20 h 30 : mobilier, objets d'art. La Baule, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. 20 h 30 : tableaux, objets d'art. Argentière, Saint-Jean-le-Blanc, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Dimanche 9 août

Avranches, 14 h : cuivres. Bréhal-les-Bains, 15 h : tableaux. Dinan-les-Bains, 21 h 30 : mobilier, objets d'art. Dol, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Fécamp, 15 h : bijoux, tableaux. La Baule, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. 20 h 30 : argenterie, tableaux. Montpérian, 14 h : cartes postales. Provins, 14 h : archéologie, mobilier. Saint-Jean-le-Blanc, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Foires et salons

Allanche, Foire-musée, Brionne, La Baule, Concarneau, Saint-Mélor-des-Andes, Yeuville.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION

CULTURE

L'Été festival

Salzbourg

Lumière d'août

Peter Stein commence avec « Jules César » un cycle Shakespeare

SALZBOURG

de notre envoyée spéciale

As fond, la paroi d'un rocher gris et rugueux dans lequel sont découpés des arceaux à colonnettes. Au-dessus, on aperçoit des fondations de maisons. Un escalier de marbre conduisant à une plate-forme prend toute la largeur panoramique de la scène.

Côté jardin, un arbre maigre se dresse, nuageux. Le décor de *Jules César* - dû à Dionisio Fotopoulos - complète et éprouve la configuration du théâtre à ciel ouvert de la Festspielhaus de Salzbourg, dans la mise en scène de Peter Stein. Le metteur en scène revient à Shakespeare après *Titus Andronicus*, qu'il avait réalisé avec des comédiens italiens en 1989. Entre les deux, il a monté la pièce de Koltès, *Robert Zucco*, à la Schaubühne de Berlin. Le responsable du théâtre au festival de Salzbourg s'inscrivant à la violence de la mort et à son mystère.

Pour quelles raisons Cassius est-il obsédé par le désir de tuer César et même d'être une conjuration dans laquelle il tient à exécuter Brutus? Pour quelles raisons Brutus, ami, protégé de César, se laisse-t-il convaincre? La raison donnée est simple, un peu trop simple: César, dit-on, a l'intention de se faire couronner roi.

Les conjurés sont d'ardents défenseurs de la république. Pourtant, ils s'ont d'autre projet que d'assassiner César.

Après le meurtre, Peter Stein les montre « interdits », au sens que Racine donnait à ce mot. Ils demeurent figés dans des poses emphati-

ques, ridicules et menaçants. Quand arrive Marc-Antoine, qu'ils ont épargné, il doit évoluer parmi ces postures levées; il s'arrête, cache son visage devant le cadavre, hurle sa détresse, bouleversé et furieux, avant de « jouer » la peine et la fureur pour le peuple assemblé, qui va le suivre.

Ainsi, les conjurés laissent se déclencher la guerre civile qui les emportera, comme elle emporta les rêves de république. Ainsi est né l'Empire romain.

La pièce va son chemin de façon quasi linéaire. Les actions s'enchaînent avec l'évidence absolue des conduites suicidaires. Shakespeare parle de dictature, d'ambitions, de trahison. Il montre et démonte l'effacement complet des comportements, l'enchevêtrement de l'irrationnel et de la logique.

Une simplicité virtuose

C'est ce que Peter Stein met en scène. Il peuple le plateau d'ouvriers en casquette bleue, se déplaçant en assemblés parfaits comme dans le cinéma soviétique - les personnages principaux portent des toges sur des vêtements contemporains.

Ils arrivent de partout, composent des masses moutonnaires et hargneuses qui noient la scène et se retirent, laissant les héros à leur solitude. Celle des hommes de pouvoir quand ils ont à prendre des décisions définitives, quand ils se réfugient derrière des « raisons objectives » pour ne pas reconnaître leurs vertiges.

Sur cet espace immense, Peter

Stein installe des moments d'intimité, pendant lesquels les personnages semblent brièvement reprendre pied avant de continuer à glisser au fond d'eux-mêmes.

Malgré les scènes de foules, il refuse les grands effets; joue sur les variations de la lumière naturelle, qui vont du doré à la clarté froide: le spectacle commence à 15 heures et dure trois heures et demie.

Peter Stein crée des ambiances d'aube et des contrejourns plus ou moins complètement la scène. Quand le toit est fermé, c'est la nuit totale. Le seul éclairage est une torche.

La nuit suit les présages avertis: César du danger: tonnerres, feux de Bengale rouge sous les arcades, lucioles tombant en pluie. Comme dans *Oresteie*, Peter Stein travaille sur la nature des machines rudimentaires.

Il évoque le style péloponnais de brèves citations musicales. Pendant la bataille, les contractions en cascade se poursuivent, les cadavres jonchent le sol, puis se relèvent et repartent se battre. Puisque aussi bien c'est une guerre civile, les soldats portent le même uniforme, sont interchangeables.

Antoine conclut son magnifique envol lyrico-déclamatoire sur le cadavre de César en dévoilant son corps nu, exsangue et zébré de cicatrices, offrant au peuple le choc d'une image émotionnelle, et quand le fantôme vient hanter Brutus, s'élevant lentement d'une trappe dans une robe blanche, il ressemble aux peintures du dix-neuvième siècle.

Même au bord de l'ironie, Peter Stein maintient hauteur et tension, et la force, la vigueur d'une simplicité virtuose. Il laisse aller les personnages jusqu'au fond de leurs contradictions. Qui est César? Un tyran potentiel, un chef sur le déclin? Pourquoi refuse-t-il les avertissements des dieux et de son entourage? Par défi arrogant à la mort? Par désir de la mort? Par orgueil de se croit aimé et invulnérable? Quand Antoine est-il sincère? Quels sont les sentiments réels de Brutus envers César, envers Cassius, envers Antoine, son double lumineux? Est-ce que, pour ce héros méditatif, frère d'Hamlet, le seul fait d'agir n'est pas la transgression suprême.

Peter Stein juxtapose les vérités contradictoires, laisse ouverte la pièce aux multiples interprétations sans même évaluer la dimension homœopathe de ces hommes qui tuent comme on aime dans un enlacement, détruisent en César l'objet de leur fascination, et par là, s'auto-mutilant, deviennent incapables de se donner la mort, demandant à un compagnon effrayé de tenir le glaive contre lequel ils se jettent.

Comme toujours avec Peter Stein, la mise en scène est d'une redoutable intelligence, le jeu d'ensemble d'une cohérence impitoyable. Gert Voss (l'inoubliable Shylock de Peter Zadek) est Antoine, Thomas Holzmann est Brutus, et tous les deux sont fantastiques.

C.G.

Périgueux

Le corps en cage

Avec la chorégraphe Yvette Bozsik le festival de mime s'ouvre à tous les arts



Yvette Bozsik dans « Living space ».

PÉRIGUEUX

de notre envoyée spéciale

Elle est nue dans un parallépipède fermé, aux parois transparentes. Elle y est à l'étroit. On étouffe pour elle dès les premières secondes. Son corps est couvert de traces brunâtres, bleues par endroits. Ses cheveux enfouis sous un bonnet en plastique lui donne l'air d'être chauve. Ses doigts, à l'exception des pouces, sont prolongés de griffes métalliques noires. D'une plastique irréprochable, elle est repoussante et très belle. Pendant trois quarts d'heure, elle va

explorer toutes les possibilités du lieu, se dépliant peu à peu, s'étriant et dévoilant un corps érotique, canaie. Elle s'appelle Yvette Bozsik. Elle est Hongroise et la compagnie qu'elle dirige, avec le metteur en scène et compositeur György Arvai, a un nom irrésistible: The Collectif of Natural Disaster. Elle était invitée à Mimos, le Festival international de mime de Périgueux, dont le directeur artistique est le Tchèque Peter Bu, réfugié en France en 1968.

Yvette Bozsik est capable de faire le pire avec des yeux trop bleus d'enfant trop blonde. Le monstrueux, l'enfermement, l'homme proche de la bête, paraissent pour l'instant ses thèmes de prédilection. On l'avait vue, il y a cinq ans, à l'Espace Kiron; chaque partie de son corps dansait avec un carré rempli d'eau. On se souvient encore avec quelle énergie masochiste elle y précipitait sa tête.

Question masochisme. *Living Space*, ce spectacle où elle est en cage, peut être vu au premier. Pourtant on peut y trouver des traces de complaisance dans la manière de s'écrouler. Mais l'ensemble révèle une grande force et une grande innocence, bien soutenue par la musique d'Arvai. Yvette Bozsik donnera également *Originator*: une pièce sur la maternité. Une réponse féminine au *Terminator*, destructeur de l'homme.

Le Semola Theatre, prix de la critique de Mimos 1990, une compagnie très proche de l'esprit du cirque, est moins convaincante. *In Concert*, la pièce qu'il jouait, traite de la destruction, vue à travers les œuvres de grands compositeurs, tels Wagner, Mahler... Les femmes y sont nues ou la poitrine à l'air, le feu crépite, les pétards éclatent sous les bancs des spectateurs. La mise en scène est trop fragmentée. Si les risques pris effraient parfois - ainsi cet homme qui saute de plus de 6 mètres de haut dans un bassin de 1 mètre de circonférence - si le numéro de trapèze des deux condamnés est audacieux, le travail d'expression, de placement du corps, mériterait plus de rigueur.

Peter Bu veut ouvrir sa manifestation « au corps sous toutes ses formes, notamment faire côtoyer le mime et la danse. Les barrières politiques tombent, il en est de même entre les arts du théâtre ». Aussi les chorégraphes, Caterina Segna (Italie) et Nicole Mossoux (Belgique) se produisent-elles à Périgueux. Ainsi que les trois artistes qui constituent le *Sofa trio*, formés par le chorégraphe Josef Nadi, Hongrois, travaillant en France, présent à Mimos, en 1989.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Mimos, jusqu'au 12 août. Originator, de Yvette Bozsik, le 8, au Palais, 19 heures. Cie Laskal Dukic, jusqu'au 11, place Saint-Louis, 20 heures. Le *Sofa Trio*, le 10, la Visitation. Nicole Mossoux, centre culturel de Bouleazeau, le 12, 19 heures. Tél. 42-95-08-15.

PARIS QUARTIER D'ÉTÉ

Concert Exceptionnel de clôture 110 musiciens Orchestre des jeunes de la Radio-Télévision Nationale japonaise NHK

Samedi 8 août - 20 h 30 Cirque d'Hiver

GOERSHWIN - BEETHOVEN TOYAMA - VERDI Direction: Louis LANGREE Piano: Reiko NAKAGAKI Renseignements: 40-28-40-33

Un entretien avec le metteur en scène

« Chercher le centre de gravité du théâtre »

SALZBOURG

de notre envoyée spéciale

Jules César est avec *Othello* la pièce la plus difficile de Shakespeare, dit Peter Stein. J'en ai fait l'adaptation d'après la vieille traduction allemande traditionnelle. J'ai également adapté *Coriolan* que Deborah Warner doit monter en 1993. Je fais office de dramaturge, de lien avec les acteurs, car elle ne parle pas l'allemand. J'espère qu'elle apprendra un peu d'ici là.

« J'aime travailler sur la structure des pièces. Nous disposons de tant d'informations pour connaître et comprendre le chemin des auteurs, leur état d'esprit, l'état du monde dans lequel ils ont vécu. On s'en est passé pendant des siècles et on a fait du bon travail, mais pourquoi aujourd'hui ne pas s'en servir? On a souvent monté *Jules César* en évoquant Hitler, Franco ou les dictatures latino-américaines. On m'a parlé de la guerre civile en Yougoslavie... Je refuse. Je veux que la guerre en Yougoslavie s'arrête et alors mon spectacle sera plus beau. Actualiser *Jules César* amène à couper la moitié du texte, en général à la fin, au moment où la mort redonne une dignité aux hommes. Il y a un âge où l'actualisation est une étape nécessaire, on ne va pas continuer jusqu'à quatre-vingt-trois ans.

« Ce qu'il nous faut chercher, c'est le centre de gravité du théâtre. Le XX^e siècle a ouvert toutes les portes dans toutes les directions, très bien. Mais nous devons nous rappeler que le théâtre existe en lui-même, et sous peine de la perdre, le désintégrer de ses épigones. Nous devons savoir d'où il vient, car ses buts artistiques. C'est ainsi que procèdent les grands hommes de théâtre. Je ne suis pas un grand homme de théâtre, mais je veux « aller plus loin avec les grands chiens », proverbial allemand.

« Cette obsession est née avec *Oresteie*. Pour la première fois, j'avais l'impression de commencer à comprendre. J'apprends le russe pour en faire la mise en scène à Moscou, dans une version simplifiée techniquement. Là-bas, le moindre clou pose un pro-

blème. Ici, à Salzbourg, les problèmes ne manquent pas non plus. Le Festival fonctionne, il est efficace, mais je n'ai pas assez d'argent pour le personnel permanent nécessaire à mes projets de programmation: deux créations, deux reprises et *Jedermann* de Hofmannsthal, inscrit au programme depuis la création du Festival. « Si le succès vient, on le saisi dans quelque temps - je pourrai consolider ma position.

« J'ai besoin du long terme »

« Avant *Oresteie*, j'avais mis en scène *Antichità* Projekt, montage de textes archaïques, travail sur la naissance de la tragédie et de la comédie. Avant *Titus Andronicus*, j'ai mis en scène *Othello* de Verdi, et encore avant *Shakespeare's Memory*, travail sur la structure des comédies de Shakespeare, parce que j'avais monté un *As You Like It* qui ne me plaisait pas.

« J'ai besoin du long terme, la Schaubühne est le seul endroit où c'était possible. Ce n'est plus pour moi, j'ai été licencié. Oui, j'en ai beaucoup souffert. J'avais mis en route le projet du second Faust il y a trois ans. Quand Andrea Brecht a été nommé à la direction, je lui en ai parlé. C'est un projet immense. Je voulais réunir les trois salles, y disposer plusieurs aires de jeu, partager le texte en trois parties, faire en somme trois mises en scène, il fallait trouver de l'argent pour le reste de la programmation, et imaginer comment l'organiser. Finalement, on n'a pas trouvé l'argent, elle a mis sa démission immédiate dans la balance, et les acteurs l'ont suivie. On ne devrait jamais leur parler d'un projet trois ans à l'avance, ils se perdent le désir. C'est vrai, c'était difficile, fatigant, mais c'était faux.

« Je pourrai peut-être reprendre le projet là, dans une ancienne usine de sel (Salzbourg, ville du sel) à une vingtaine de kilomètres, devenue monument désert. On a démantelé une des salles et on y donne des lectures. Il en reste beaucoup d'autres à aménager... En tout état de cause, ce ne sera pas avant deux ou trois ans. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

La Roque-d'Anthéron

Figures de styles

Cinq pianistes de haut vol dans le parc de Florans

LA ROQUE-D'ANTHERON

de notre envoyée spéciale

Depuis l'ouverture du festival, le 1^{er} août, cinq pianistes se sont succédés sur la scène du parc de Florans. Chacun représente une approche du clavier et de la musique qui ne doit ni à la fois du temps ni à une quelconque tradition. Même s'il est possible de rapprocher Nelson Freire de Joseph Hoffman et de Guionar Novas, de la sensibilité vocale et du fini pianistique du jeu de ces grands d'aujourd'hui, François-René Duchable de Wilhelm Backhaus dont il a l'aissance et l'indifférence royale à la mise en valeur des détails expressifs qui font frissonner le public; Zoltan Kocsis de Sviatoslav Richter et d'Annie Fischer pour son peu de goût pour les recherches de couleur et sa volonté de réinventer les œuvres jusque dans les temps qu'il adopte; Rafael Orozco et Joaquín Achúcarro... de personne.

Il y a longtemps que nous n'avions pu entendre Zoltan Kocsis jouer en direct. Ce pianiste de quarante ans, chef de file de la jeune génération hongroise du piano, se produit peu en France, et jamais avec orchestre, alors qu'il se fait applaudir dans le monde entier: « C'est pas de ma faute, nous n'en avons pas demandé plus à mon âge », dit-il. Après avoir entendu dans *Télévie op. 8/6*, les *Quatre Bagatelles op. 6* de Bartok, les *Sonates op. 2/1* et *Pathétique* de Beethoven, le *Premier Impromptu op. 90* de Schubert et la *Polonaise-Fantaisie* de Chopin, le 3 août, on ne peut que s'interroger sur les raisons qui l'éloignent des salles françaises.

Il entre sur scène d'un pas décidé, s'assoit, attend, l'air chifflonné, que les derniers retardataires s'installent, que les gradins métalliques se « taisent ». Il plonge alors dans le clavier avec une énergie brute, dans le meilleur sens du terme. Anstère, son jeu

Précision. - Un pluriel malencontreux a déformé un paragraphe de l'article relatant la démission de M. Béval, directeur général de l'Opéra de Paris (le Monde du 7 août). C'est évidemment M. Béval qui n'a pas été associé à la décision de reporter la date butoir des négociations sur les conventions collectives de l'Opéra de Paris. C'est donc lui qui s'est considéré dévoué par M. Bergé, président de l'établissement, aux yeux des syndicats.

est, qui ne sacrifie à aucune jeunesse: « *Qui m'aime me suive* », semble-t-il nous dire. Et dans Bartok nous avons une difficulté à l'armement. La netteté de sa frappe, la solidité inébranlable de sa rythmique, sa capacité à changer d'atmosphère en une fraction de seconde, sans sacrifier au pittoresque, s'imposent avec une puissance de conviction qui ne laisse pas place au sentiment critique.

Pour apprécier son Beethoven, il faut, en revanche, tenter de faire table rase de ce que l'on a entendu dans les deux sonates qu'il joue. Difficile parfois. Kocsis attaque presto l'*Allegro* qui ouvre la *Première Sonate* ainsi que l'*Allegro* du premier mouvement et le finale de la *Pathétique*. Ses nuances dynamiques se limitent au piano, au mezzo-forte et au fortissimo. Et si sa technique lui permet de soutenir ces tempos démentiels, l'on aimerait qu'il crève davantage ses phrasés, qu'il se laisse gagner par la beauté des harmonies... ce qu'il fait dans les mouvements lents avec une qualité d'inspiration qui tient l'auditoire en haleine.

Le chant

de Rafael Orozco

Cette approche, qui peut laisser de marbre, se justifie pourtant: ces deux sonates de jeune Beethoven se ressentent encore du clavier, de son écriture par plan sonore. Sur la page de garde de leur première édition, n'est-il pas écrit: « Pour clavier ou piano-forte »?

Peut-être est-ce cela, un grand interprète, un musicien qui bouscule ses auditeurs dans leurs certitudes.

Le style de Rafael Orozco, qui jouait le lendemain soir, peut au premier abord paraître moins original, même si l'*Alberca* d'Albeniz s'est imposée dans le monde entier dans la seule interprétation d'Alcía de Larrocha, même si Orozco joue le grand œuvre d'Albeniz sans jamais sacrifier, contrairement à sa glorieuse consœur, au culte du beau piano cultivé en tant que tel. Il ne faudrait jamais sous-estimer la maîtrise technique d'un pianiste: c'est le moins que l'on puisse attendre d'un interprète professionnel. Mais *Alberca* est l'un de ces monuments qui exigent de leur interprète une telle variété d'attaques, une telle profusion de couleur, des nerfs si solides, un esprit si délié pour en restituer la polyphonie et les superpositions rythmiques que rendre compte d'une interprétation revient à dresser le catalogue des possibilités du pianiste qui se risque à la jouer.

ALAIN LOMPECH

(1) Rafael Orozco vient de publier l'intégrale d'*Alberca*: 2 CD Valois-Arvidis.

► Prochaines concerts: récital Schubert, Schumann, Brahms, par Elisso Virsaladze (le 8, à 21 h 30); concert-lecture « Présentation d'un harmonium d'art japonais » (le 9, à 11 heures et à 15 heures); récital harmonium et piano-forte, par Joris Vardin et Jos Van Immerseel (18 heures); récital Schubert, par le duo Crommeynynck (21 h 30); concert Mozart, Beethoven, Haydn, par l'Orchestre de chambre Haydn austro-hongrois, Adam Fischer (direction) et Jean-Marc Lufesada (piano) (le 11, à 21 h 30). Renseignements et location: tél.: (16) 42-50-51-15 et 51-16.

سبحان من لا يحد

LES XXII^{es} JEUX

OLYMPIC

Kevin Young

L'indifférence

La France entière avait ricané et avait fait ricaner. C'était un matin de septembre 1988 en Corée du Sud. Pascal Boucherit et Philippe Boccara devaient participer à une demi-finale de la course en ligne des kayaks biplaces sur 1 000 mètres. Ils étaient vice-champions du monde en titre de la distance et rien ne semblait pouvoir entraver leur progression vers le titre olympique. Leur qualification ne devait être qu'une formalité. Or, ils avaient été éliminés sans remission : ils étaient arrivés en retard au départ de la course. Comment avaient-ils pu manquer le rendez-vous pour l'échéance qui constituait l'aboutissement d'années d'efforts, la consécration d'une brillante carrière ? Pascal Boucherit et Philippe Boccara faisaient bande à part. Personne à la Fédération de canoë-kayak ne les supervisait. Ils devaient se débrouiller seuls. Leur destin olympique était entièrement entre leurs mains. Il leur échappa pour une brouille : ils omettent de vérifier l'horlaire des courses. Une épreuve féminine avait été supprimée. Leur demi-finale avait été avancée. Ils se relaxaient encore quand ils auraient dû être sur la ligne de départ. Leurs efforts pour rattraper le temps perdu avaient été aussi vains que ceux du lièvre du bon Jean de La Fontaine.

Pascal Boucherit et Philippe Boccara avaient été les anti-héros des Jeux de Séoul. Leur longue amitié n'a pas résisté au ridicule de la situation. Cela ne collait plus entre eux. Aux championnats du monde 1989, ils ne se sont classés que septièmes. Ils se sont séparés. Philippe Boccara est retourné exercer la profession de chiropracteur à San-Diego (Californie). Il a couru après la gloire tout seul. Et en 1990, il a attrapé un titre mondial sur 10 000 mètres et une troisième place sur 1 000 mètres. L'Anglovin Pascal Boucherit a cherché un nouveau partenaire. Avec Bernard Brégeon, il a pris la quatrième place des mêmes championnats du monde.

C'était à Poznan en Pologne. Pascal Boucherit et Philippe Boccara ne s'étaient pas vus depuis des mois. Les rancunes mutuelles s'étaient estompées. Ils se sont résolus à rembarquer dans la même galère. C'était le seul moyen de faire taire les ricanements qu'ils croyaient toujours entendre derrière eux. Qu'il leur en fallait plus d'obtenir le meilleur. Ils avaient retenu la leçon de leur mésaventure à Séoul. Ils prirent comme entraîneur l'ancien champion du monde de descente, Claude Bénézit. Ils trouvèrent des solutions pour se préparer en dépit des 12 000 kilomètres qui séparaient leur lieu de résidence respectif.

Leur nouvelle association n'était pas appréciée de tout le monde. Lâché par Pascal Boucherit, Bernard Brégeon pensait qu'il formait, avec son nouveau coéquipier Olivier Berthou, une paire plus performante. Boccara et Boucherit répliquèrent en prenant la deuxième place - avant disqualification toutefois - des championnats du monde disputés à Vaires-sur-Marne en 1991. Tout redevenait possible. Du moins le croyaient-ils. Jeudi 8 août, leurs derniers espoirs de réhabilitation sont tombés à l'eau. Cinquièmes de la demi-finale qu'ils avaient ratée en 1988, ils n'ont pas été autorisés à s'aligner en finale. Après les quolibets de Séoul, ils ont à affronter à Barcelone une situation peut-être plus pénible, l'indifférence.

A. G.

La soirée d'athlétisme du jeudi 6 août a été presque entièrement américaine. Kevin Young a remporté le 400 mètres haies en pulvérisant le record du monde d'Edwin Moses en 48 s 78, dans une course où le Français Stéphane Diagana, quatrième, a encore amélioré son record de France en 48 s 13. Triplé des États-Unis au saut en longueur, où Carl Lewis a devancé Mike Powell et remporté sa septième médaille d'or en trois Jeux olympiques. Dans le 200 mètres, Mike Marsh s'est imposé chez les hommes tandis que Gwen Torrence l'emportait chez les femmes. Seuls le Tchèque Robert Zmelik, vainqueur du décathlon, et la Grecque Paraskevi Patoulidou, surprenante médaillée d'or au 100 mètres haies, ont réussi à contrecarrer cette domination.

Carl Lewis se dit trop croyant pour ne pas savoir déchiffrer les signes. Au moment où il se préparait pour son premier saut, une clameur s'est élevée dans le stade. Elle saluait un nouveau héros, Kevin Young, tombeau du record d'une vieille idole, Edwin Moses. Carl Lewis n'avait qu'à écouter la foule pour savoir que l'époque pouvait se montrer impitoyable avec les mastodontes. Il s'est donc élançé dos au mur, dans un concours qui n'était d'habitude que le post-scriptum de ses exploits précédents. Il a couru pour sauvegarder le dernier bastion de son empire rogné par son absence aux épreuves de sprint. Il a sauté pour sauver sa peau de héros fragilisé, pour repousser au culot la pression d'un adversaire menaçant. En touchant le sable, Carl Lewis ne savait pas encore qu'en cherchant à l'assommer

ATHLÉTISME : vainqueur pour la troisième fois du saut en longueur

Carl Lewis redevenu humain



d'entrée, il venait de tuer pour de bon ce concours.

Car jeudi soir, Carl Lewis n'aura pas affronté Mike Powell. Il l'aura simplement croisé. Powell s'est réveillé quand Lewis s'est assoupi. Le recordman du monde a commencé à montrer les dents quand le champion olympique se mettait à mourir ses prises d'appel. A Tokyo, les deux athlètes avaient eu à se faire la courte échelle pour atteindre le plus élevé des records.

Une troisième arche dorée

La performance inouïe de Mike Powell était née d'une course-poursuite livrée dans des conditions idéales. A Barcelone, le public espérait qu'ils arracherait d'autres Grails. Ces 9 mètres, ces 9,14 mètres qui correspondent aux 30 pieds des Anglo-Saxons, que tous deux se disaient capables d'atteindre. Le vent sûrement, peut-être aussi la perspective de

cette médaille d'or qui sait élan-cher bien des soifs de records, ne l'ont pas permis.

Les deux hommes se sont attribués chacun une extrémité de ce concours qui traînait en longueur. Et l'émotion de Tokyo avait cédé la place à une mince suspense lorsque Mike Powell s'est élançé pour son dernier bond. Prostré sur le sol, il avait imploré le ciel en vain. Le champion du monde s'écroulait à nouveau devant celui qui l'avait battu tant de fois, pour 3 maigres centimètres.

Sur cette fine langue de sable, Carl Lewis venait tout de même de construire la troisième arche d'un pont doré entre Los Angeles, Séoul et Barcelone. Ces 3 centimètres lui avaient suffi pour coiffer un triplé américain et obtenir un troisième titre olympique consécutif du saut en longueur. Mais, paradoxalement, au moment où il comptait son palmarès de médailles, en juin, le personnage Lewis semblait avoir pris une nouvelle épaisseur. Le champion

l'athlète s'était édifié patiemment un piédestal d'or. Il contemplait le monde avec une pointe de dédain. Jeudi soir, pour conquérir l'une de ses dernières médailles d'or, récompense d'une longévité exceptionnelle, Carl Lewis fut bien obligé d'en descendre.

Dans ce concours sans souffler, dans ces Jeux où les grands rendez-vous finissent toujours par décevoir, seule sa victoire aura su créer l'émotion. C'était celle d'un homme qui sait que le temps est proche où il devra quitter les pistes. Jeudi soir, le champion semblait même déjà sur le départ. Il aura passé plus de temps à admirer d'autres exploits qu'à se concentrer sur les siens. Il a salué les victoires de ses compatriotes, en a rajouté dans le registre patriotique au moment des hymnes.

Carl Lewis, qui a toujours aimé attirer les regards, regardait d'autres jeunes héros commencer à lui voler la vedette. Dans ce stade dont il fut longtemps le centre, il ne semblait déjà plus tout à fait chez lui. Lorsqu'il a voulu célébrer sa victoire, il lui a ainsi fallu négocier son tour d'honneur avec des officiels rétifs.

Partager la gloire

Carl Lewis s'était mis en tête de lancer une « ola » dans le public. Au temps où il était intouchable, le geste aurait paru cabot. Jeudi soir, il sonnait juste, l'éclosion d'un champion joyeux comme un gamain, et qui remerciait le public de se soucier encore de lui. Les spectateurs l'ont remercié poliment, pour l'ensemble de son œuvre d'athlète, pour cette soirée-là. « Je suis un athlète comme les autres », clamait-il comme pour que l'on ne relativise pas sa nouvelle victoire par l'absence du record espéré.

Entre son triomphe de Tokyo et sa déconvenue des sélections américaines, en juin, le personnage Lewis semblait avoir pris une nouvelle épaisseur. Le champion

continue bien sûr de s'apprécier à sa juste valeur. Mais à trente et un ans, l'athlète a réalisé que sa vie ne pouvait désormais se limiter aux bandes blanches des pistes. Carl Lewis réclame de plus en plus à parler d'athlétisme. Il se pique désormais d'un nouvel intérêt pour la politique. Il demeure intraitable sur sa société, fondée avec ses amis athlètes du Santa Monica Track Club, qui conçoit et commercialise des vêtements sportifs haut de gamme qui n'échappent pas toujours au mauvais goût. « Imaginer un nouveau vêtement donne autant de satisfactions que battre un record du monde, dit-il aujourd'hui. Il rêve de se lancer dans le cinéma, après ses tentatives musicales avortées.

Carl Lewis semble surtout s'être rendu compte qu'autour de sa personne, le monde existe. Il ressemble de plus en plus à un vieux sage, assis au sommet de sa gloire, et tout à coup décidé à la relativiser. Il demeure une star, mais joue désormais sur la profondeur des paroles, souvent justes, qu'il prononce, et sur la complexité de son personnage. Il sait que ce sont les principaux moyens de se différencier de ces nouveaux héros qui veulent envahir l'olympisme, en misant sur l'apparence.

En gagnant sa septième médaille d'or, Carl Lewis s'est ainsi rappelé aux bons souvenirs de ces vedettes qui cherchent à l'évincer comme un vestige du passé. Et il ne compte tout à fait s'arrêter là. Carl Lewis garde encore à l'esprit ce record du monde de la longueur qu'il n'a pu s'offrir jeudi. Il envisage de nouveau duels homériques avec Mike Powell, avant de prendre sa retraite - probablement après les prochains championnats du monde, dans un an. Et il espère encore glaner une dernière médaille d'or dans l'épreuve du relais 4x100 mètres. Partager sa gloire en court n'a jamais gêné.

JÉRÔME FENOGLIO

Gwen Torrence confirme

« L'imprécatrice »

Les finales masculines et féminines du 200 mètres ont été respectivement remportées, jeudi 6 août, par les Américaines Mike Marsh (20 s 01) et Gwen Torrence (21 s 81). A l'issue de cette course, la nouvelle championne olympique a confirmé qu'elle soupçonnait de dopage sa compatriote Gail Devers et la Russe Irina Privalova, classées première et troisième de la finale du 100 mètres, où elle avait dû se contenter de la quatrième place.

Gwen Torrence est sans doute la mère de famille la plus rapide du monde. A vingt-sept ans, cette Américaine d'Atlanta est devenue championne olympique du 200 mètres. Avant de s'élançer pour le traditionnel tour d'honneur avec la bannière étoilée, son premier geste de bonheur a d'ailleurs été de prendre dans ses bras Manley, son fils de deux ans et demi. Ce n'est pourtant pas pour ce geste mais par ses déclarations qu'elle vient de mettre les milieux de l'athlétisme en émoi.

Quatrième de la finale du 100 mètres, Gwen Torrence avait laissé entendre, aussitôt après l'arrivée, que deux des concurrentes qui la précédaient avaient recours au dopage. Proférés sous le coup d'une grande déception, ces propos auraient pu ne pas être retenus si l'athlète américaine n'avait pas déjà porté des accusations qui s'étaient avérées. Après les championnats du monde de Tokyo en 1991, où elle avait été battue sur 100 et 200 mètres par l'Allemande Katrin Krabbe, Gwen Torrence avait déjà soupçonné son adversaire de dopage. « J'avais réalisé après coup et j'étais furieuse, raconte-t-elle. J'étais convaincue qu'elle m'avait battu d'une façon pas propre. Les contraires de ces derniers mois m'ont donné raison. On ne se dope pas après un championnat du monde. Ce sont deux médailles d'or que je n'aurai jamais. »

Les propos tenus par Gwen Torrence à l'arrivée du 100 mètres de Barcelone avaient d'autant plus semé le trouble qu'elle n'avait pas voulu nommer les deux athlètes qu'elle accusait. Assise à côté de la

Jamaïcaine Juliet Cuthbert, deuxième du 100 mètres, pour la conférence de presse du 200 mètres, Gwen Torrence ne pouvait pas se dérober. « Je suis désemparée d'avoir froissé les sentiments de quelqu'un que j'aime beaucoup, dit-elle. Ce n'est pas Juliet que j'avais à l'esprit. »

Depuis ses premières déclarations, l'Américaine avait prévenu la Jamaïcaine qu'elle visitait Irina Privalova et Gail Devers, l'épouse de Bob Kersee, Pygmalion de deux des reines des Jeux de 1988, la triple médaillée d'or du sprint Florence Griffith-Joyner et Jackie Joyner-Kersey, son épouse, championne de l'heptathlon à Séoul et à Barcelone, l'entraîneur américain façon des athlètes féminines qui se ressemblent étrangement avec des muscles des jambes et du fessier hypertrophiés.

Cinquième du 100 mètres et sixième du 200 mètres à Séoul, Gwen Torrence avait déjà dans des doutes sur la préparation de la championne olympique, sans faire nommément référence à Florence Griffith-Joyner. « Ce n'est pas possible qu'une personne puisse courir naturellement en 10 s 49 et 21 s 34 (les records de l'Américaine sur 100 et 200 mètres), disait-elle. Ce n'est pas humainement possible pour une femme. » Malheureusement pour sa démonstration, Flojo s'était retirée en 1989 sans avoir subi de test antidopage positif.

Informé des propos que Gwen Torrence tenait de nouveau sur une autre de ses protégées, Bob Kersee a vaivement tenté de « ventiler la zizanie » dans la conférence de presse du 200 mètres. La chute de Gail Devers dans la finale du 100 mètres haies qui suivait allait lui fournir l'occasion de se rattraper. L'entraîneur a eu une entrevue avec le directeur technique de la Fédération américaine d'athlétisme. « J'ai insisté sur le fait qu'il était déplorables de laisser se répandre de telles rumeurs, dit-il. C'est à l'équipe américaine de répondre à une déclaration aussi publiée sur la base des résultats des tests. Aucune de mes athlètes n'a échoué les tests. Ces déclarations relèvent de la délation. La Fédération internationale d'athlétisme doit veiller à interdire ce genre de déclarations sans preuve sur le dopage. »

Fait nouveau depuis le début des Jeux de Barcelone, les athlètes, sui-

Acte manqué

Couloir numéro deux : une miraculée. L'Américaine Gail Devers. Elle n'est ni très grande ni très lourde et son entraîneur est Bob Kersee, le tortionnaire du muscle. Juste après avoir battu son premier record en juin 1989, elle est tombée gravement malade. Son père est pasteur, adepte de la théologie de la punition. Il lui dit toujours que rien n'arrive par hasard. Chaque événement a ses « raisons ».

L'Américaine revient d'une maladie qui l'égarait longtemps la médecine. Les uns ont incriminé le stress, les autres le mariage. Malgré les migraines et les troubles de la vue, elle a participé aux Jeux de Séoul. « Grâce à Dieu », pense-t-elle. Elle y a été disqualifiée en demi-finale à la suite d'un faux pas. Elle a peur de la loi de la répétition.

Tortures diverses

Un médecin a fini par déceler la maladie de Grave, une affection de la thyroïde. Presque par accident, après avoir lu l'exposé des symptômes d'une victime appelée George Bush, Devers a subi diverses tortures. L'opération, les rayons, et les effets secondaires des radiations : le sang qui apparaît au moindre frottement. Elle n'a jamais cessé de s'entraîner. Quand ses pieds se sont mis à saigner, elle a couru avec cinq paires de chaussettes.

Privée de course, elle s'est mise au vélo d'appartement. Privée de pieds, à se traîner à genoux. Et, un jour de mars 1991, il a été un instant question de l'empêcher définitivement de courir. De l'amputer. Après cet ultimatum, Devers, enfin correctement soignée, s'est remise à marcher.

L'Américaine est revenue au mieux de sa forme à Barcelone. Un an et demi après le calvaire,

elle a gagné le 1^{er} août la médaille d'or du 100 mètres. C'est un « miracle », dit-elle. Cinq jours après, elle attaque le 100 mètres haies en favorite. Elle sera la première Américaine à réaliser le doublé. Mais, depuis le 100 mètres, ses rivaux l'accusent ni plus ni moins d'avoir abusé de la chimie.

Couloir numéro cinq : une vaincue. La Grecque Paraskevi Patoulidou. Ses parents habitent une modeste banlieue de Thessalonique. Elle ne cesse d'améliorer ses performances mais elle a déjà de la chance d'être en finale. La championne du monde, Liudmila Narozhilenko, est blessée. Patou, c'est le naturel au galop. A peine porteur d'un noyau dans les cheveux. Elle a les mâchoires carées et, au coin de la bouche, une ride de travailleur. Et elle a épousé un haïtrophile qui a fini huitième aux Jeux de Moscou dans la catégorie des plus de 110 kilos. Il s'occupe d'elle. Elle a des épaules de nageuse et des biceps de lanceur de disque.

Patoulidou ne pratique l'athlétisme que depuis six ans. Elle a essayé le saut en longueur, puis le 100 mètres, et un entraîneur lui a conseillé les haies, comme en désespoir de cause. Elle n'a jamais battu grand monde dans de grandes compétitions. Mais en 1987, aux championnats du monde de Rome, elle a acheté un ours en peluche, qui ne la quitte plus, la chance non plus. Elle visait l'accession en finale. Après sa qualification, elle a déjà fait un quasi-tour d'honneur.

Nouvième haie. Gail Devers est largement en tête. Elle va tellement vite, dit-elle, en foulées si allongées qu'elle en arrive trop tôt et que le talon de sa jambe d'attaque heurte la diadème haie. Erreur qu'elle ne commet « jamais », ce doit être ce que l'on appelle un acte man-

qué. Elle arrache encore cinq, six foulées à son corps déséquilibré, il faut finir pour conjurer Séoul. Elle chute sur la ligne, en cinquième position. Et restera longtemps abasourdie à regarder sur l'écran le film de sa victoire acquise, et brutalement amputée. Avant de se retourner et d'applaudir Patoulidou. Gail Devers est fair play.

Athènes tient sa revanche

Mais Patou n'y est déjà plus. Elle a fini à foulées de géant, pulvérisant son record personnel, et si on ne la retient pas elle va pulvériser tout le stade. A contre-courant, elle gambade en criant. « J'ai gagné ! J'ai gagné ! » Sa voix et sa joie éclatent dans les couloirs du stade. Elle cherche son mari, qui « sanglote » isolé dans son coin, pense-t-elle. Mais non, il n'est pas seul. Il a le crâne un peu dégarni, l'athlétisme, et un immense T-shirt qui recouvre tant bien que mal kilos, sueur et stupeur.

Patou rit. Patou pleure. Envahie par l'hymne, le drapeau, le stade, la fierté. C'est une victoire pour la Grèce, dit-elle, le poing rageur, la Grèce dont elle est la première championne olympique d'athlétisme depuis 1912. Une fête nationale, toute une revendication ; avec Patoulidou, l'anti-impérialisme a sa médaille. Les Américains « se croient invincibles ». Ils ont choisi Atlanta au lieu d'Athènes, berceau de l'olympisme, pour les Jeux du centenaire. Athènes tient sa revanche. Sparte est mise en échec. Patoulidou monte sur le podium avec son ours en peluche. Le miracle grec, au 100 mètres haies, l'a emporté sur le miracle américain.

CORINE LESNES

OLYMPIQUES D'ÉTÉ

Le Monde • Samedi 8 août 1992 11

De nos envoyés spéciaux à Barcelone

Le record du monde du 400 m haies messieurs

Kevin Young, l'ombre de son maître

Un record du monde est tombé, jeudi soir, sur la piste rosée du stade de Barcelone. Il a été d'un coup, lourdement. Le public s'en est réjoui. Puis l'exploit a déprimé le stade. Et l'athlétisme a regretté que cet instant de gloire ait renvoyé vers le passé une tranches de sa vie qu'il souhaitait éternelle.

Un sublime tour de piste a précipité Kevin Young, longiligne Californien élevé au bon lait des universités américaines, au sommet de son monde. En début de soirée, il enjambe sans peine les six haies qui encombraient sa route. A l'arrivée, son bras se lève vers le ciel. Puis un long sourire d'extase déformé son visage. Et le temps le rend subitement euphorique : 46 s 78 au 400 m haies. Record du monde. Mieux que les 47 s 02 de l'incorruptible Edwin Moses en 1983, le double champion olympique, désigné par le sport comme l'un des plus illustres héros des batailles de la piste.

Kevin Young a effacé Edwin Moses. Superbe, a hurlé le stade de Montjuich. «Donnez-moi, à répondre la rumeur dans un long sursaut de regrets. Moses était un mythe. Une montagne de dons que la spécialité avait fini par admettre intouchable. Kevin Young ne manque pas de talent, mais ses épaules paraissent bien minces. Il va vite, se joue de chaque haie comme s'il s'agissait d'un simple jeu d'enfant, se permet, pratiquement et perfide, d'avancer en seulement douze foulées les

quatre premiers intervalles de son tour de piste. Il possède bien tout, donc, pour s'offrir le plaisir d'un beau record du monde. Tout, sauf l'essentiel, cette présence dans le stade qui inspire le respect et impose le silence.

Kevin Young a dépassé Edwin Moses. Les chiffres l'affirment et penchent déjà de son côté. La légende n'a que faire de ces subtilités du chronomètre. Moses l'inspirait, Young la laisse de marbre. C'est un contraste. Le premier des deux a surgi sur la piste sans se faire annoncer. En 1976, Edwin Moses a tout juste vingt ans lorsqu'il pose ses pas entre les haies du 400 mètres des sélections américaines pour les Jeux de Montréal. Il remporte l'épreuve. Puis en fait autant en finale olympique de L'Amérique le découvre et l'âme du premier regard.

Kevin Young, lui, patiente discrètement avant de toucher à la gloire. En 1988, il court déjà sur ses vingt-deux ans lorsqu'il rate la dernière marche qui conduit au podium des Jeux de Séoul. «J'ai fini quatrième, se souvient-il. C'était plutôt bien, mais pas exceptionnel.» Déjà, Moses le fascine et inspire sa technique. Il l'avoue sans honte : «Edwin a fait avancer la spécialité. Je lui dois beaucoup.»

La défaite, Edwin Moses la méprise si fort qu'elle n'ose que rarement le déifier du regard. La victoire le suit docilement à chacun de ses pas. De 1977 à 1987, il

ne perd pas une course. Il enfle patiemment un chapelet de cent vingt-deux succès consécutifs sur 400 m haies. Kevin Young apprend tout jeune à composer avec l'échec. L'an passé, il coince dans la dernière ligne droite en finale des championnats du monde. Seulement quatrième, il laisse le podium à des talents moins fragiles.

Edwin Moses avait pour habitude de ne jamais laisser le hasard s'incruster sous ses pas. En son temps, il avait bousculé le bon sens en avançant chacun des intervalles entre les haies en seulement treize foulées. Kevin Young suit à la lettre ce précepte du maître. «J'ai travaillé énormément ma technique. C'est même devenu une obsession. Mais aujourd'hui, je sais que je maîtrise à fond l'effort du 400 m haies. Je peux m'adapter à toutes les situations, changer de jambe d'attaque à n'importe quel moment et décider sur l'instant de la meilleure stratégie de course.» Edwin Moses se savait génial et laissait son talent décider seul de la tactique à suivre. Kevin Young se sert d'une vidéo pour corriger chaque défaut de ses courses.

Edwin Moses était à Barcelone, jeudi soir, il a vu Kevin Young le priver de l'honneur d'un record éternel. Il aurait pu en prendre ombrage. Il a pourtant choisi de s'en réjouir, convaincu que l'histoire retiendrait son seul nom.

ALAIN MERCIER

Stéphane Diagana, de record en record

La présence de deux Français en finale de 400 mètres haies était insoupçonnée avant le début des Jeux. Stéphane Diagana, vingt-huit ans, ancien champion d'Europe du 110 mètres haies, jouait les vieux néophytes sur cette distance. L'autre concurrent tricolore, Stéphane Diagana, vingt-trois ans, a amélioré trois fois en trois jours son record de France pour finir par échouer au pied du podium en 48 s 13, à

seulement trente et un centièmes du Britannique Kris Akabusi. Le jeune protégé de Fernand Urtecho estime qu'il pourra rapidement dépasser les trois concurrents qui sont montés sur le podium : «Ils ont de l'expérience, alors que moi, je suis le plus jeune.» Après Barcelone, Stéphane Diagana s'est fixé un nouveau pari : passer sous la barre des 48 secondes.

ses accusations de dopage

récidive

tout féminines, disent désormais tout haut, et même sans preuve, ce qu'ils se contentent d'entretenir de suggérer. Mercredi 5 août, Marie-Jo Péro, à peine son 400 mètres victorieux achevé, a dit que le record du monde de l'Allemande de l'Est Marita Koch était un record biologique. Jeudi Gwen Torrence affirmait que, «en 1985-1986, la situation était catastrophique aux Etats-Unis. Il était presque impossible d'obtenir sa sélection dans l'équipe américaine sans se doper. Aujourd'hui, il faut protéger les bons athlètes et ne pas hésiter à éliminer ceux qui trichent.»

Les trois médaillées du 200 mètres ont réclamé l'adoption

des analyses sanguines pour lutter contre le dopage avant les prochains Jeux d'Atlanta. Les trois championnes ont demandé aussi une application plus stricte et plus impartiale des sanctions pour les athlètes convaincus de dopage, en évoquant le cas de Katrin Krabbe. Juliet Cuthbert évoqua la partialité avec laquelle l'Allemande a été traitée : «Si ça avait été l'une d'entre nous qui avait été prise, elle aurait tout de suite été éliminée, comme Ben Johnson. Elle a bénéficié du doute parce qu'elle était le grand espoir blanc du sprint.»

GÉRARD ALBOUY

Des poursuites sont engagées contre l'entraîneur de Katrin Krabbe

BERLIN

de notre correspondant

«Katrin, pourquoi nous as-tu menti ?» interpellé vendredi 7 août le quotidien populaire allemand Bild. La nouvelle affaire (le Monde du 7 août) qui frappe la plus prestigieuse athlète de l'ancienne Allemagne de l'Est, championne du monde des 100 et 200 mètres à Tokyo, paraît devoir irremédiablement marquer la fin d'une star qui symbolisait la police sportive de haut niveau du régime communiste est-allemand.

Réintégré dans ses droits en juin dernier après avoir été suspendu pendant quatre mois pour manipulations de test antidopage, la championne du monde avait renoncé aux Jeux olympiques de Barcelone après une éphémère tentative de reprendre la compétition.

Beaucoup à l'Est voyait dans l'affaire Krabbe un nouveau complot des Allemands de l'Ouest contre les Allemands de l'Est. A vingt-deux ans, Katrin Krabbe pouvait encore espérer

remporter la péta. Que la championne se soit dans ces conditions une nouvelle fois fait surprendre par des contrôles à l'entraînement relève soit de la malice, soit de l'incapacité à envisager la poursuite d'une carrière normale.

Son entraîneur, M. Thomas Springstein, qui a assuré jeudi au cours d'une conférence de presse la responsabilité de la préparation de l'athlète, n'a pu cette fois mettre en cause, comme en février dernier, les résultats des analyses préliminaires. Katrin Krabbe et sa camarade d'entraînement Grit Breuer avaient utilisé depuis avril du clonbuterol, une molécule qui facilite la respiration, augmentant la masse musculaire et est interdite par la Fédération internationale d'athlétisme.

La perquisition de la ville de Neubrandenburg, où se trouve le club dont dépend Katrin Krabbe, a annoncé qu'il engageait des poursuites contre M. Springstein pour atteinte à la législation sur les médicaments ainsi que pour coups et blessures.

HENRI DE BRESSON

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

DAMES
200 mètres. - 1. Torrence (E-U) 21 s 81 ; 2. Cuthbert (Jam.) 22 s 02 ; 3. Onye (Jam.) 22 s 06.
100 mètres haies. - 1. Patoulidou (Gr.) 12 s 84 ; 2. Martin (E-U) 12 s 69 ; 3. Donkova (Bul.) 12 s 70.

MESSEURS
200 mètres. - 1. Marsh (E-U) 20 s 01 ; 2. Fredericks (Nam.) 20 s 13 ; 3. Bates (E-U) 20 s 38.
400 mètres haies. - 1. Young (E-U) 46 s 78 (nouveau record du monde, ancien record : 47 s 02) ; 2. Graham (Jam.) 47 s 66 ; 3. Akabusi (E-B) 47 s 82 ; 4. Diagana (Fra.) 48 s 13 (nouveau record de France, ancien record : 48 s 28) ; 5. Carlsén 48 s 86.

Longueurs. - 1. Lewis (E-U) 8 87 m ; 2. Powell (E-U) 8 84 m ; 3. Greene (E-U) 8 34 m.

Décathlon. - 1. Zmlek (Tch.) 8 611 pts ; 2. Penzler (Esp.) 8 412 pts ; 3. Johnson (E-U) 8 309 pts ; 7. Mott (Fra.) 8 184 pts.

BASKET

MESSEURS
Demi-finales. - Croatie b. CEI 75-74 ; Etats-Unis b. Ukraine 127-76.

ESCRIME

MESSEURS
Epee par équipes. - 1. Allemagne ; 2. Hongrie ; 3. CEI ; 4. France.

HANDBALL

DAMES
Demi-finales. - Norvège b. CEI 24-23 ; Corée du Sud b. Allemagne 25-25.

MESSEURS
Demi-finales. - Suède b. France 25-22 ; CEI b. Islande 23-19.

LUTTE LIBRE

Catégorie 48 kg. - 1. Kim Il (Nord-Corée) ; 2. Jung-Shin Kim (Sud-Corée) ; 3. Olegov (CEI).
Catégorie 74 kg. - 1. Jung-Son (Sud-Corée) ; 2. Monday (E-U) ; 3. Agudal (Fra.).
Catégorie 130 kg. - 1. Baumgartner (E-U) ; 2. Ties (Can.) ; 3. Gubodjchvili (CEI).

NATATION SYNCHRONISÉE

Solo. - 1. Babb-Sprague (E-U) 181,848 pts ; 2. Fréchette (Can.) 181,717 pts ; 3. Okuno (Jap.) 187,066 pts ; 5. Capron (Fra.) 182,448 pts.

TENNIS

MESSEURS
Demi-finales. - Rostov (Sib.) b. Ivanovic (Cro.) 6-3, 7-5, 6-2 ; Arnes (Esp.) b. Chedassov (CEI) 6-4, 7-6, 3-6, 6-3.

TENNIS DE TABLE

MESSEURS
Finale. - Waldner (Aut.) b. Gattien (Fra.) 21-10, 21-18, 25-23.
Podium. - 1. Waldner (Aut.) ; 2. Gattien (Fra.) ; 3. Ma Wenge (Chine) et Tsek Soo Kim (Corée du Sud).

VOLLEY

DAMES
Demi-finales. - Cuba b. Etats-Unis 3-2 ; CEI b. Brésil 3-1.

HANDBALL : la Suède bat la France 25-22 en demi-finale

«On était des outsiders»

L'équipe de France de handball a été battue 25-22 par celle de Suède, jeudi soir 6 août, en demi-finales du tournoi olympique. Elle sera opposée, pour la médaille de bronze, samedi 8 août, à l'Islande, vaincue par l'équipe de la CEI 23-19. La finale se disputera entre le champion olympique 1988, la CEI, et le champion du monde en titre, la Suède.

Le rêve avait déjà beaucoup duré. Et puis la Suède, c'était «un gros morceau». Chacun était donc d'accord pour reconnaître que les géants blonds étaient véritablement les plus forts. La France n'avait plus qu'à s'incliner dignement. Elle le fit avec tout de même un espoir renoué à la fin du mal à passer. Quelques costards ont fondu en larmes dans les vestiaires. Daniel Costantini, l'entraîneur national, a tenté de leur redonner le moral, de leur dire que tout n'était pas fini, qu'il y avait encore une médaille à conquérir et que «ce bronze était tellement inspiré en venant ici, qu'il était prêt à lui mettre une couche de doré pour que ça brille autant que celle du champion olympique.»

N'empêche. Les joueurs avaient secrètement espéré, cette victoire. Ils l'ont presque entrevue quand à une minute et demie de la

fin du match, alors qu'il n'y avait qu'un point d'écart en faveur de la Suède, le but d'égalisation est venu s'écraser à quelques centimètres du cadre adverse. Après le «coup de sang» qui venait de leur permettre de combler un handicap de cinq points, la chance avait tourné. La perspective de monter sur l'une des deux plus hautes marches du podium s'évanouissait dans une fin cafoilleuse.

Il fallut bien l'admettre, la France n'était pas dans un très grand jour. Daniel Costantini était le premier à en convenir : «La source n'a jamais pris.» Et après cinq matches la fatigue commençait à se faire sentir. Du coup, les Suédois ont eu l'avantage au score pendant pratiquement toute la partie. Ils ont laissé les Français venir se casser le nez sur une défense solide exploitant immédiatement la moindre faute. Fautes trop nombreuses en raison d'une tactique risquée.

La prime d'arbitrage

Pourtant les hommes de Bengt Johansson sont loin d'avoir convaincu au cours de cette partie rugueuse, intense, heurtée. L'entraîneur suédois n'a pas hésité à la reconnaître. Il n'était pas satisfait de leur prestation, pas du tout «excitante», pas assez technique à son goût. Celui qui, depuis 1988, a façonné ces champions du monde

a rédigé un ouvrage technique de trente pages sur le handball dans son équipe a seulement «utilisé une seule page».

Philosophe, Daniel Costantini estimait qu'il nous manquait encore de sortir grand d'une défaite. L'enjeu était d'importance pour l'avenir. «Je ne dirai pas que les arbitres ont été malhonnêtes. Ils ont été très sévères avec le petit poucet que nous sommes, à tenu à faire savoir l'entraîneur. Et si les arbitres font leur travail, c'est toujours avec cette forme d'honnêteté qui sied à la Fédération internationale.» Pour Daniel Costantini, l'équipe de France a joué les trouble-fêtes dans le concert des grands du handball mondial. Cela n'arrangerait pas tellement les affaires de la Fédération internationale qui préfère les valeurs établies. Lors d'un match comme France-Suède, les juges ont ainsi tendance à donner l'avantage à l'équipe présumée la plus forte.

D'après l'artisan du renouveau du jeu français, «les Suédois n'ont pas toujours été sanctionnés comme ils auraient dû l'être». Une prime au favori en quelque sorte. Mauvais perdants, les Français ? Pas vraiment. Gros bras de l'équipe nationale, Denis Latoud ont eu ce cri du cœur : «On était des outsiders. Ils ont prouvé qu'ils étaient meilleurs que nous, alors ils drs bravo et bonne chance!»

MICHEL BOLE-RICHARD

TENNIS DE TABLE : la victoire du Suédois Waldner en simples

Jean-Philippe Gattien au pied d'un mur

Déception pour Jean-Philippe Gattien. Battu en finale du tournoi de tennis de table simples messieurs par le Suédois Jan Waldner, le pongiste français perd également la place de numéro un mondial. A vingt-trois ans, le Français s'est juré de revenir à Atlanta, en vainqueur.

Il est resté là, prostré pendant quelques secondes, sourd à la clameur, la tête baissée du petit soldat que l'on vient de dégrader. Humilié dans la défaite, Jean-Philippe Gattien. Lui qui avait tant espéré de la victoire. Le pongiste français était venu chercher l'or à Barcelone juste récompense pour sa place de numéro un mondial acquise au début du mois de juillet. Il repart avec l'argent, rétrogradé à la deuxième place du classement mondial.

Ce beau ténébreux de vingt-trois ans a fait un sacré bout de chemin depuis son revers aux Jeux olympiques de Séoul. Gros travailleur, il s'est entraîné six heures par jour pour gagner des tournois et faire mieux que Jacques Secrétin, héros français du tennis de table dans les années 70. L'ascension a été fulgurante. Cinqième en 1991, il retrouve aujourd'hui la deuxième place qu'il avait atteinte en mars. Il n'est pas fier de lui pour autant.

«Un match n'est jamais gagné»,

avait-il dit à l'issue des deux rencontres précédentes, formidables quarts et demi-finales arrachés en cinq manches face à l'Autrichien Yi Ding et au Sud-Coréen Weng Ma. Vous en voyez, les supporters tricolores tonitruants pensent déjà écrire, en or, l'épilogue des glorieuses aventures de Filou. Un tournoi n'est jamais gagné. Jan Waldner a réformé jeudi le livre d'un coup sec. En guise de conte de fées, ce Suédois de vingt-sept ans a donné une superbe leçon de tennis de table à son disciple de vingt-trois ans.

A Atlanta en vengeur

Tout de suite en jambes, il hypnotise Jean-Philippe Gattien encore emprisonné par la torpeur de la nuit, il impose son jeu grâce à un service «horrible» dira le perdant. Jan Waldner a le talent apriprieux. Il est aujourd'hui général. De sa raquette, il apprivoise la petite balle en Cellulose, la frôle, la frappe, la taquine. A un souffle du filet ou loin derrière les lignes, il est un mur qui va la chercher dans tous les angles.

Collé à la table, à la manière des Chinois, pour écarter le jeu de Jean-Philippe Gattien tente de s'échapper dans le score, grappillant deux ou trois points comme un coureur cycliste grignote les kilomètres. La foule exulte, Jan Waldner est déjà à sa poursuite et

le surclasse pour passer en vainqueur au sommet de la côte des deux dernières manches. Le service et le revers en panne, la rage au ventre, Jean-Philippe Gattien accepte la leçon avec humilité. «Il était invincible, aujourd'hui, attendant balles courtes ou longues et ne commettant presque aucune faute. Le match parfait.»

C'est pathétique une défaite, même lorsqu'elle débouche sur une médaille d'argent. Jean-Philippe Gattien ne voulait pas partir comme ça, la tristesse en bandoulière. Car aujourd'hui, il commence une nouvelle vie, sans son entraîneur de toujours. Michel Gadai qui l'avait découvert il y a treize ans quand il jouait en minimes et qui l'a suivi de l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP) jusqu'aux Jeux olympiques, fait travailler au Canada où il va faire découvrir le tennis de table au Nouveau Monde en vue des Jeux d'Atlanta. «Philippe n'est pas orphelin, c'est un grand garçon», sourit-il.

Dès le 1^{er} septembre, le héros malheureux disputera la coupe du monde au Vietnam. Il compte y récupérer ses galons de numéro un mondial. Après avoir vécu les Jeux olympiques de Séoul «en touriste» et ceux de Barcelone en favori, il a juré de revenir à Atlanta en vengeur.

B. M.

WATER-POLO : la CEI bat la France 9-5

Les Bleus en quête d'expérience

Battue 9-5 jeudi 6 août par la CEI, l'équipe de France de water-polo a terminé cinquième de sa poule de qualification et jouera samedi 8 pour la neuvième ou la dixième place du tournoi olympique. Un classement attendu pour une formation encore jeune et intimidée par la victoire. Les deux demi-finales opposeront la CEI à l'Italie et l'Espagne aux Etats-Unis.

L'équipe française de water-polo n'est pas contente du tout. Battue par la CEI, elle s'en veut d'avoir été trop expéditive et bruyante. Tant d'occasions perdues de faire un bon match nul ou, qui sait, une belle victoire. Une finale ou une lutte pour la médaille de bronze ? Non. Le dernier match du groupe A des épreuves qualificatives du tournoi olympique. La France termine cinquième devant la Tchécoslovaquie, la seule équipe qu'elle a battue.

L'équipe de Jean-Paul Clemenceon, le directeur technique national, sera neuvième ou dixième du tournoi. Douzième aux championnats du monde de Perth en 1991 ou onzième aux championnats d'Europe d'Athènes, inexpérimentée et timide, l'équipe de France se

classe médiocrement mais régulièrement dans le premier groupe mondial derrière la CEI, les Etats-Unis, l'Italie ou l'Espagne.

En 1988, après quarante ans de pénitence, quelques années de souffrances incluses, l'équipe de France participe aux Jeux olympiques de Séoul et termine à un honorable dixième rang, très loin de la gloire et à des années-lumière de la médaille d'or de l'équipe de France aux Jeux olympiques de 1924. Les Bleus ont acquis un peu d'expérience. Une olympiade après le supplice de la sélection coréenne, la qualification pour Barcelone frise la partie de plaisir : la France termine quatrième du tournoi pré-olympique de Calgary, en mai, quand une cinquième place lui suffisait pour s'envoler en Espagne.

Dépendante de la Fédération française de natation, le water-polo compte quinze mille adhérents, organise deux mille matches par an, fonctionne avec un budget de 2 millions de francs environ et profite des sponsors de la maison mère. Le championnat de France de première division rassemble huit équipes en 1992. Nice, Marseille, Sète ou le Racing sont les principaux «fournisseurs» de la formation tricolore.

Echaudés par les mésaventures de clubs de hockey sur glace ou de handball, les responsables natio-

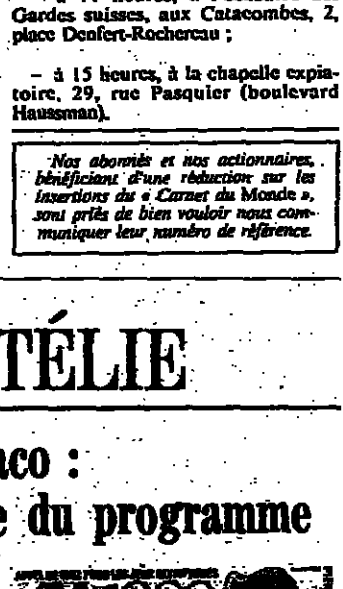
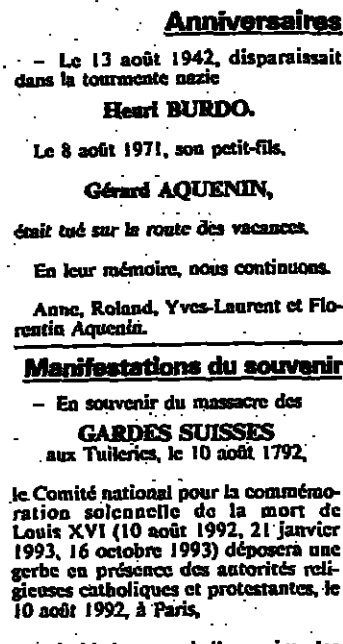
naux du water-polo ont demandé aux dirigeants de ne pas avoir les yeux plus gros que le ventre en achetant très cher des joueurs-vedettes étrangers qui mettraient leurs finances en péril. «Mieux vaut s'offrir les services d'un entraîneur extérieur pour froter toute une équipe à un nouvel art du jeu», explique Jean-Paul Clemenceon. Les Italiens sont fous de ce drôle de sport aquatique. Les Français semblent intrigués par ce qui pourrait ressembler à une rencontre de handball entre cosmonautes lâchés en apesanteur. «Nous jouons dans un terrain au lieu de jouer sur un terrain. Voir des têtes et un ballon flotter sur des clapotis n'est pas franchement folichon.»

Jean-Paul Clemenceon vient d'être nommé au sein de la Fédération internationale pour rendre le water-polo plus spectaculaire - encore un sport peu télévisé - contraint à des réaménagements esthétiques. Il voudrait surtout apprendre aux joueurs français qu'ils ont le droit de s'enlever dans le bassin, de faire le spectacle et de gagner. Lorsqu'ils se sont mis en rogne jeudi, Jean-Paul Clemenceon a sourit. Il a sans doute vu dans leur mauvaise humeur de perdants les prémices d'une colère de champions.

BÉNÉDICTE MATHIEU

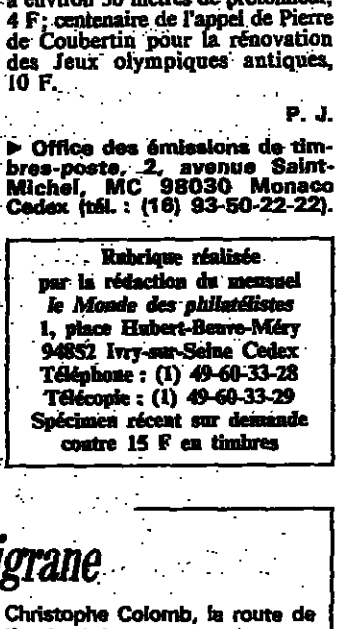
CARNET DU Monde

Anniversaires



MONACO 1000

Portrait de Pierre de Coubertin devant la Sorbonne, d'où il lança son appel pour la rénovation des Jeux olympiques (maquette).



- **Le Danemark et l'Euro 92.** — La Poste danoise a émis un timbre-poste hors programme, le 16 juillet, pour marquer la victoire du Danemark à l'Euro 92 de football. D'une valeur de 3,75 couronnes, il représente la foule en liesse devant le stade de Copenhague. Pour plus de renseignements, The Postal Philatelic Centre, 67 Vesterbrogade, DK-1820 København V, Danemark.
- **3615 TAAAF.** — Le territoire des Terres australes et antarctiques françaises (TAAAF) a mis en place un service Minitel. Code d'accès : 3615 TAAAF. Au sommaire, entre autres rubriques, la présentation du territoire; les informations philatéliques, les adresses auxquelles vous devez envoyer votre courrier dans les districts, les rotations des bateaux de service...
- **Obtention à la tour Eiffel.** — Un nouveau timbre à date

grand format illustré a été mis en service au Point-philatélie «Paris Tour Eiffel», le 10 juillet.

Monaco :

Peu de surprises dans la seconde partie du programme philatélique 1992 de Monaco (la première partie a été publiée dans le *Monde* du 25 janvier). A noter, tout d'abord, la parution d'un bloc, vendu 20 F, qui reproduit un timbre sarda en usage à Monaco en 1952-1960, ainsi qu'un timbre

français Napoléon III non dentelé, en service à Monaco de 1860 à 1862. Ce bloc est émis à l'occasion de la construction, en cours, du Musée du timbre, dans le quartier de Fontvieille.

• Timbres émis le 25 mai : timbres d'usage courant « Monaco l'autrefois », reproductions d'œuvres du peintre Hubert Clérissi, 0,60 F (le Conseil national), 0,90 F (Barques au port de Fontvieille).

2 F (le Marché de la Condamine), 3 F (Voilier), 7 F (le Musée océanographique); carnets de dix timbres à 2,20 F (la Porte Neuve) et 2,50 F (la Placette Basio), reproductions d'aquarelles de Claude Rosticher.

● **Emissions du 18 septembre :**
Genova 92, 3 F (rose Christophe
Colomb) et 4 F (rose Prince de
Monaco).

● **Emissions du 20 octobre :** les
titres nobiliaires des princes de

Monaco, 15 F (chapelle Sainte-Catherine, actuellement en cours de restauration, et les Baux-de-Provence); Croix-Rouge monégasque, 15 F et 8 F (la vie légendaire de sainte Dévote); Musée du timbre-poste, bloc comprenant deux tim-

postes, bloc comprenant deux ma-
jores à 10 F; Noël 1992, santons de
Provence, 2,50 F (le vannier),
3,40 F (la poissonnière) et 5 F (le
garde-champêtre); rapaces, 2,20 F

En fin

REPUBLIQUE DU BENIN

LA MONTAGNE DE L'AMERIQUE
PAR CHRISTOPHE COLON 500^e

• Emissions africaines. - Parmi les récentes parutions en Afrique, à noter deux timbres de

Djibouti (90 F et 150 F) en hommage à Rimbaud : une série «fourre-tout» du Congo où l'on trouve Leka, la première chienne de l'espace, en compagnie du

contre von Zeppelin, de Gershwin, de Jean-Paul II, d'Adenauer et d'Elvis Presley. Dans le concert des célébrations de Christophe Colomb, le Bénin y va de deux timbres, dont l'un est tiré « La

découverte de l'Amérique par

Portrait de Pierre de Coubertin devant la Sorbonne, d'où il lança son appel pour la rénovation des Jeux olympiques (maquette).

(*Gypaeus barbatus*); protection de l'environnement marin, les phytoplanctons, 2,20 F (*Ceratum rarpipes*) et 2,50 F (*Ceratum hexacanthum*); le *Seabus*, sous-marin autonome à coque transparente qui vient de visiter les fonds marins

à environ 30 mètres de profondeur.
4 F; centenaire de l'appel de Pierre
de Coubertin pour la rénovation
des Jeux olympiques antiques.
10 F.

► Office des émissions de timbres-poste, 2, avenue Saint-Michel, MC 98030 Monac Cedex (tél. : (16) 93-50-22-22)

Rubrique réalisée
par la rédaction du mensuel
le Monde des philatélistes
1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 Ivry-sur-Seine Cedex
Téléphone : (1) 49-60-33-28

Télécopie : (1) 49-60-33-29
Spécimen récent sur demande
contre 15 F en timbres

igrane

Christophe Colomb, la route de l'esclave » |

● La Danemark et l'Euro 92. - La Poste danoise a émis un timbre-poste hors programme, le 16 juillet, pour marquer la victoire du Danemark à l'Euro 92 de football. D'une

valeur de 3,75 couronnes, il représente la foule en lasso défilant à Copenhague (pour tout renseignement : The Postal Philatelic Centre, 67 Vesterbrogade, DK-1820 København V, Dane-

● **3615 TAAF.** — Le territoire des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) a mis en place un service Minitel. Code d'accès : 3615 TAAF. Au com-

de 1988, 2010, 2012, 2014, 2016, 2018, 2020, 2022, 2024, 2026, 2028, 2030, 2032, 2034, 2036, 2038, 2040, 2042, 2044, 2046, 2048, 2050, 2052, 2054, 2056, 2058, 2060, 2062, 2064, 2066, 2068, 2070, 2072, 2074, 2076, 2078, 2080, 2082, 2084, 2086, 2088, 2090, 2092, 2094, 2096, 2098, 2100, 2102, 2104, 2106, 2108, 2110, 2112, 2114, 2116, 2118, 2120, 2122, 2124, 2126, 2128, 2130, 2132, 2134, 2136, 2138, 2140, 2142, 2144, 2146, 2148, 2150, 2152, 2154, 2156, 2158, 2160, 2162, 2164, 2166, 2168, 2170, 2172, 2174, 2176, 2178, 2180, 2182, 2184, 2186, 2188, 2190, 2192, 2194, 2196, 2198, 2200, 2202, 2204, 2206, 2208, 2210, 2212, 2214, 2216, 2218, 2220, 2222, 2224, 2226, 2228, 2230, 2232, 2234, 2236, 2238, 2240, 2242, 2244, 2246, 2248, 2250, 2252, 2254, 2256, 2258, 2260, 2262, 2264, 2266, 2268, 2270, 2272, 2274, 2276, 2278, 2280, 2282, 2284, 2286, 2288, 2290, 2292, 2294, 2296, 2298, 2300, 2302, 2304, 2306, 2308, 2310, 2312, 2314, 2316, 2318, 2320, 2322, 2324, 2326, 2328, 2330, 2332, 2334, 2336, 2338, 2340, 2342, 2344, 2346, 2348, 2350, 2352, 2354, 2356, 2358, 2360, 2362, 2364, 2366, 2368, 2370, 2372, 2374, 2376, 2378, 2380, 2382, 2384, 2386, 2388, 2390, 2392, 2394, 2396, 2398, 2400, 2402, 2404, 2406, 2408, 2410, 2412, 2414, 2416, 2418, 2420, 2422, 2424, 2426, 2428, 2430, 2432, 2434, 2436, 2438, 2440, 2442, 2444, 2446, 2448, 2450, 2452, 2454, 2456, 2458, 2460, 2462, 2464, 2466, 2468, 2470, 2472, 2474, 2476, 2478, 2480, 2482, 2484, 2486, 2488, 2490, 2492, 2494, 2496, 2498, 2500, 2502, 2504, 2506, 2508, 2510, 2512, 2514, 2516, 2518, 2520, 2522, 2524, 2526, 2528, 2530, 2532, 2534, 2536, 2538, 2540, 2542, 2544, 2546, 2548, 2550, 2552, 2554, 2556, 2558, 2560, 2562, 2564, 2566, 2568, 2570, 2572, 2574, 2576, 2578, 2580, 2582, 2584, 2586, 2588, 2590, 2592, 2594, 2596, 2598, 2600, 2602, 2604, 2606, 2608, 2610, 2612, 2614, 2616, 2618, 2620, 2622, 2624, 2626, 2628, 2630, 2632, 2634, 2636, 2638, 2640, 2642, 2644, 2646, 2648, 2650, 2652, 2654, 2656, 2658, 2660, 2662, 2664, 2666, 2668, 2670, 2672, 2674, 2676, 2678, 2680, 2682, 2684, 2686, 2688, 2690, 2692, 2694, 2696, 2698, 2700, 2702, 2704, 2706, 2708, 2710, 2712, 2714, 2716, 2718, 2720, 2722, 2724, 2726, 2728, 2730, 2732, 2734, 2736, 2738, 2740, 2742, 2744, 2746, 2748, 2750, 2752, 2754, 2756, 2758, 2760, 2762, 2764, 2766, 2768, 2770, 2772, 2774, 2776, 2778, 2780, 2782, 2784, 2786, 2788, 2790, 2792, 2794, 2796, 2798, 2800, 2802, 2804, 2806, 2808, 2810, 2812, 2814, 2816, 2818, 2820, 2822, 2824, 2826, 2828, 2830, 2832, 2834, 2836, 2838, 2840, 2842, 2844, 2846, 2848, 2850, 2852, 2854, 2856, 2858, 2860, 2862, 2864, 2866, 2868, 2870, 2872, 2874, 2876, 2878, 2880, 2882, 2884, 2886, 2888, 2890, 2892, 2894, 2896, 2898, 2900, 2902, 2904, 2906, 2908, 2910, 2912, 2914, 2916, 2918, 2920, 2922, 2924, 2926, 2928, 2930, 2932, 2934, 2936, 2938, 2940, 2942, 2944, 2946, 2948, 2950, 2952, 2954, 2956, 2958, 2960, 2962, 2964, 2966, 2968, 2970, 2972, 2974, 2976, 2978, 2980, 2982, 2984, 2986, 2988, 2990, 2992, 2994, 2996, 2998, 3000, 3002, 3004, 3006, 3008, 3010, 3012, 3014, 3016, 3018, 3020, 3022, 3024, 3026, 3028, 3030, 3032, 3034, 3036, 3038, 3040, 3042, 3044, 3046, 3048, 3050, 3052, 3054, 3056, 3058, 3060, 3062, 3064, 3066, 3068, 3070, 3072, 3074, 3076, 3078, 3080, 3082, 3084, 3086, 3088, 3090, 3092, 3094, 3096, 3098, 3100, 3102, 3104, 3106, 3108, 3110, 3112, 3114, 3116, 3118, 3120, 3122, 3124, 3126, 3128, 3130, 3132, 3134, 3136, 3138, 3140, 3142, 3144, 3146, 3148, 3150, 3152, 3154, 3156, 3158, 3160, 3162, 3164, 3166, 3168, 3170, 3172, 3174, 3176, 3178, 3180, 3182, 3184, 3186, 3188, 3190, 3192, 3194, 3196, 3198, 3200, 3202, 3204, 3206, 3208, 3210, 3212, 3214, 3216, 3218, 3220, 3222, 3224, 3226, 3228, 3230, 3232, 3234, 3236, 3238, 3240, 3242, 3244, 3246, 3248, 3250, 3252, 3254, 3256, 3258, 3260, 3262, 3264, 3266, 3268, 3270, 3272, 3274, 3276, 3278, 3280, 3282, 3284, 3286, 3288, 3290, 3292, 3294, 3296, 3298, 3300, 3302, 3304, 3306, 3308, 3310, 3312, 3314, 3316, 3318, 3320, 3322, 3324, 3326, 3328, 3330, 3332, 3334, 3336, 3338, 3340, 3342, 3344, 3346, 3348, 3350, 3352, 3354, 3356, 3358, 3360, 3362, 3364, 3366, 3368, 3370,

● **Oblitération à la tour Eiffel.** — Un nouveau timbre à date grand format illustré a été mis en service au Point-chauffée «Paris».

Tour Eiffel, le 10 juillet...

Monfre

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which are arranged in a columnar fashion. The names are written in a cursive script, and the addresses are written in a more formal, printed style. The list includes names such as "John Smith", "Mary Jones", and "Robert Brown", along with their respective street addresses and city names.

2. The second part of the document is a list of names and addresses, which are arranged in a columnar fashion. The names are written in a cursive script, and the addresses are written in a more formal, printed style. The list includes names such as "John Smith", "Mary Jones", and "Robert Brown", along with their respective street addresses and city names.

3. The third part of the document is a list of names and addresses, which are arranged in a columnar fashion. The names are written in a cursive script, and the addresses are written in a more formal, printed style. The list includes names such as "John Smith", "Mary Jones", and "Robert Brown", along with their respective street addresses and city names.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses, which are arranged in a columnar fashion. The names are written in a cursive script, and the addresses are written in a more formal, printed style. The list includes names such as "John Smith", "Mary Jones", and "Robert Brown", along with their respective street addresses and city names.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses, which are arranged in a columnar fashion. The names are written in a cursive script, and the addresses are written in a more formal, printed style. The list includes names such as "John Smith", "Mary Jones", and "Robert Brown", along with their respective street addresses and city names.

S A N S • V I S A

Le plus fameux aventurier des lettres françaises du vingtième siècle, Henry de Monfreid, mort presque centenaire au fond du Berry en 1974, y attire maintenant des admirateurs du monde entier. C'est que, outre les lambeaux de sa légende orientale restés accrochés aux roseaux des marais de la Brenne, le petit village d'Ingrandes vient de consacrer un musée à l'écrivain baroudeur, dont son petit-fils dit : « Il n'eut jamais peur de la liberté totale qu'il s'était octroyée, ni surtout des conséquences du plein exercice de cette liberté. »



Le Musée Monfreid, qui vient d'être inauguré à Ingrandes, est installé dans l'ancien presbytère, une maison de même style que celle de l'écrivain et la jouxtant.

Monfreid, le bon monsieur d'Ingrandes

C'EST un village absolument agreste comme la France industrialisée en compte encore des milliers, idéal pour une affiche électorale avec son clocher, son donjon ruiné, ses vieilles maisons fleuries et bien entretenues, son école; et aussi son maire sans étiquette, ses paysans très mécontents des directives agricoles de Bruxelles, son cours d'eau limpide et ses arbres centenaires. Bref, le travail de deux mille ans d'occupation humaine.

Cette localité, dans l'Indre, en Berry, s'appelle Ingrandes, «frontière», dit-on, en ancien breton celtique, peut-être à cause de la limite du proche Poitou; elle compte trois cents habitants, plus une curiosité depuis juin : le Musée Henry-de-Monfreid.

Que vient faire ici, dans ce doux havre de verdure où les derniers grands tumultes remontent sans doute à la guerre de Cent Ans, le plus aventureux, le plus brulé de soleil, le plus amateur de «mers, vents et rocalles» des écrivains de ce siècle?

C'est qu'il vient là, par choix personnel, le dernier quart de sa longue existence (1879-1974) et qu'il aime ce lieu, s'y faisant aimer ou détester, mais ne laissant personne indifférent, lui léguant une partie de son aura de forban des lettres, de plume se frottant complaisamment des conventions.

Néanmoins, quoi qu'on commence à raconter par ici, Monfreid n'a laissé aucune trace dans la toponymie (en dehors d'une rue à Ingrandes, privilège si on songe que, dans le même département, Issoudun, dont le meilleur de la réputation est dû à la Rabouilleuse, n'a donné le nom de Batzac à aucune de ses voies), car l'étang de la Mer-Rouge, à quelques kilomètres de l'agglomération, le plus vaste, avec ses cent quatre-vingts hectares, des mille pièces d'eau formant les marécages de la Brenne, ne doit rien à Monfreid et tout à un crois médiéval ayant voulu inscrire jadis dans son terroir ses souvenirs d'Orient.

«En 1946, désirant rentrer dans cette France qu'il avait quittée depuis 1911, mon grand-père fit acheter par sa seconde femme, sur conseil d'un ami, cette grosse bâtisse réputée remontant à

Henri IV, et même peut-être au-delà. Il se plut dans cette région qui avait le mérite, pour lui, d'être sans passé, lui offrant ainsi une véritable cure de jouvence morale et physique», raconte un de ses petits-enfants, l'architecte Guillaume de Monfreid.

Rien ne prédisposait à attirer en Berry ce Méridional du Roussillon, province la plus chaude de France, ému des l'âge de cinq ans en traversée sportive vers Alger, marié à une Allemande puis à une paysanne, ayant passé la moitié de sa vie en turban sur les flots plus que tièdes de l'océan Indien ou parmi les peuples aux mœurs bouillantes de la Corne africaine; cet auteur exclusivement inspiré par le Sud le plus torride, prolifique jusqu'à avoir écrit une septantaine de volumes en moins d'un demi-siècle puisqu'il ne se lança dans la littérature qu'à cinquante ans sonnés, et sans pour autant renoncer au commerce des armes, du fromage ou de «l'herbe», ces négoce servant chacun à son tour de muse... Un titre de Monfreid résume à lui seul cette fructueuse liaison : la Croisière du hachich (ou l'ambassadeur l'orthographe simplifiée du compliqué hachich).

Si Monfreid entendait se dépayser, se rafraîchir à Ingrandes, y continuer à coucher ses récits de tribulations, trafics et traquenards, il ne songea pas un instant à renoncer à ses habitudes exotiques, notamment l'opium dont il avait, jeune encore, contracté le goût auprès d'un Chinois de Djibouti. Aussi fumait-il «à la chinoise», c'est-à-dire modérément, et sans vraiment se cacher puisqu'il cultivait ses pavots lui-même, au vu des occupants du presbytère dont la terrasse surplombait son jardin; allant ensuite peser le «produit» séché chez l'épicier du coin, laquelle, maintenant, vend des épinglettes «à tirage limité» à l'effigie de Monfreid... (Quant à l'ambassade d'Ingrandes, elle sort, depuis cet été, un desert inédit, «les secrets de la mer Rouge», du nom du premier succès de Monfreid.)

La dénonciation pour «fumerie», en 1951, ne vint pas d'un indigène berrichon, mais d'un parent par alliance, de passage,

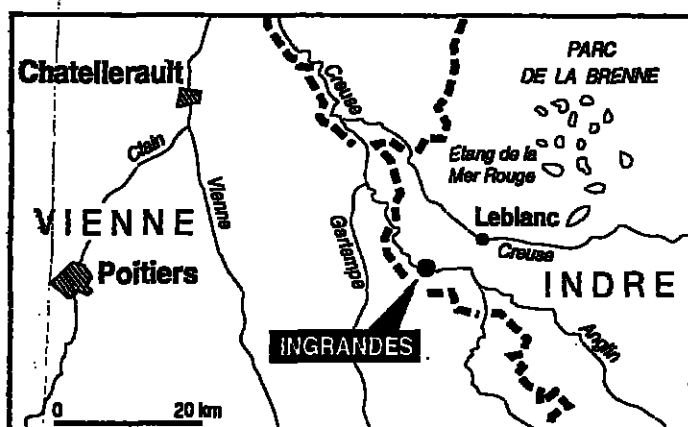


En mer Rouge, vers 1932.

désireux de se venger d'une déconvenue familiale à laquelle le maître de céans était étranger. Perquisition, perquisition, et tout le saint-frusquin. L'émotif fut extrême de par le bourg, où même les plus rétifs à l'installation de «cet étranger recevant tant de gens bizarres» sentaient peu à peu monter en eux la fureur de disposer à domicile de ce mélange de Jules Verne, Pierre Loti et Lawrence d'Arabie qui parlait dans le poste et dont le nom était marqué sur le journal; en outre, un homme ayant grand air avec sa minceur aristocratique et musclée, sa tignasse blanche, moustaches assorties; et pas fier avec ça, jusqu'à aller cueillir, sans façon, poires ou prunes dans le

champ du voisin... Certains Ingrandais se persuadaient qu'après tout il n'en avait pas fallu beaucoup plus, à l'autre bout du département, près de la sous-préfecture de La Châtre, rivale du Blanc, pour que «la bonne dame» de Nohant fasse la réputation d'une localité si semblable à Ingrandes dans sa sublime modestie. Et voilà que «notre George Sand à nous, notre bon monsieur des bords de l'Anglin, était convoqué au tribunal pour usage public de drogue. Fichtre!»

Monfreid ayant fait valoir qu'un peu d'opium était nécessaire à une santé qu'il avait — et eut jusqu'au bout — éclatante et qui, en l'espace, fut sans doute son meilleur



avocat, il s'en tira avec une amende pour «usage d'opium en ménage», le scandale public n'étant pas prouvé. Ceux des villageois qui se voulaient les amis du clan Monfreid respirèrent. Et notre homme se remit tranquillement à son écriture et à ses pipes.

On comprit qu'il n'avait rien changé à ses habitudes «chinoises» dès qu'il fut connu que la maison Monfreid maintenait ses énormes commandes de miel crémeux du cru : le fumeur, en en consommant environ 1 kilo par semaine, équilibrait ainsi l'effet constipatoire du pavot.

On s'attendait lorsque sa deux-chevaux entra en rude collision avec la voiture du champion cycliste Jacques Anquetil. Encore un peu de lustre pour la commune! On sourit lorsque, à quatre-vingt-dix ans, il fut bouclé par son épouse durant trois semaines, par jalousie à l'égard d'une conquête plus jeune. Ingrandes avait sur son sol le vétéran des plus fines bragues de France et de Navarre! Avec ça d'un flamboyant réalisme : «L'amour est un terre de la nature pour assurer la pérennité de l'espèce.»

Au même grand âge, il enregistrait de gaillardes chansons de matins, non sans avoir auparavant failli périr en mer lors de son ultime navigation, du côté des Mascaraignes, où il dévina durant dix jours avant d'aborder imprudemment à Madagascar, affamé plus que désespéré.

Les Berrichons froncèrent encore les sourcils lorsqu'un

canard parisien révéla la circonscription volontaire de Monfreid, pratiquée à Marseille en 1914, et ses «mœurs arabes» illustrées de clichés anciens le montrant allongé sur un divan ou accroupi, coiffé d'une chéchia ou enturbanné, les reins ceints d'un simple pagne de coton. Le voisin n'aurait-il pas eu, «là-bas», un harem, des concubines, voire des eunuques?

Heureusement, il se trouva toujours quelqu'un pour rassurer, sur fond traumatisant de fin d'empire colonial : Monfreid, à l'instar d'Isabelle Eberhardt, Vincent Montelli ou Jacques Berque, avait tout simplement, sans se soucier de juger le fait colonial qui le dépassait, aimé les autochtones; appris leur langage, le sabir afro-arabe de la mer Rouge; imité leurs coutumes, car l'intelligence latine même y pousse — «A Rome, vivons comme les Romains!», outre que c'est le meilleur moyen de respecter les us de la nation-hôte. Et également sans doute une façon d'exercer cet esprit de contradiction qui fut l'un des charmes majeurs de Monfreid : «Des mon arrivée (à Djibouti), plus on renchérissait sur la calamité du climat, la paresse des boys, l'infamie et la saleté des Bédouins, le marasme des affaires, plus j'avais envie de rester» (cité par Daniel Grandclément dans l'Incomparable Henry de Monfreid).

de notre envoyé spécial
Jean-Pierre Peroncel-Hingaz
Lire la suite page 15

Frissons et lumières



CHACUN d'été nous vaut son lot de fêtes de nuit, de «spectacles féériques» et de mises en scènes de sites historiques plus ou moins grandioses. Point de château qui n'ait sa rétrospective en costumes. Point de ville chargée d'histoire qui n'organise un jour ou l'autre un son et lumières pour retracer les fastes de son passé... et fixer le touriste un soir de plus. Des soirées forcément tardives - il faut attendre la nuit - et souvent interminables, où seul le feu d'artifice final réveille les bonnes gens endormies après trop bonne chère.

Ces spectacles reposent en général sur le même principe : dissimuler l'indigence de l'argument sous l'abondance des décors et des kilowatts. Un chevalier en armure rutilante, des oriflammes irisées par le faisceau des projecteurs, le son du canon (et sa fumée), une calèche criant sur le gravier, et le tour est joué : dix siècles d'histoire se sont déroulés sous les yeux indulgents d'un public provisoirement lassé de la plage et des pique-niques merguez.

Comme les cirques, les son et lumière promettent beaucoup et offrent souvent peu. Hormis la splendeur d'un site où l'organisateur n'est pour rien. Pour les élus, il s'agit de mettre un peu d'animation autour de monu-

ments qui n'inspirent que le respect... et donc parfois la fuite. Trouver le moyen de rendre vie à des murs, de faire parler les pierres... D'autres mobilisent les citoyens de leur cité pour recréer une forme de convivialité et rendre la fierté d'être né dans un terroir. On distribue des (petits) rôles et des costumes, et vogue la galère : le public se souviendra de cette soirée à Meaux ou aux Sables-d'Olonne, lorsque le petit a pris froid sur les genoux de la grand-mère, mal assise sur un talus...

Il arrive cependant que le spectacle évite la grandiloquence et les fastes frelatés de l'Histoire avec un grand H. C'est le cas par exemple des soirées de «théâtre à grande hauteur» ou TAGH, données par les spéléologues de la Chapelle-en-Vercors. Là, point de débauche de costumes ni de musique d'époque. Point non plus de figurants embauchés pour faire nombre. On utilise la somptuosité de décors naturels, montagne ou falaise, pour y déployer ses talents de grimpeur, d'acrobate ou de funambule. Un numéro technique très sobre, où l'homme a le bon goût de ne pas

se mettre en avant, et se contente de souligner les beautés d'une merveille naturelle par son jeu de petite foule.

Fontaine-de-Vaucluse, par exemple, cinq garçons défilés se livrent physiquement pour faire rêver, l'espace de vingt minutes, aux premiers temps de

la planète Terre. Pour tout accessoire, des cordes et des mousettes. A peine de costumes, puisqu'il ne s'agit pas de l'histoire des hommes, et une musique résolument contemporaine, au goût de ces artistes d'un soir qui préfèrent jouer sur la musique qui les inspire.

Le décor naturel, il est vrai, est somptueux. Ce cirque de falaises qui vous toisent du haut de leurs deux cents mètres impressionne déjà. Lorsque deux acrobates en descendant au bout de leur fil, dansant et cabriolant sur les parois comme des lutins, on ne peut qu'applaudir. Pour peu que, tout en bas, s'embrasse le goéfre sombre de la fontaine, cette résurgence de la Sorgue qui jaillit des profondeurs du calcaire après une remontée de trois cents mètres, on se sent alors une toute petite chose devant l'énormité de la montagne. Mais le dernier mot reste à l'humour, lorsque l'homme, déguisé en Arlequin, surgit du pignon opposé et traverse la vallée en tyrolienne, léger comme un papillon.

Pour seulement 10 F et une petite marche de nuit jusqu'au pied de la falaise, le public est ainsi admis à communier avec le mystère de la vallée close, cette fontaine de Vaucluse, surgie de nulle part, qui déverse d'un seul coup son torrent alpestre dans la plaine. Le lendemain, lorsqu'il se promènera le long des quais de l'Isle-sur-la-Sorgue, dégustant

truites et écrevisses sous les platanes centenaires, il comprendra pourquoi, à deux pas d'Avignon, coule une rivière qui reste fraîche et transparente après avoir traversé barrages, moulins et usines.

N'aurait pu l'abreuer d'histoire, évoquer les amours de Pétrarque et Laure, Chateaubriand ou René Char, avec des textes exquisement choisis et des costumes garantis d'époque. Comme partout, finalement, et sans qu'il en reste rien, une fois dissipés les derniers feux d'artifice. A l'artifice, les spéléologues du Vercors ont préféré le naturel.

Roger Cans

Tous les soirs jusqu'au 31 août à Fontaine-de-Vaucluse. Renseignements supplémentaires : 90-38-57-70. Pour mieux comprendre le spectacle et son environnement, on lira deux ouvrages abondamment illustrés et de caractère historique :

En descendant la Sorgue, par Jean Bouvet (95 p., 135 F), aux éditions Barthélemy, à Avignon (1990).

Fontaine-de-Vaucluse, le temps retrouvé, par Sylvester Cep (98 p., 135 F), aux éditions de l'Équinoxe, à Marguerites (Gard), qui vient de sortir.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côtes-d'Armor

BRETAGNE
CHÂTEAU-HÔTEL DE COATGUELEN***
Situé dans un parc de 100 ha avec piscine, tennis et golf 18 trous, 17 chambres de charme et une cuisine imaginative. Détente et gastronomie dans les Côtes-d'Armor 22390 Ploëhel. Tél. : 96-22-31-24.

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble. Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS HTES-ALPES - STATION VILLAGE A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGES DE FRANCE
Soleil, calme, toutes randonnées dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-43-71.
Fax : 92-45-80-58.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

HÔTEL LE LÉON-FROT
Entre Bastille et Nation
Chambres doubles avec douche, w.c. et télévision : 290 F.
14, rue Léon-Frot, 75011 PARIS.
Tél. : 43-79-69-49.
Fax : 43-79-72-76.

Provence

MAUSSANE-LES-ALPILLES
Au pied des Baux-de-Provence
VAL-BAUSSENC HÔTEL***
Une grande maison provençale en pierre des Baux vous ouvrira ses portes : 21 chambres tout confort, restaurant, piscine, proximité promenades à cheval, golf et tennis. 122, avenue de la Vallée-des-Baux, 13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-38-90. Fax : 90-54-33-36.

Italie

VENISE
HÔTEL LA FENICE ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721
et son restaurant nouvelle ambiance « bohème »
Tél. : (41) 52-23-856. Fax : 52-37-866.

Suisse

CH 1936 Verbier/Valais
Hôtel familial tout confort, grand jardin. Forfait demi-pension 75 FS à 85 FS (nov. 275 FF à 325 FF).
Hôtel Les Chamels
Tél. : 1941/26/31-64-92
Fax : 1941/26/31-27-12.

TOURISME

Homes d'enfants à la montagne (Jura 900 m altitude près frontière suisse)
Agrément jeunesse et sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ferme XVI^e s. confortablement rénovée. 2 ou 3 chambres avec s. de bns w.c. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volontiers limité à 15 enfants. Idéal en cas 1^{re} séparation. Ambiance familiale et chaleureuse. Activ. : VTT, jeux collectifs, peinture sur bois, initiation, échecs, fabrication du pain.
2 080 F semaine/enfant.
Tél. : (16) 81-39-12-51.

Châteaux trentins

Sur les façades peintes de la Piazza del Duomo, autour de la fontaine de Neptune fraîchement rénovée comme le long des ruelles du centre de Trente, personne ne s'étonnerait de surprendre, le soir venu, la silhouette épaisse de Bernardo Cles, se baignant, en grand équipage, vers son château du Buonconsiglio. Capitale moderne d'une région prospère, la ville est avant tout un lieu d'histoire, où le souvenir du puissant cardinal est omniprésent.

C'est là, depuis le Buonconsiglio, une forteresse bâtie sur les remparts de la ville, que Bernardo Cles forgea, à l'orée du seizième siècle, les contours du Trentin, une région du nord-est de l'Italie, adossée aux Dolomites, ouverte aux vents mauvais des invasions du Nord comme à ceux, voluptueux, de l'art vénitien. Européen convaincu, Cles importa à Trente tout ce que l'Italie comptait de beaux-arts, mêlant avec bonheur le style Renaissance aux merveilles gothiques du lieu, agrandissant et décorant avec frénésie son château et sa ville comme s'il préparait déjà le fameux concile qui s'y ouvrit en 1545, six ans après sa mort.

Une visite du Buonconsiglio, depuis les loggias moyennageuses du central jusqu'aux salles les plus récentes du *magna palazzo* construites par Cles, est un résumé des luttes d'influence qui agitent la principauté, jalouse de son autonomie face aux ambitions tyroliennes. Aujourd'hui encore, la région offre un visage multiple : les palais baroques se sont ajoutés aux architectures Renaissance, et la vallée de l'Adige, englobée en 1813 dans l'Empire austro-hongrois, est encore une ligne de partage, à mi-chemin de Munich et de Milan.

De sa situation géographique, le Trentin a hérité une ribambelle de châteaux. La moindre vallée en est hérissée. Plus d'une centaine en tout, depuis Castel Ivano, dont le donjon carré d'inspiration romane domine la Valsugana, jusqu'au très romantique château Toblino, posé au bord d'un lac immobile. Ce dernier abrite un restaurant, tout comme le château de Pergine, bel exemple de forteresse-résidence des Alpes, à deux pas de Trente. Comme la plupart des châteaux du Trentin, celui-ci appartient à un particulier qui le restaure avec amour depuis près de quarante ans. Dans la salle du trône, on y mange la soupe à l'orge et les typiques *strangolapreti* (étouffés-chrétiens) - de petits gnocchis faits de pain, d'oignons et d'épinards. On peut y dormir aussi, étape confortable entre le col du Brenner et la vallée du Pô, dans des chambres à boiseries et à



Un patrimoine touristique que la région veut faire fructifier.

couettes fleuries. Le château Sabionnara d'Avio n'est pas aussi accueillant. On s'épuise à gravir un piton rocheux, puis d'interminables volées de marches avant d'arriver dans la «Chambre d'amour», au sommet d'un donjon vertigineux. Mais là, le regard a le choix entre les peintures murales d'inspiration gothique et une vue panoramique sur la basse Valsugana, vallée large et plate, uniformément tapissée de vignes montées sur treillis. Fief de la famille de Guillaume II, le château a résisté à tous les assauts, protégeant de ses remparts les habitants du bourg d'Avio. Seul le temps en est venu à bout. Aujourd'hui propriété du Fonds pour l'environnement italien, Sabionnara a entrepris une coûteuse cure de rajeunissement. Propriétés privées, subventionnées ou non, qu'ils appartiennent à des organismes d'Etat ou régionaux, les châteaux constituent un patrimoine touristique que le Trentin a entrepris de faire fructifier. Pour la quatrième année, l'Office du tourisme a mis sur pied un Festival des châteaux. Jusqu'au 21 septembre, les vieilles pierres s'animent au rythme des spectacles. Les remparts de la forteresse Beseno, par exemple, abritent une «guerre rustique», reconstitution historique de la répression d'un soulèvement paysan par les soldats de Bernardo Cles, ami des arts certes, mais prince à poigne lorsque le menant réprimait. Prétexte à une grande balade culturelle de château en château, le festival culminera cette année, les 1^{er} et 2 septembre à Beseno, avec un spectacle de danse baroque, «Zarandanzas», interprété par la compagnie française Ris et danceries. Pendant cette période, il est possible de partir à l'assaut des

châteaux à bord de trains spéciaux, et des itinéraires d'une journée permettent de visiter la vallée de l'Adige ou la Valsugana. Le Train des châteaux de la Valle di Non est sans doute le plus spectaculaire par les paysages traversés, des riches vergers de la plaine aux sapins qui cernent le sanctuaire de San-Romedio, un lieu de prière en équilibre sur un rocher abrupt, dont la cime frôle le ciel. Au retour, le petit train longe des gorges à pic, d'où l'on aperçoit, entre les pommiers, donjons et créneaux. Dans la région de Cles, village d'origine de Bernardo, on visite les résidences fortifiées de la petite noblesse locale, d'origine autrichienne. De la tour octogonale du château Valere filèrent d'horribles histoires de sorcières.

De quoi alimenter la conversation, lorsque l'on est attiré dans les innévitables spécialités locales, polenta et strudel. Même dans l'assiette de ses hôtes, le Trentin se refuse à choisir entre Italie et Tyrol. Pour se rendre sur les lieux, l'avion, avec des vols quotidiens, via Milan et Venise (Alitalia, tél. : 40-15-01-40; Air France, tél. : 45-35-61-61) ou le train par le Paris-Venise avec changement à Vérone pour Trente. Renseignements : Office du tourisme italien, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-03-96 et, sur place, l'Office pour la promotion touristique du Trentin, 38100 Trento, Via Sighele, 3, tél. : (39) 461-23-89-38 ou 23-87-80. J.-J. B.

ESCALES

COURRIER

Le Saint-Laurent de Kenneth White

Cité dans «Saint-Laurent l'omnibus du golfe» («Le Monde sans visa» du 20 juin), l'écrivain Kenneth White, nous écrit : «La librairie interviewée semble croire que je me moque du nom de sa librairie. Côte Nord. Or, si elle avait lu mon texte (la Route bleue) d'un peu plus près, elle aurait vu, que c'est tout le contraire. Au lieu d'être peinte, elle devrait faire grandir cette page et la mettre en vitrine comme réclame. Quant au chauffeur de bus, j'admire (c'est une façon de parler) la comédie avec laquelle il déclare que ce que je raconte à propos d'un voyage en car de Sept-Îles à Mingan n'a pas pu se produire. Il se permet

même de me traiter de menteur. Au lieu de le traiter de quelque chose à mon tour, je me permets seulement de suggérer que l'ouverture d'esprit, le sens du possible, sont les premiers signes de l'intelligence. Et j'affirme que ce que je raconte est véritable. Quand on garde les yeux ouverts, la réalité est tellement inattendue et réjouissante qu'on ne sent pas le besoin d'inventer. Ça, c'est pour les romanciers paresseux. Ce dont il est question s'est passé au fond d'un car presque vide, à la tombée de la nuit. Même le chauffeur de service ne pouvait rien y voir. Et, d'ailleurs, s'agissait-il du même ? Pour terminer, tout en restant dans le contexte de votre rubrique, je voudrais confirmer ce qui est évident dans mon livre : j'ai aimé la Côte-nord du Saint-Laurent.»

RANDONNÉES

VOYAGES...

VERS LES GRANDS ESPACES

SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...

EXPÉDITIONS

NOMADE

Doc gratuit : 50 av. des Terras 75007 Paris 42 42 45 45

DÉCOUVERTE

Monfreid, le bon monsieur d'Ingrandes

Suite de la page 13

Cependant, n'était-il point passé au mahométisme? Ne s'était-il pas livré même, peut-être, à la traite des Noirs entre Afrique et Arabie? Pour l'islam, Monfreid démentit indirectement en dévoilant sa recette de longévité: quotidiennement, le fameux miel, plus un yaourt et un verre de Bordeaux. Ouf, il buvait du vin!

Mais les esclaves? Là-dessus, il ne s'expliqua jamais complètement et personne ne le fit à sa place. Avec le recul, il est certain que l'écrivain-navigateur-négociant ne fut pas esclavagiste, n'alla pas enlever des femmes et des enfants en Abyssinie pour les expédier dans la péninsule Arabique. En revanche, il n'est pas interdit de penser que Monfreid, en cheville avec tous les patrons de bouture du Bal-et-Mandou, le si bien nommé dévot des Lamentations, a rendu «service» en le faisant franchir discrètement à quelques «passagers sans papiers».

Même s'il avait été «le truant de l'espèce la plus rare», selon l'expression de l'amiral Henri Labrousse, («le Monde Sans visa» du 13 juillet), Monfreid resterait «l'un des plus grands écrivains de ce siècle», du moins à en croire Pagnol et d'autres amateurs éminents qui voulaient — mais en vain — le voir à l'Académie, tels Cocteau, Teilhard de Chardin, Teyssie ou Kessel.

Ce dernier, qui brosse dans *Fortune* la carrière la plus élogieuse portrait de Monfreid sous le nom de l'événement «capitaine» Mordhom, fut, probablement avec la première M^{me} Monfreid, Armant Frodenfeld, fille d'un dignitaire de l'Alsace allemande, épousée en 1914, l'unique ayant dédicacé le livre littéraire dormant de l'auteur des *Deux*.

niers Jours de l'Arabie heureuse.

L'ultime «scandale» causé par l'insolite invité d'Ingrandes fut post mortem, en 1974, quand on découvrit que les toiles de Gauguin, onguet de longue date de la famille — l'artiste de Pont-Aven avait été l'ami le plus proche du peintre et graveur Daniel de Monfreid (1), père du littérateur, — étaient des copies.

Celui qui écrivit *Testament de pirate* fut conforme à cet intitulé, ne laissant pas d'explication. La solution de l'énigme, c'est probablement que ce génial homme d'aventures, ce «coureur», selon le terme berrichon, fut, même s'il parvint à le cacher, un piètre homme d'affaires. Malgré ses droits d'auteur et de traduction élevés, Monfreid, entouré d'une nombreuse progéniture et de toute une gens, et vivant à grandes guides, avait dû vendre peu à peu les Gauguin, non sans les faire reproduire. L'un d'entre eux est aujourd'hui au Musée de Chicago; un autre, la magnifique *Chenal blanc*, au Musée d'Orsay, etc.

Mort presque centenaire en pleine gloire — et cette gloire perdure avec dix mille exemplaires de chacun de ses titres disponibles vendus chaque année en France, sans compter les éditions étrangères, — au lendemain même d'une conférence chez les ouvriers de Citroën à Levallois-Perret, ce témoin d'une époque engloutie mais dont l'écriture — contrairement par exemple à Loti ou au Frère Thérèse — peut mériter tous les qualificatifs sans celui de «vieillesse», est donc maintenant muséifié.

Cela est dû aux initiatives d'individus parmi lesquels sa fille, Angèle Dubarry, veuve d'un médecin bordelais; son petit-fils, Guillaume de Monfreid, lequel,



A bord de la *Girondie*, Cannes, 1935.

avec inouïes, serait le sosie de son aïeul et qui, en tout cas, conduisit une carrière assez «monfrédienne» d'architecte aux antipodes des modes et de la géographie d'Abon-Dhabi à l'Angola; un jeune médecin ingrandais implanté à Paris, Thierry Pascano, maire du village depuis 1979, et son épouse Elisabeth, agricultrice à Ingrandes; et quelques autres.

La dernière surprise, c'est que Monfreid, le champion du non-conformisme, le je-m'en-foutiste patenté, à lui-même souhaité ce musée à Ingrandes, non point d'ailleurs pour illustrer ses voyages et son œuvre littéraire, mais sa peinture.

En effet, Henri de Monfreid fut aussi un fort honnête aquarelliste, laissant plusieurs centaines d'œuvres allant de son autoportrait en

turban au pêcheur de perles de la mer Rouge, en passant par les horizons rectilignes du Berry. «Bon Monsieur» ou «drôle de bonhomme», le marin de Djibouti reconverti en patriarcat de la Brenne — en somme de la mer Rouge à la Mer-Rouge — n'a sans doute pas fini de nous étonner: le film qu'on doit réaliser sur lui en 1993 nous en apprendra encore peut-être de belles sur le navigateur des lettres.

de notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) De ce créateur peu connu qui, dans les dictionnaires, a cependant, parfois, une notice plus étendue que celle de son célèbre fils, on peut voir des toiles dans plusieurs institutions; par exemple, au Musée Ligand, à Perpignan.

Guide

On ne saurait trop recommander la lecture de l'incroyable *Henry de Monfreid*, de Daniel Grandclément (Grasset, 1990, 420 p., 135 F. avec photos inédites). Journaliste et téléaste (il a réalisé un portrait pimenté de Monfreid pour FR3-Thalassa), l'auteur a su, sans confondre sympathie et complaisance, et à l'aide de nombreux documents nouveaux, restituer l'existence peu commune de Monfreid et situer son travail littéraire.

L'œuvre de Monfreid est en partie disponible chez Grasset, qui a publié cette année trois récits de fiction, dont le fameux *Les Deux Frères*, sous le titre générique un peu bête d'*Aventures et légendes de l'Afrique à la mer Rouge*. On lira également avec profit l'autobiographie de Monfreid, qui est en même temps son dernier texte, *Mes vies d'aventures*. Le feu de Saint-Elme (Robert Laffont, réédition 1992, 400 p., 125 F., avec photos inédites). Le titre original, lors de la première publication, en 1973, est *Le Feu de Saint-Elme. Ma vie d'Aventures*. Ces volumes et quelques autres sont notamment vendus à Ingrandes, au Musée Monfreid, et chez l'épicière du village.

Un album de photographies sur, ou de, Monfreid sortira en 1993, coédité par Grasset et Laffont.

A partir de Paris, le plus rapide (une heure trente) est de prendre le TGV jusqu'à Poitiers. De là, Ingrandes est à

trois quarts d'heure de route (cars réguliers). On peut loger au village même, à l'Auberge-de-la-vallée de l'Anglin (Tél. 54-37-41-19) dans des chambres à la fois rustiques et confortables (90 francs la nuit). La chère y est en partie fondée sur des recettes médiévales liées à l'existence des proches étangs de la Brenne: filets de carpe fumée, blanquette d'anguilles aux noix, chèvre corsé de Pouilly-Saint-Pierre, kirsch aux guignes (cerises) locales.

A quinze minutes d'Ingrandes, Le Blanc, sous-préfecture de l'Indre, dispose d'un parc hôtelier honorable, notamment la Villa Varsovie, demeure second Empire offrant des chambres d'hôtes personnalisées (300 francs la nuit. Tél. 54-37-29-03). Chez Alain et Françoise Polet, 73, rue de la République, 36300 Le Blanc.

Le Musée Henry-de-Monfreid est ouvert lundi, mercredi, jeudi, vendredi de 15 heures à 18 heures. Samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures. Prix d'entrée: 10 F. Prix spéciaux pour groupes. Gratuit pour les enfants de moins de douze ans. (Tél. 54-37-65-25). Le musée diffuse un catalogue illustré fort bien conçu (38 p., 25 F.).

L'Association ingrandaise Henry-de-Monfreid, présidée par le docteur Thierry Pascano, maire (sans étiquette) d'Ingrandes, a son siège à la mairie (36300 Ingrandes. Tél. 54-37-42-11).

TABLE

Paris-Lyon

PARIS-BOCUSE par l'auto-route A 6, ce n'est que quelques heures d'appétit alerté. Pour les gourmets, quelques déviations s'imposent: Vézelay, Saulieu, Roanne, etc. Mais je voudrais vous suggérer un chemin des troïcières et les découvertes (moins agréables) de petits plaisirs de bouche.

Ainsi, après Appoigny et Gargy quittez l'A 6 sur la gauche, vers Chablis. Place du Marché, à l'enseigne *Au Vin Chablis*, vous vous régalez modestement d'oignons en meurette, d'andouillette et de jambon... au chablis, découvrant ce blanc bourguignon sec, léger, nerveux, dont Enstache Deschamps vantait, il y a déjà cinq siècles, les mérites:

*Je donnerais fortune et titre
Pour m'enivrer de ce vin blanc
Avec des hâtres!*

Reprenez l'A 6, puis quittez-la, plus loin à droite, vers Avallon. Au 7, rue de Paris, faites «escalade» au *Morvan* (où la timbale d'escargots est au chablis, justement). Retrouvant l'A 6, vous ferez peut-être, sentimentalement, un crochet par Epioises pour saluer la patrie d'un

exquis fromage au lait entier (de la meilleure provenance) affiné sur de la paille de seigle et lavé au vin blanc et au marc du pays. Avant, par la même D 954, de gagner Semur-en-Auxois, faisant halte au *Restaurant des Minimes* (39, rue Vaux), ou bien de pousser jusqu'à Villeneuve-sur-Charny (à 8 kilomètres au sud-est) vous restaurer dans une ancienne grange devenue auberge de village. Excellente cuisine simple de J.-P. Simon en cette *Auberge du Chaudron*.

Au passage, nous nous arrêtons chez un grand mal connu (ou plus exactement que son franc-parler rend moins «in» pour les médias), je veux parler du cher Jean Dulong (Restaurant *Greuz*, 1, rue Albert-Thibaudet, à Tournus): escargots en coquille, quenelles de brochet et poulet sauté vous feront un repas inoubliable. Puis, continuant, nous arriverons à Fuissé.

Fuissé est l'une des quatre communes produisant le légendaire pouilly, cousin sinon frère du pouilly fumé. Ce pouilly bourguignon (ne pas confondre avec le

pouilly des bords de Loire), à la robe d'or vert reflétant l'émeraude, est d'un exquis bouquet, sec et meilleur à la fois. M. Pierre Bréjoux lui a trouvé un parfum de violette ou d'acacia, de fougère ou d'églantine, de banane aussi parfois. Brave cépage chardonnay! A Fuissé, Eric Point (patronyme célèbre) vous réglera, à l'enseigne du *Pouilly-Fuissé*, d'une cuisine de terroir élégantissime.

Ensuite, direction Lyon!

Ce ne sont point les bonnes adresses qui manquent, y compris les «bistrot», car, au pays de Bocuse, le mâchon est roi. Dans son *Lyon gourmand*, André Mure signale cette année un nouveau. C'est *La Romanée* (19, rue Rives). Elisabeth Denis y mêle «sa» cuisine drômoise aux produits locaux: la terrine d'agneau est aux olives de Nyons, le tournedos à la moelle au vin de Cornas. Son époux, cultive les bons vins de pays, en excellent sommelier.

Voilà Lyon avec encore deux adresses pour les mâchons: *Chez Georges* (8, rue du Gare) et *Le Gare* (7, rue du Gare), où



andouillettes grillées et tablier de sapeur sont à l'honneur. Il ne vous restera plus qu'à revenir à Paris, vous arrêter en chemin aux adresses ratées à l'aller. Bon appétit!

La Reynière

► Au Vrai Chablis, à Chablis, tél.: 86-42-11-43. Menu à 72 F

► Auberge du Chaudron, à Villeneuve-sur-Charny, tél.: 80-97-10-14. Menus à 80 F, 120 F et 190 F et carte (compter 250 F).

► Restaurant Greuze, à Tournus, tél.: 85-51-13-52. Menus à 280 F et 470 F et carte (compter 500 F).

► Au Pouilly-Fuissé, à Fuissé, tél.: 83-35-80-88. Fermé mardi soir et mercredi. Menus à 70 F, 105 F, 125 F et carte (compter 250 F).

► La Romanée, à Lyon, tél.: 72-00-80-87. Fermé samedi midi et lundi. Menu à 98 F, 145 F et 180 F.

► Chez Georges, à Lyon, tél.: 78-28-30-46. Fermé samedi midi et dimanche. Menus à 74 F (le midi) et 95 F et carte.

► Le Gare, à Lyon, tél.: 78-28-16-94. Fermé samedi et dimanche. A la carte, compter 150 F.

Ouvert en août (suite). Le Restaurant d'Olympe, 8, rue Nicolas-Charlet, 15^e, tél.: 47-83-49-76, avec ses trois formules de repas à 160 F, 200 F et 285 F.

(Publicité)

Pour accompagner vos C.V.
Pour renouveler vos papiers d'identité
Pour offrir à vos amis...

**UNE RÉVOLUTION
DANS LE MONDE DE LA PHOTO**

PHOTO SERVICE EVASION
28, rue des États-Généraux, à VERSAILLES

C'est l'un des premiers magasins de la région parisienne équipé d'un studio de prises de vue pour photos d'identité sur imprimante vidéo-graphique. Technologie à la pointe du progrès: vous posez... vous choisissez votre meilleure expression sur un écran vidéo et, 1 minute plus tard, le photographe vous remet 1 cliché de 6 photos d'identité, au format international, en couleurs ou en noir et blanc.

Des photos instantanées d'une qualité parfaite pour seulement 22 F.

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	CONVENTION	GOBELINS	PARC MONCEAU
RELAIS BELLMAN, 37, r. France, 1 ^{er} , 47-23-54-42. Juss., 22 h 30. Cadre élég. (F. du 31 juillet au 31 août inclus.)	109, rue Croix-Nivert, 15 ^e , 78 : 48-28-81-64 Bonnes vacances à tous. Rendez-vous le 4 septembre.	45-48-51 - 7. 1 ^{er} arr. 14, r. L.-M. Nollet, 13 ^e Spécialités éthiopiennes.	69, rue du Rocher, 8 ^e , 42-93-77-61 Spécialités de poissons et de coquillages.
COPENHAGUE	CRÉTEIL	MAUBERT	PL. PÉREIRE
(Fermé en août.) 1 ^{er} étage FLORA DANICA, sur un jardin SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 (Ouvert tout l'été.)	LA TERRASSE DE CRÉTEIL - 42-47-15-94 39, avenue de Verdun, 94000 CRÉTEIL «LA SANTÉ PAR LA MER». Spéc. de poissons carte suggestion à 180 F. Terrasse d'été.	LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert, 5: 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII ^e authent. PMR 220 F.	ti. DESSIRIER Jusq. 0 h 30 Huîtres, coquillages, crustacés. Spéc. de poissons, viandes 9, pl. Mal-Juin, 17 ^e (voiturier) 42-27-82-14 - 43-80-50-72.

BILLET

La paysannerie à plusieurs voix

Le dogme unitaire du syndicalisme paysan, qu'illustrait jusqu'à maintenant le duopole formé jadis par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), a reçu, jeudi 6 août, un sérieux coup de canif. M. Pierre Béregovoy s'est, en effet, entretenu pendant une heure avec une délégation de la Confédération paysanne pour faire un tour d'horizon des questions liées à la politique agricole commune (PAC) et s'est montré ouvert à ses suggestions, par exemple à propos des primes compensatoires accordées aux céréaliers. Déjà, le 12 juin, le président de la République avait accordé une audience à M. Guy Le Fur, son porte-parole. Les plus hautes autorités de l'État reconnaissent donc non seulement la légitimité politique, mais aussi la représentativité juridique de ce syndicat tricolore, ancré plutôt à gauche, défenseur des paysans lésés par le progrès et le productivisme, qui revendique quelque quarante mille adhérents (notamment dans l'Ouest) et près de 20 % des suffrages aux élections aux chambres d'agriculture. Le premier ministre est même allé plus loin : il a promis à ses visiteurs de signer bientôt le décret permettant à la Confédération de siéger dans les nombreux offices agricoles, à côté des autres organismes syndicaux et professionnels. Ces offices gèrent des masses financières considérables en provenance de Bruxelles : 12 milliards de francs pour le blé, 8,5 pour le lait... En introduisant la Confédération dans les organismes de gestion (ou plutôt de « cogestion ») traditionnelle entre les professionnels et l'administration, le gouvernement ne fait que compléter les termes d'un décret du 28 février 1990 signé par le ministre de l'Agriculture de l'époque, M. Henri Nallet, mais qui n'avait qu'une portée partielle. La bataille de la représentativité n'est cependant pas finie, puisqu'il faudra, dans une prochaine étape, que la Confédération conquière le droit d'entrer à l'Association de développement agricole (dépositaire d'un budget de 700 millions de francs) et dans les commissions de formation professionnelle, dont les crédits vont doubler.

Cette nouvelle donne n'est évidemment pas de nature à plaire aux deux « grands », FNSEA et CNJA, partisans d'un pouvoir syndical sans « démagogie, surenchères et représentativité usurpée ». Au cours des derniers mois, leurs délégués ont souvent quitté les tables de discussion lorsque des membres de la Confédération prétendaient y siéger. Le décret de 1990 avait été qualifié par eux de « mauvais coup du gouvernement ». Le climat de la prochaine rentrée risque d'en porter le trac.

FRANÇOIS GROSCHARD

Pénalisés par l'électronique grand public

Les bénéfices semestriels de Philips baissent de 63 %

Les résultats tant attendus du groupe électronique néerlandais Philips, pour le deuxième trimestre 1992, ont enfin été rendus publics, le jeudi 6 août : Philips a enregistré, pour ce trimestre, un bénéfice net de 82 millions de florins (246 millions de francs), en chute de 85,1 %. Pour la première moitié de l'année 1992, le résultat net s'élève à 256 millions de florins (contre 687 millions l'année précédente). Le chiffre d'affaires de Philips se monte, pour cette première moitié de l'année, à 25,8 milliards de florins, soit 1 % moins élevé qu'il y a un an, mais 2 % de plus une fois corrigé des variations des taux de change et des modifications des consolidations.

EINDHOVEN

de notre envoyée spéciale

Comme prévu, ce sont à nouveau les problèmes de l'électronique grand public qui sont essentiellement à l'origine de ce recul. La branche produits grand public, la plus importante de Philips, a vu son résultat opérationnel passer de 470 millions de florins, dans la première moitié de l'année 1991, à 118 millions dans les six premiers

mois de 1992. Les bons résultats contractés par les autres secteurs de l'entreprise ont cependant permis de compenser les pertes. Le président du groupe, M. Jan Timmer, était présent à titre exceptionnel pour annoncer ces résultats en milieu d'année. Sa venue était destinée à apaiser les esprits. Depuis la mi-juin, en effet, une cascade de mauvaises nouvelles ont fait courir les rumeurs les plus catastrophiques sur le groupe. Le mois de juillet avait notamment vu l'annonce, coup sur coup, de sommes prélevées sur les produits qui, justement, devaient sortir Philips du marasme dans le domaine de l'électronique grand public.

Bruits alarmants sur la TVHD

Deux directeurs de nouveaux produits ont quitté leurs fonctions le 17 juillet. M. Bastiaens, directeur du Compact Disc Interactif (CD-I), système combinant CD, ordinateur et image, a rejoint le groupe Apple dans lequel il dirige les produits concurrents de ceux de Philips. Le DC-1 bute, lui, encore sur des problèmes de support.

La cassette musicale digitale (DCC) a, elle aussi, suscité beaucoup d'émotion en cette fin de mois de juillet, alors que sa commercialisation était reportée, pour la

deuxième fois, dans quelques mois à cause de problèmes techniques mineurs. La production de masse n'a pas encore commencé, alors que Sony a confirmé son intention de mettre sur le marché son mini-disc, un disque compact sur lequel on peut enregistrer soi-même, en décembre. Le projet de télévision à haute définition (TVHD) avait fait naître les bruits les plus alarmants.

À la mi-juillet, M. Jacques Caumont, l'ancien président de Thomson, avec lequel Philips développe le projet, et M. Scheepers, un dirigeant du groupe électronique finlandais Nokia, lui aussi impliqué dans le projet, laissaient entendre que le projet européen de télévision haute définition, l'HD-MAC était voué à l'échec. Enfin, le directeur du projet de TVHD chez Philips, M. Groenenboom, se démettait de ses fonctions au mois de juillet, vraisemblablement fatigué du combat qu'il devait mener pour ce projet. M. Timmer a réaffirmé cependant, jeudi 6 août, qu'il maintiendrait intacte son option pour la variante européenne de la télévision haute définition. M. Timmer reste optimiste. Les résultats de l'électronique grand public devraient être à nouveau positifs en 1994.

(Intérim)

Après le jugement de la cour d'appel de Bruxelles

Le groupe Accor est condamné à payer un supplément pour acquérir les Wagons-Lits

L'OPA (offre publique d'achat) lancée en novembre 1991 par le groupe français Accor sur le groupe belge Wagons-Lits va finalement lui coûter beaucoup plus cher que prévu. La cour d'appel de Bruxelles a confirmé, jeudi 6 août, le jugement du tribunal de commerce du 4 décembre et condamné le groupe hôtelier à relever son offre de 44 %. Accor va devoir payer les 8 650 francs belges (2 083 francs français) au lieu des 8 650 francs belges (1 441 francs français) offerts en octobre 1991.

La justice belge a donc donné une nouvelle fois raison aux actionnaires minoritaires de Wagons-Lits. Les plaignants, notamment la société française Sodexho mais également le groupe suédois Rolaco et Dénor, une association de petits porteurs, s'estimaient victimes d'un traitement inégal. Ils reprochaient à Accor d'avoir pris le contrôle des Wagons-Lits bien avant le lancement officiel de son OPA, le 16 octobre 1991, grâce à une « alliance » avec la Caisse des dépôts et consignations.

Selon une argumentation reprise par la cour d'appel, le contrôle de Wagons-Lits a été obtenu de fait par le rachat à 12 500 francs belges l'action, bien au-dessus des cours de Bourse, de la participation de

27 % du groupe Bruxelles Lambert dans Wagons-Lits en juin 1990. La Caisse des dépôts se trouvait à ce moment-là à la tête de 28 % des titres Wagons-Lits et assurait ainsi la majorité du capital à Accor. Les minoritaires auraient alors dû bénéficier du même tarif et non de l'offre proposée (à 650 francs belges).

« Bras financier du gouvernement français »

Accor a toujours démenti l'existence d'une convention secrète avec la Caisse des dépôts. Les plaignants n'ont d'ailleurs jamais pu en apporter la preuve matérielle. Mais la cour d'appel a cependant considéré qu'il existait « une surabondance de présomptions tendant à conclure à l'existence d'une convention de contrôle conjoint ». Elle a également insisté, de façon étonnante, sur la spécificité de la Caisse des dépôts, « bras financier du gouvernement français ». La cour a estimé que l'opération de maintien de cours aurait dû être lancée avant le 1^{er} septembre 1990, et a retenu cette date pour le calcul des intérêts qu'Accor devra verser aux actionnaires lésés, en plus de la différence de prix des actions.

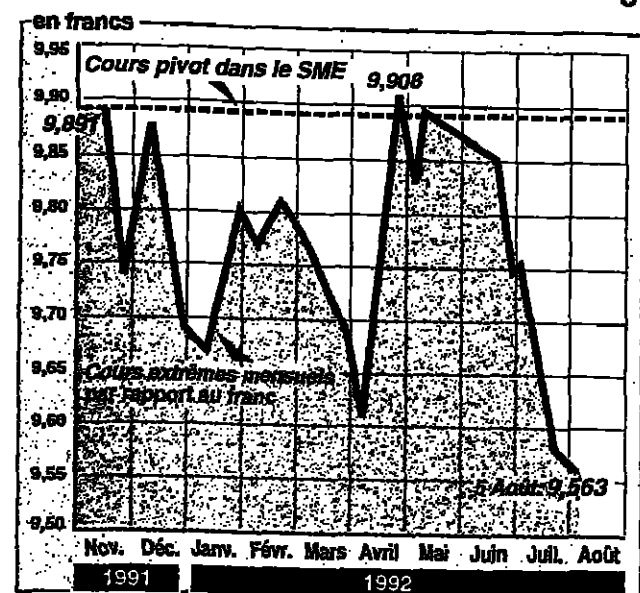
Si Accor a décidé de se pourvoir en cassation, cette procédure n'est pas suspendue. En clair, le groupe va devoir régler une facture immédiate estimée à environ 950 millions de francs français. En cas de rejet du pourvoi en cassation, elle pourrait même atteindre 1,3 milliard de francs. Le groupe hôtelier s'est engagé à étendre le bénéfice de la décision de justice aux actionnaires se trouvant dans une situation similaire à celle des plaignants.

En dépit de cette décision défavorable, Accor a réaffirmé, dans un communiqué, que « la prise de contrôle de la Compagnie des wagons-lits revêt un intérêt stratégique industriel considérable pour Accor permettant au nouvel ensemble de se hisser au premier rang des groupes de tourisme dans le monde ».

Mais au lieu de payer 4 milliards de francs, Accor devra sans doute en verser plus de 5. Pour en avoir la certitude, il faudra attendre le jugement en cassation, qui n'interviendra sans doute pas avant de longs mois. En attendant, Accor devra affronter une conjoncture touristique internationale peu favorable, tout en se préparant à réaliser des provisions importantes. Avec un volume d'affaires attendu de l'ordre de 47 milliards de francs cette année, le groupe devrait pouvoir digérer cette déconvenue sans trop de dommages.

ÉRIC LESER

Accès de faiblesse de la livre sterling



La faiblesse de la livre sterling, perceptible depuis plusieurs semaines, s'est accentuée ces derniers jours. Jeudi 6 août, la monnaie britannique est passée une nouvelle fois au-dessous de son plancher de fluctuations autorisé au sein du système monétaire européen (SME) face à l'escudo portugais, la devise actuellement la plus forte du système, obligeant la Banque d'Angleterre à intervenir. Vendredi 7 août, à l'ouverture des marchés, la livre se redressait légèrement et s'échangeait à 9,86 francs, après être tombée jusqu'à 9,84 francs jeudi.

Entrée dans le SME en octobre 1990, avec un cours pivot contre la monnaie française de 9,8839 francs, et une marge de fluctuations élargie à 6 %, la livre n'a cessé de décliner depuis avril 1992. La multiplication de mauvaises nouvelles concernant l'état de santé de l'économie britannique, et le débat lançant sur l'opportunité d'une dévaluation, contribuent à ce déclin.

Résultats encourageants au premier semestre

Les banques anglaises sur la voie du redressement

Comme l'attestent leurs résultats semestriels, les grandes banques commerciales britanniques affichent de premiers chiffres encourageants sur le plan des bénéfices malgré la poursuite de la grave récession économique que connaît le pays et le marasme du marché immobilier londonien.

LONDRES

correspondance

L'amélioration générale de leur rentabilité sur les six premiers mois de l'année laisse à penser que les principales banques commerciales du Royaume-Uni ont sans doute franchi le cap le plus difficile. Ainsi, après avoir perdu, l'an dernier, 71 millions de livres (682 millions de francs), Midland a annoncé un bénéfice impossible de 89 millions de livres pour la période équivalente. Pour sa part, Lloyds, l'établissement le plus rentable en 1991, peut se targuer d'un bénéfice impossible de 369 millions de livres entre janvier et juin, conjugué avec une baisse substantielle de ses provisions pour « mauvaises dettes ». De son côté, la National Westminster, première banque de dépôts britannique, double son bénéfice impossible à 211 millions de livres. Abbey National voit son profit impossible diminuer de 12 % et l'ancienne Société de crédit hypothécaire, devenue banque en 1989, peut se féliciter de l'accroissement de son volume d'activité. Les analystes saluent également la performance des banques écossaises qui ont mieux résisté que prévu au ressac économique.

Quant à la Barclays, la banque « à problèmes » de la City, elle a annoncé jeudi 6 août et pour la première fois de ses 300 ans d'histoire, une perte de 59 millions de livres sur les six premiers mois de l'année. C'est une conséquence directe des 1,07 milliard de livres de provisions constituées pour faire face à l'accumulation de créances douteuses. Numéro deux, elle continue de payer cher les conséquences de sa forte exposition aux problèmes du marché immobilier et les prêts substantiels consentis à feu Robert Maxwell et à d'autres magnats déchu du boom Thatcherien.

Réduction drastique des coûts

L'amélioration générale des bénéfices avant provisions montre que les « big four » (Natwest, Barclays, Midland, Lloyds) et leurs petites sœurs (TSB, Abbey National Bank of Scotland) ont tiré les leçons de la formidable récession qui frappe le Royaume-Uni depuis 1990. Pour mieux se préparer à une reprise éventuelle des affaires et rétablir les marges, les coûts ont été réduits de

manière drastique. Des milliers d'emplois ont été supprimés, des centaines d'agences fermées, des filiales étrangères qui perdaient de l'argent ont été réorganisées ou vendues.

La redistribution des cartes dans le secteur bancaire n'a épargné personne, comme l'indique le limogeage récent du président de la Barclays ou celui du directeur général de la Natwest. Quant au savoir-faire légendaire du patron de la Midland, il ne permettra pas d'épargner à l'état-major de la banque les turbulences de l'après « OPA amicale » de la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation. Le recentrage de la stratégie commerciale est également à l'ordre du jour. Au lieu d'offrir toute la palette des services financiers, les établissements bancaires préfèrent désormais privilégier certains marchés porteurs : opérations de trésorerie, gestion de portefeuille, crédits documentaires, montages financiers au profit de particuliers et de PME.

Malgré le redressement des résultats, les dirigeants des « clearing banks » évitent d'émettre des prévisions précises sur la fin de la récession et se gardent de tout optimisme jugé prématuré. Quant aux analystes, ils demeurent franchement pessimistes : il subsiste toujours une surcapacité bancaire.

MARC ROCHE

La CGT redoute 5 000 suppressions d'emplois à EuroDisney

À l'issue d'une réunion de négociations sur les salaires et les conditions de travail des salariés du parc EuroDisney de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), jeudi 6 août, la CGT a annoncé qu'elle redoutait « 5 000 suppressions d'emplois sur le site » et la « fermeture d'un des six hôtels ». « Il ne s'agit pas de suppressions d'emplois », précise un porte-parole de la direction d'EuroDisney. « Nous employons 12 500 personnes à temps plein et 5 000 saisonniers. Les postes saisonniers ne seront pas reconduits au-delà de la période de haute saison qui s'achève vers la fin septembre. La fermeture temporaire, courant octobre, de l'hôtel Newport correspond au même soud de gestion de la saisonnalité de nos services ».

Alors que la CGT présente la réunion du jeudi 6 août comme « faisant suite aux revendications des personnels d'entretien qui ont fait grève dans la nuit du 30 au 31 juillet », la direction d'EuroDisney parle d'un « processus permanent de négociations sur la définition des classifications et des salaires minima ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS FINANCIER

Le Conseil d'Administration de Natio Valeurs a décidé de rendre cette SICAV éligible aux dispositions de la loi du 16/07/92 relative au Plan d'épargne en actions (PEA).

Par conséquent, à compter du 11 septembre 1992, l'actif de Natio Valeurs sera investi pour 60 % au moins en titres éligibles au PEA. De plus, le Conseil d'Administration a décidé de ramener le droit d'entrée relatif aux souscriptions recueillies dans le cadre du PEA de 2,75 % à 2 % maximum.

Les rachats seront effectués sans frais pendant trois mois à compter de la date de parution du présent avis.

D'autre part, la Banque de Bretagne commercialise à compter de ce jour la SICAV Natio Valeurs.

TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 AOUT

Cours relevés à 14 h 00

Règlement mensuel																			
VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

6/8

COMPTANT (sélection)										SICAV (sélection)									
VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

Cote des Changes

Marché libre de l'or

Cote des Changes										Marché libre de l'or									
MONNAIES ET DEVISES	Cours	Précéd.	Différence	%	MONNAIES ET DEVISES	Cours	Précéd.	Différence	%	MONNAIES ET DEVISES	Cours	Précéd.	Différence	%	MONNAIES ET DEVISES	Cours	Précéd.	Différence	%
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63
400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63	400 C.A.E. 2000	4745	4715	-30	-0.63

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 8 août

Vendredi 7 août

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : b signalé dans le Monde radio-télévision ; o Film à éviter ; a On peut voir ; am Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1	
20.45	Feuilleton : Les Caves brûlées. De Jean Segal (6 ^e épisode).
22.25	Magazine : Club olympique.
0.00	Série : Les Professionnels.
0.55	Journal et Météo.
A 2	
20.50	Jeu : Fort Boyard.
22.10	Feuilleton : Marie Galante. De Jean-Pierre Richard (2 ^e épisode).
23.45	Journal des courses, Journal et Météo.
0.05	Magazine : Les Arts au soleil.
0.10	Diversément : Formentor Raynaud et Co.
0.55	Jeux olympiques.
FR 3	
20.00	Jeux olympiques. Athlétisme : finale du 3 000 m steeple ; et du 10 000 m dames ; Football : matches de classement ; Handball : matches de classement messieurs ; Escrime : finale du sabre par équipes messieurs ; Basket-ball : finale dames ; Volley-ball : finale dames.
22.30	Journal et Météo.
22.50	Série : Les Incorruptibles. Train spécial.
23.40	Magazine : Musiques. Présenté par Alain Dumas. Jeunes musiciens de France (3 ^e partie, de la France aux conservatoires de Roubaix-Malmaison, Bourg-la-Reine, Serge-Rachmaninov et au Conservatoire national supérieur de musique de Paris).
CANAL PLUS	
16.30	Jeux olympiques. En direct. Athlétisme : finale 100 m dames et messieurs, demi-finales 4x100 m dames et messieurs, finales 4x400 m messieurs, finales 4x100 m dames, 5 000 m, 10 000 m, 20 000 m, 50 000 m, 100 000 m, 200 000 m, 400 000 m, 800 000 m, 1 600 000 m, 3 200 000 m, 6 400 000 m, 12 800 000 m, 25 600 000 m, 51 200 000 m, 102 400 000 m, 204 800 000 m, 409 600 000 m, 819 200 000 m, 1 638 400 000 m, 3 276 800 000 m, 6 553 600 000 m, 13 107 200 000 m, 26 214 400 000 m, 52 428 800 000 m, 104 857 600 000 m, 209 715 200 000 m, 419 430 400 000 m, 838 860 800 000 m, 1 677 721 600 000 m, 3 355 443 200 000 m, 6 710 886 400 000 m, 13 421 772 800 000 m, 26 843 545 600 000 m, 53 687 091 200 000 m, 107 374 182 400 000 m, 214 748 364 800 000 m, 429 496 729 600 000 m, 858 993 459 200 000 m, 1 717 986 918 400 000 m, 3 435 973 836 800 000 m, 6 871 947 673 600 000 m, 13 743 895 347 200 000 m, 27 487 790 694 400 000 m, 54 975 581 388 800 000 m, 109 951 162 777 600 000 m, 219 902 325 555 200 000 m, 439 804 651 110 400 000 m, 879 609 302 220 800 000 m, 1 759 218 604 441 600 000 m, 3 518 437 208 883 200 000 m, 7 036 874 417 766 400 000 m, 14 073 748 835 532 800 000 m, 28 147 497 671 065 600 000 m, 56 294 995 342 131 200 000 m, 112 589 990 684 262 400 000 m, 225 179 981 368 524 800 000 m, 450 359 962 737 049 600 000 m, 900 719 925 474 099 200 000 m, 1 801 439 850 948 198 400 000 m, 3 602 879 701 896 396 800 000 m, 7 205 759 403 792 793 600 000 m, 14 411 518 807 585 587 200 000 m, 28 823 037 615 171 174 400 000 m, 57 646 075 230 342 348 800 000 m, 115 292 150 460 684 697 600 000 m, 230 584 300 921 369 395 200 000 m, 461 168 601 842 738 790 400 000 m, 922 337 203 685 477 580 800 000 m, 1 844 674 407 370 955 161 600 000 m, 3 689 348 814 741 910 323 200 000 m, 7 378 697 629 483 820 646 400 000 m, 14 757 395 258 967 641 292 800 000 m, 29 514 790 517 935 282 585 600 000 m, 59 029 581 035 870 565 171 200 000 m, 118 059 162 071 741 130 342 400 000 m, 236 118 324 143 482 260 684 800 000 m, 472 236 648 286 964 521 369 600 000 m, 944 473 296 573 929 042 739 200 000 m, 1 888 946 593 147 858 085 478 400 000 m, 3 777 893 186 295 716 170 956 800 000 m, 7 555 786 372 591 432 341 913 600 000 m, 15 111 572 745 182 864 683 827 200 000 m, 30 223 145 490 365 729 367 654 400 000 m, 60 446 290 980 731 458 735 308 800 000 m, 120 892 581 961 462 917 470 617 600 000 m, 241 785 163 922 925 834 941 235 200 000 m, 483 570 327 845 851 669 882 470 400 000 m, 967 140 655 691 703 339 764 940 800 000 m, 1 934 281 311 383 406 679 529 921 600 000 m, 3 868 562 622 766 813 359 059 843 200 000 m, 7 737 125 245 533 626 718 119 686 400 000 m, 15 474 250 491 067 253 437 239 372 800 000 m, 30 948 500 982 134 506 874 478 745 600 000 m, 61 897 001 964 269 013 749 957 491 200 000 m, 123 794 003 928 538 027 499 914 982 400 000 m, 247 588 007 857 076 054 999 829 964 800 000 m, 495 176 015 714 152 109 999 659 939 600 000 m, 990 352 031 428 304 219 999 319 879 200 000 m, 1 980 704 062 856 608 439 999 639 758 400 000 m, 3 961 408 125 713 216 879 999 279 516 800 000 m, 7 922 816 251 426 433 759 999 559 033 600 000 m, 15 845 632 502 848 867 519 999 118 067 200 000 m, 31 691 265 005 697 735 039 999 236 134 400 000 m, 63 382 530 011 395 470 079 999 472 268 800 000 m, 126 765 060 022 790 940 159 999 944 537 600 000 m, 253 530 120 045 581 880 319 999 889 075 200 000 m, 507 060 240 091 163 760 639 999 778 150 400 000 m, 1 014 120 480 182 327 521 279 999 556 300 800 000 m, 2 028 240 960 364 655 042 559 999 112 601 600 000 m, 4 056 481 920 729 310 085 119 999 225 203 200 000 m, 8 112 963 841 458 620 170 239 999 450 406 400 000 m, 16 225 927 682 917 240 340 479 999 900 812 800 000 m, 32 451 855 365 834 480 680 959 999 801 625 600 000 m, 64 903 710 731 668 961 361 919 999 603 251 200 000 m, 129 807 421 463 337 922 723 839 999 206 502 400 000 m, 259 614 842 926 675 845 447 679 999 413 004 800 000 m, 519 229 685 853 351 690 895 359 999 826 009 600 000 m, 1 038 459 371 706 703 381 790 719 999 652 019 200 000 m, 2 076 918 743 413 406 763 581 439 999 304 038 400 000 m, 4 153 837 486 826 813 527 162 879 999 608 076 800 000 m, 8 307 674 973 653 627 054 325 759 999 216 153 600 000 m, 16 615 349 947 307 254 108 651 519 999 432 307 200 000 m, 33 230 699 894 614 508 217 303 039 999 864 614 400 000 m, 66 461 399 789 229 016 434 606 079 999 729 228 800 000 m, 132 922 799 578 458 032 869 212 159 999 145 457 600 000 m, 265 845 597 156 916 065 738 424 319 999 290 915 200 000 m, 531 691 194 313 832 131 476 848 639 999 581 830 400 000 m, 1 063 382 388 627 664 262 953 697 279 999 116 366 800 000 m, 2 126 764 777 255 328 525 907 394 559 999 232 733 600 000 m, 4 253 529 554 510 657 051 818 789 119 999 465 467 200 000 m, 8 507 059 109 021 314 103 637 578 239 999 930 934 400 000 m, 17 014 118 218 042 628 207 275 156 479 999 1 924 838 400 000 m, 34 028 236 436 085 256 414 551 312 959 999 3 849 676 800 000 m, 68 056 472 872 170 512 829 102 625 919 999 7 699 353 600 000 m, 136 112 945 744 341 025 658 205 251 839 999 15 398 707 200 000 m, 272 225 891 488 682 051 316 410 503 679 999 30 797 414 400 000 m, 544 451 782 977 364 102 632 821 007 359 999 60 146 207 744 000 000 m, 1 088 903 565 954 728 205 265 642 014 719 999 120 302 400 000 000 m, 2 177 807 131 909 456 410 531 284 029 439 999 240 604 800 000 000 m, 4 355 614 263 818 912 821 062 568 058 879 999 481 209 600 000 000 m, 8 711 228 527 637 825 642 125 136 175 759 999 962 419 200 000 000 m, 17 422 457 055 275 651 284 250 272 351 519 999 1 924 838 400 000 000 m, 34 844 914 110 551 302 568 500 544 703 039 999 3 849 676 800 000 000 m, 69 689 828 221 102 605 117 001 107 406 079 999 7 699 353 600 000 000 m, 139 379 656 442 205 210 234 012 214 812 159 999 15 398 707 200 000 000 m, 278 759 312 884 410 420 468 024 429 628 319 999 30 797 414 400 000 000 m, 557 518 625 768 820 840 936 058 858 256 639 999 61 594 828 800 000 000 m, 1 115 037 251 537 641 681 872 117 713 513 279 999 123 189 657 600 000 000 m, 2 230 074 503 075 283 363 744 235 427 026 559 999 246 379 312 000 000 m, 4 460 149 006 150 566 727 488 870 854 052 111 999 492 758 624 000 000 m, 8 920 298 012 301 133 454 977 741 708 102 223 999 985 517 248 000 000 m, 17 840 596 024 602 266 909 943 483 416 204 447 999 1 971 034 496 000 000 m, 35 681 192 049 204 533 819 886 966 832 408 895 999 3 942 068 992 000 000 m, 71 362 384 098 409 067 639 773 933 664 817 791 999 7 884 137 984 000 000 m, 142 724 768 196 818 135 279 547 867 329 635 583 999 15 768 275 968 000 000 m, 285 449 536 393 636 270 558 175 654 659 271 167 999 31 536 551 936 000 000 m, 570 899 072 787 272 541 117 351 309 342 542 334 999 63 073 103 872 000 000 m, 1 141 798 145 574 545 082 234 702 618 684 684 668 999 126 146 207 744 000 000 m, 2 283 596 291 149 090 168 469 405 237 369 369 337 999 252 292 415 488 000 000 m, 4 567 192 582 298 180 336 938 810 474 738 738 674 999 504 584 830 976 000 000 m, 9 134 385 164 596 360 673 877 620 949 477 477 348 999 1 009 169 661 952 000 000 m, 18 268 770 329 192 721 347 755 241 898 954 954 696 999 2 018 339 323 904 000 000 m, 36 537 540 658 385 442 694 510 483 909 909 139 999 4 036 678 647 808 000 000 m, 73 075 081 316 770 885 389 020 967 818 818 278 999 8 073 357 295 616 000 000 m, 146 150 162 633 541 770 778 041 934 636 636 556 999 16 146 714 591 232 000 000 m, 292 300 325 267 083 541 556 163 869 273 273 111 999 32 293 429 182 464 000 000 m, 584 600 650 534 167 083 111 327 738 546 546 222 999 64 586 858 364 928 000 000 m, 1 169 201 301 068 334 166 222 654 109 109 444 999 129 173 716 729 856 000 000 m, 2 338 402 602 136 668 332 445 308 218 218 888 999 258 347 433 458 712 000 000 m, 4 676 805 204 273 336 664 890 436 436 776 999 516 694 866 917 424 000 000 m, 9 353 610 408 546 673 329 780 872 872 155 999 1 033 389 733 834 848 000 000 m, 18 707 220 817 093 346 658 156 174 174 311 999 2 066 779 467 669 696 000 000 m, 37 414 441 634 186 693 312 328 348 348 622 999 4 133 558 935 338 392 000 000 m, 74 828 883 268 373 386 624 656 696 696 124 999 8 267 117 870 676 784 000 000 m, 149 657 766 536 746 773 249 312 139 139 248 999 16 534 235 741 353 568 000 000 m, 299 315 533 073 493 546 498 624 278 278 496 999 33 068 471 482 707 116 000 000 m, 598 631 066 146 987 092 997 248 556 556 992 999 66 136 942 965 414 232 000 000 m, 1 197 262 132 293 974 185 994 496 111 111 984 999 132 273 885 828 464 000 000 m, 2 394 524 264 587 948 371 989 992 222 222 968 999 264 547 771 656 928 000 000 m, 4 789 048 529 175 896 743 978 444 444 936 999 529 095 543 313 856 000 000 m, 9 578 097 058 351 792 148 956 888 888 872 999 1 058 191 086 627 712 000 000 m, 19 156 194 116 703 584 297 913 777 777 744 999 2 116 382 173 254 424 000 000 m, 38 312 388 233 407 168 595 155 155 148 999 4 232 764 346 508 848 000 000 m, 76 624 771 102 177 872 248 216 116 116 100 999 8 465 528 693 017 696 000 000 m, 153 249 552 933 628 674 380 620 620 592 999 16 931 057 386 035 392 000 000 m, 306 499 105 867 257 348 760 124 124 118 999 33 862 114 772 070 784 000 000 m, 612 998 211 734 514 696 152 248 248 236 999 67 724 229 544 141 568 000 000 m, 1 225 996 423 469 029 392 304 496 496 472 999 135 448 459 088 283 136 000 000 m, 2 451 992 846 938 058 784 608 992 992 944 999 270 896 918 166 566 272 000 000 m, 4 903 985 693 876 117 156 121 198 198 188 999 541 793 836 333 112 544 000 000 m, 9 807 971 387 752 234 312 256 396 396 376 999 1 083 587 672 666 224 107 088 000 000 m, 19 615 942 775 504 468 624 512 792 792 752 999 2 167 175 345 332 214 214 000 000 m, 39 231 885 551 008 936 124 102 584 584 504 999 4 334 350 690 664 428 428 000 000 m, 78 463 771 102 177 872 248 216 116 116 100 999 8 668 701 381 328 856 856 000 000 m, 156 927 542 204 355 744 496 432 232 232 200 999 17 337 402 762 656 171 371 000 000 m, 313 855 084 408 711 488 992 864 464 464 400 999 34 674 805 525 312 342 742 000 000 m, 627 710 168 817 422 976 196 928 928 928 800 999 69 349 611 050 684 684 000 000 m, 1 255 420 337 634 845 952 392 185 185 185 600 999 138 699 222 137 368 000 000 m, 2 510 840 675 269 691 904 784 370 370 370 1200 999 277 398 444 274 736 000 000 m, 5 021 681 350 539 383 168 156 740 740 740 2400 999 554 796 888 549 472 000 000 m, 10 043 362 701 078 766 336 312 148 148 148 4800 999 1 109 593 777 109 944 944 000 000 m, 20 086 725 402 157 532 672 296 296 296 9600 999 2 219 187 554 219 888 888 000 000 m, 40 173 450 804 315 064 134 592 592 592 19200 999 4 438 375 108 439 777 777 000 000 m, 80 346 901 608 630 128 268 118 118 118 38400 999 8 876 750 216 879 555 555 000 000 m, 160 693 803 217 260 256 536 236 236 236 76800 999 17 753 500 432 175 111 111 000 000 m, 321 387 606 434 520 512 107 472 472 472 153600 999 35 507 000 864 350 222 222 000 000 m, 642 775 212 869 040 102 214 236 236 236 307200 999 71 014 001 728 700 444 444 000 000 m, 1 285 550 425 738 080 204 428 472 472 472 614400 999 142 028 003 456 140 888 888 000 000 m, 2 571 100 851 476 160 408 944 944 944 1228800 999 284 056 006 912 281 777 777 000 000 m, 5 142 201 702 952 320 816 188 188 188 2457600 999 568 112 012 562 563 555 000 000 m, 10 284 403 405 904 640 176 376 376 376 4915200 999 1 136 224 024 112 526 555 555 000 000 m, 20 568 806 811 808 128 352 752 752 752 9830400 999 2 272 448 048 224 105 111 111 000 000 m, 41 137 613 623 616 256 704 150 150 150 19660800 999 4 544 896 096 448 210 222 222 000 000 m, 82 275 227 247 232 512 140 300 300 300 39321600 999 9 089 792 192 880 420 444 444 000 000 m, 164 550 454 494 464 102 280 600 600 600 78643200 999 18 179 584 384 176 840 888 888 000 000 m, 329 100 908 988 928 204 560 120 120 120 157286400 999 36 359 168 768 352 160 177 777 000 000 m, 658 201 817 977 856 408 112 240 240 240 314572800 999 72 718 337 536 704 320 355 555 000 000 m, 1 316 403 635 955 5

Niant toute responsabilité dans l'affaire Saincène

M. Jean-Claude Gaudin dénonce le caractère « politique » de son inculpation

Après avoir été inculpé d'escroquerie, pour création d'un emploi fictif, dans le cadre de l'affaire Saincène, jeudi 6 août à Grasse, par le juge Jean-Pierre Murciano (nos dernières éditions du 7 août), M. Jean-Claude Gaudin, président (PR) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et sénateur des Bouches-du-Rhône, a tenu à s'expliquer au cours d'une conférence de presse, à Marseille.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a estimé, jeudi 6 août à Marseille, que le magistrat instructeur avait voulu l'inculper en tant que responsable politique.

« Mais, a réaffirmé M. Jean-Claude Gaudin, je n'ai rien à me reprocher et je ne démissionnerai pas de mes mandats. Je pense, d'ailleurs, que le juge reconnaîtra, tôt ou tard, qu'il s'est trompé et le dira. » Parce qu'il n'est pas du genre, comme « certains hommes politiques », à « sortir par des portes dérobées, mettre des lunettes de soleil ou publier des communiqués sans voir la presse », M. Gaudin avait tenu, aussitôt après son inculpation, à s'expliquer devant les journalistes, « parce qu'il n'a rien à cacher ».

Sur le fond de l'affaire Saincène, il n'a apporté, au demeurant, aucun élément vraiment nouveau.

Selon lui, M. Fernand Saincène, un agent électoral de l'UDF, qu'il connaissait « comme beaucoup des six cent cinquante employés du conseil régional », a été recruté,

en 1986, comme vacataire, par son ancien directeur de cabinet, M. Claude Bertrand, « dans le respect des règles administratives ». « Dès lors, a-t-il ajouté, il n'a pas pu avoir emploi fictif et, avec mes avocats, nous le démontrerons facilement. Que son cas ait pu faire l'objet d'une observation de la chambre régionale des comptes, peut-être, mais qu'il donne lieu à mon inculpation pour escroquerie, me paraît, quand même, excessif... »

Délégation de signature

M. Gaudin a assuré que M. Saincène « ne faisait pas partie de (mon) cabinet », bien que les contrats mensuels de travail et les nombreux contrats de mission trois-cent-huit au total pendant six ans - de celui-ci, aient été revêtus de son propre paraphe imité par M. Bertrand.

« Je n'avais pas souhaité donner de délégations de signature à des élus. Mon directeur du cabinet signalait « Gaudin » un grand nombre de documents administratifs. Ce n'était pas légal, mais cela est d'un usage tout à fait courant. »

M. Gaudin a également fait remarquer qu'il arrivait que « des gens gravitent autour d'hommes politiques et ont, parfois, l'audace de se prévaloir de ces hommes politiques ». Les actions occultes de renseignement auxquelles s'est livré M. Saincène ? « En quoi, s'est interrogé M. Gaudin, cela m'a-t-il servi ? Sur mes concurrents politiques ? Des livres entiers leur ont été consacrés ! En quoi aurais-je été intéressé de savoir, par ailleurs, où habitait tel joueur important de l'Olympique de Marseille ou combien de chiens il possédait ? Dans la vie politique, on

vient vous raconter beaucoup de choses. Tantôt, c'est un élu, tantôt un journaliste, tantôt un vacataire... »

En définitive, M. Gaudin estime que le juge Murciano a voulu l'inculper « parce qu'il me considère comme le responsable de l'institution régionale. Il voulait remonter au sommet de la hiérarchie. Mais il est, actuellement, un procès important, constate-t-il, où il est question de la vie de nombre de nos compatriotes [le procès du sang contaminé] où, là, on ne recherche pas la responsabilité des hommes politiques ».

Pourtant, si son inculpation lui a créé « un choc », M. Gaudin se rassérène. « J'ai vingt-sept ans de mandat derrière moi. J'ai toujours été fidèle à mes idées, à mes amis, au respect des règles et de l'honneur qu'un député de Mazarine [son père] m'a inculqué... »

Maintenant, il se taira et « attendra que la justice règle cette affaire ». « J'espère bien, conclut-il, que cela se terminera pour moi et pour Claude Bertrand par des non-lieux complets... »

GUY PORTE

Restructuration drastique pour la compagnie pétrolière

BP supprime 11 500 emplois et réduit de moitié son dividende

British Petroleum (BP) s'infirme une très sévère cure d'austérité. Son nouveau président, M. David Simon, a présenté, jeudi 6 août, une série de mesures visant à restaurer rapidement la rentabilité de la vénérable compagnie pétrolière britannique, sérieusement entamée par la baisse des cours du brut. Ainsi, 11 500 emplois vont être supprimés (10 % des effectifs mondiaux), la division alimentation animale, seule diversification conservée, sera finalement vendue et le dividende réduit de moitié.

Une provision exceptionnelle de 1 milliard de livres (9,6 milliards de francs) a été passée pour faire face aux coûts de cette restructuration. De fait, la compagnie achève le premier semestre 1992 sur une perte nette de 717 millions de livres (6,9 milliards de francs) contre un bénéfice de 834 millions au premier semestre 1991.

BP ne renie pas ses racines charitables. L'ex-leuron de l'Empire britannique, créé au début du siècle par Sir William, va s'imposer au cours des trois prochaines années un traitement de choc. Le deuxième en deux ans, puisque l'ancien PDG, M. Robert Horton, débarqué par son conseil d'administration il y a six semaines à peine, avait dû en partie sa nomination à sa réputation de coupeur de coûts et de têtes et avait annoncé, siôt en poste, de vigou-

reuses mesures d'assainissement dans le cadre d'un programme global de remobilisation baptisé « Project 1990 ».

Le plan d'austérité, annoncé jeudi 6 août par son successeur et ex-bras droit, M. David Simon, s'inscrit dans cette continuité. Le style personnel plus consensuel du nouveau directeur général lui a toutefois permis d'inclure dans son train d'économies la réduction de moitié du dividende, considérée il y a peu comme taboue, le seul précédent remontant à la première guerre mondiale.

Priorité

au désendettement

La priorité au désendettement est clairement affichée. Les engagements de BP avoisinent les 9 milliards de livres et augmentent, estime la direction, de 1 milliard supplémentaire par an. British Petroleum, qui entend compter que sur ses propres forces, exclut toute augmentation de capital.

Sur les 11 500 suppressions d'emploi programmées, 3 500 ont déjà été annoncées. Le siège, les départements recherche et, plus généralement, la division raffinage-distribution seront principalement concernés.

C.M.

Cinquième entreprise française de travail temporaire

RMO a été mise en liquidation judiciaire

Le président du tribunal de commerce de Grenoble, M. Jean Petiot, a prononcé, jeudi 6 août, la liquidation judiciaire de la société RMO travail temporaire et de la société holding du groupe, RMO SA. La cinquième entreprise française de travail temporaire, qui emploie six cent cinquante salariés permanents et plus de dix mille intérimaires, avait déposé son bilan le 30 juillet (le Monde du 5 août).

GRENOBLE

de notre correspondant

La société d'expertises comptables Fiducial n'a pas confirmé devant le tribunal l'offre de reprise qu'elle avait exprimée lors de l'audience du 3 août. Son PDG, M. Christian Latouche, avait notamment proposé d'acheter la société en faillite pour franc symbolique, avec reprise de l'intégralité des actifs immobilisés, des créances des clients de RMO, estimées pour les trois derniers mois à 140 millions de francs, et de la trésorerie de l'entreprise, d'un montant de 15 millions de francs. Ce plan, jugé « inacceptable » par les magistrats, n'a finalement permis que de retarder de quarante-huit heures la mise en liquidation de RMO. Celle-ci apparaît comme inévitable, dès le dépôt de bilan de la société. L'entreprise grenobloise, qui enregistre un passif de 745 millions de francs, fonctionnait illégalement depuis le 30 juin, date à laquelle les banques lui retirèrent leurs garanties. Dès lors, la société se trouvait en situation irrégulière vis-à-vis de la législation qui régit les activités des entreprises de travail temporaire.

L'entêtement du PDG de RMO, M. Marc Brailion, qui créa cette entreprise il y a vingt-huit ans, a, semble-t-il, compliqué davantage encore les problèmes que connaissait son groupe depuis plusieurs mois. Soucieux de préserver, coûte que coûte, l'image de sa société brillamment représentée dans le Tour de France par l'équipe cycliste qu'il finançait, M. Brailion a souhaité retarder jusqu'à la fin de l'épreuve sportive le règlement de ses affaires. Cette course contre la montre lui aura été fatale.

Quelques dizaines d'employés de la société, qui s'étaient rendus jeudi au tribunal de commerce, lui reprochent notamment cette attitude et ses « fautes grossières ». « Il a fait passer le vélo en premier sans se soucier des travailleurs », soulignent une représentante du syndicat CFDT. Plusieurs chefs d'agence s'interrogeaient, d'autre part, sur l'origine du très lourd passif de leur entreprise, qui, selon eux, « tournait bien, réalisait un chiffre d'affaires important et gagnait de l'argent ».

CLAUDE FRANCILLON

A la suite d'un éboulement

Deux ouvriers ensevelis sous un chantier de construction à Paris

Après l'effondrement d'un puits de fondation sur le chantier d'un immeuble au 7 de la rue Saint-Georges (9), jeudi 6 août à Paris, deux ouvriers ont été ensevelis, et une trentaine de sapeurs-pompiers tentaient encore vendredi midi de les sauver. Un troisième homme avait été délogé rapidement après l'accident et devait être hospitalisé pour une blessure au bras. L'une des deux victimes avait été localisée dans la matinée sous deux mètres et 80 centimètres de remblais.

Les secouristes progressaient très lentement, obligés d'élayer les parois sableuses du puits à dix mètres de profondeur. Les médecins sur place affirmaient vendredi midi qu'il restait une faible chance pour que les deux hommes soient vivants si une poche d'air de survie avait pu se former malgré le sable.

Le chantier où s'est produit l'accident est celui d'un immeuble de bureaux en construction pour la Société immobilière Illustration.

Se réclamant de la déclaration des droits de l'homme

Un nouveau syndicat est créé chez les policiers en tenue

Un nouveau syndicat de policiers en tenue a été créé, fin juillet, au sein de la Fédération nationale autonome de la police (FNAF), majoritaire chez les policiers en civil. Les statuts du Syndicat national autonome de la tenue (SNAT) ont été officiellement déposés et une première assemblée générale aura lieu fin septembre, indique la FNAF dans un communiqué. Le SNAT « se réclame des principes de la déclaration des droits de l'homme » et est ouvert « aux gradés et gardiens de la paix ». La FNAF a été créée en 1991 à l'initiative des syndicats majoritaires chez les policiers en civil (inspecteurs, enquêteurs et commissaires).

La création du SNAT est une pierre dans le jardin de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire dans la

police en tenue), à quelques mois d'élections professionnelles au sein de la police nationale. Depuis le changement de direction intervenu à la tête de la FASP en septembre 1990, avec le départ brusqué de M. Bernard Delaplace du poste de secrétaire général, le dialogue entre les organisations majoritaires dans les différents corps policiers a été rompu.

Deux fédérations rivales, aux philosophies voisines, se disputent désormais les suffrages de l'ensemble des catégories, la FASP et la FNAF regroupant chacune des syndicats de gardiens, d'inspecteurs et de commissaires. Les deux autres regroupements syndicaux sont l'Union des syndicats catégoriels (USC) proche de l'opposition, et la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), proche de l'extrême droite.

Après la crise de 1990-1991

Relative stabilisation du marché de l'art

La saison 1990-1991 avait été l'une des pires qu'ait connues le marché de l'art. Les chiffres d'affaires des grandes salles de ventes s'étaient effondrés d'une manière spectaculaire par rapport à la saison 1989-1990.

Celui de Christie's était passé de 13 milliards à 5,8 milliards de francs. Celui de Sotheby's de 18,6 milliards à 6 milliards de francs et Drouot avait enregistré une chute de l'ordre de 37 %.

Les derniers résultats communiqués indiquent une relative stabilisation du marché, du moins un ralentissement de la chute accélérée des ventes entamée après la période d'euphorie de la fin des années 80.

Les comparaisons des résultats des premiers semestres de 1991 et 1992 de l'hôtel Drouot (qui regroupe les 107 commissaires-priseurs parisiens et réalise 50 % des ventes d'art en France) font apparaître une baisse de 10 %, alors que la chute était de l'ordre

de 49 % pour les mêmes périodes 1990-1991. Christie's, pour sa part, vient d'annoncer un total des ventes s'élevant à 6,09 milliards de francs pour la saison écoulée (août 1991-juillet 1992), soit une baisse de l'ordre de 8 % par rapport à la saison précédente. Toutefois, les ventes ont été meilleures, atteignant 3,36 milliards de francs, soit une augmentation de 6 %, pour le premier semestre 1992.

Lord Carrington, président du conseil d'administration du groupe Christie's, s'est déclaré « encouragé par l'amélioration de [ces] résultats malgré la récession économique ».

Même constat que l'on veut rassurant chez Sotheby, où l'on déclare : « Nous avons certes enregistré une nouvelle baisse (210 millions de dollars) du chiffre d'affaire [1,35 milliard de dollars pour 1990-1991 par rapport au 1,14 milliard de dollars de la saison 91-92] mais le plus dur est passé, la reprise est proche ».

■ Décès du batteur américain Jeff Porcaro. Le batteur Jeff Porcaro, cofondateur du groupe de rock californien Toto, est mort, mercredi soir 5 août à Los Angeles, d'une crise cardiaque alors qu'il faisait du jardinage. Agé de trente-huit ans, le musicien avait été victime d'une allergie à des pesticides qu'il répandait dans son jardin. Jeff Porcaro avait formé le groupe Toto en 1976, en compagnie du claviériste Steve Lukather et du clavier David Paich. L'album *Toto IV* avait remporté sept Grammy Awards en 1983.

■ Mort de Ralph Cooper, animateur de l'Apollo Theater de Harlem. L'animateur de l'Apollo Theater de Harlem, Ralph Cooper, est mort du cancer le 4 août. En près de soixante ans de carrière, il donna leur chance à Billie Holiday, Sarah Vaughan, Ella Fitzgerald ou encore James Brown, Michael Jackson, jusqu'à New Kids on the Block. Ralph Cooper, qui cachait soigneusement son âge, mais avait largement dépassé les quarante-cinq ans, avait créé en 1934 la Nuit des Amateurs, soirée hebdomadaire où le public était seul juge des aspirants chanteurs.

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

17. - Soliman et la pomme d'or de Vienne 2

ÉTRANGER

L'Irak refuse à nouveau d'autoriser l'inspection de ses ministères 3
Somalie : M. Kouchner estime qu'il faut doubler le volume de l'aide 3
La situation en Bosnie-Herzégovine après la révélation de l'existence de camps de concentration 4 et 5
Chine : un regain de transparence dans les médias 6
Bibliographie : Les « nouveaux » Khmers rouges 6

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre : Les « polémiques inutiles » au Maastricht commencent à agacer les Français, selon M. Martin Malvy 7
M. Georges Marchais se rend aux Etats-Unis 7
Point de vue : « Les écologistes n'ont pas besoin d'une amorce », par Guy Konopnicki 7

SOCIÉTÉ

La reprise du championnat de France de football : Marseille, Monaco et le PSG font monter les enchères : cure d'austérité au FC Nantes 8

JEUX OLYMPIQUES

Athlétisme : Carl Lewis redevenu humain : Kevin Young, l'ombre de son maître : Gwan Torrance confirme ses accusations de dopages : Obstacles : acte manqué : Handball : les Français en outsiders : Tennis de table : Jean-Philippe Gatien au pied d'un mur : Water-polo : les Bleus en quête d'expérience 10 et 11

CULTURE

Peter Stein met en scène à Salzbourg *Jules César* de Shakespeare 9
Le festival de piano de La Roque-d'Anthéron 9
Mimos, le festival international de mime de Périgueux 9

ÉCONOMIE

Baisse des bénéfices semestriels de Philips 17
Le livre sterling au plus bas 17
Bilan semestriel des banques britanniques 17

COMMUNICATION

La fusion de la Cote Desfossés et de la Tribune sera réalisée fin septembre 18

SANS VISA

■ Monfried, le bon monsieur d'Ingrandes ■ Frissons et lumières ■ Les escaliers, la table, les jeux 13 à 16

Services

Abonnements 7
Annonces classées 6
Carnet 12
Jeux 16
Loto, Tac-o-tac 21
Marchés financiers 18 et 19
Météorologie 12
Philatélie 12
Radio-télévision 21
Spectacles 20
Week-end d'un chineur 8
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 août 1992 a été tiré à 463 295 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Chez les peintres : Martial Raysse

Philippe Dagen a rendu visite à Martial Raysse. Le peintre évoque son art, son utilisation de la perspective. Il se met en colère contre le XX^e siècle, « tombé dans un marasme complet » et rend hommage à sa « trinité sacrée » : Fouquet, Poussin, David.

Heures locales : Oneissant

Sentinelle solitaire, l'île bretonne reste difficile d'accès. Son isolement lui fait perdre ses forces vives.